

Campagne œcuménique 2010 Misons sur un commerce juste!

Le droit à l'alimentation est depuis 2 ans le fil rouge des campagnes œcuméniques. Cette année, Action de Carême et Pain pour le Prochain, avec Etre partenaires, montrent que l'impact actuel du commerce sur la réalisation de ce droit est négatif. Mais il peut aussi être positif si l'équité devient la règle. Et nous pouvons tous contribuer à cette justice.



Suite aux crises alimentaire et financière, la faim a augmenté dans le monde. D'après la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), le nombre de personnes n'ayant pas assez de manger a augmenté ces deux dernières années et dépasse le milliard. Presque une personne sur sept ne mange pas à sa faim.

Cette réalité scandaleuse est due en grande partie au système économique. Les catastrophes, comme tout récemment en Haïti, ne comptent que pour une fraction de ce résultat.

Les règles commerciales négociées au sein de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et dans les accords bilatéraux de libre-échange favorisent les grands acteurs au détriment de la majorité des agriculteurs, les petits paysans. Certaines dispositions de ces accords interdisent par exemple l'échange de semences entre paysans, ce qui leur fait perdre le contrôle sur leur principale richesse, les graines. Résultat : pendant que les bénéficiaires des grands marchands de semences et de pesticides comme Syngenta (Suisse) ou Monsanto (USA) augmentent, la faim se propage dans les campagnes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Face à cette réalité, nous ne

sommes pas impuissants. La révolte des producteurs suisses de lait l'année passée l'a montré, l'union entre producteurs et consommateurs permet des échanges plus équitables. L'agriculture contractuelle (Jardins de Cocagne à Genève) est un autre exemple. Sur le plan international, le commerce équitable (Magasins du Monde, Label Max Havelaar, Terre Espoir), en garantissant des prix d'achat corrects, redonne la maîtrise de son devenir au producteur initial de bananes ou de café. De manière plus générale, l'économie sociale et solidaire (Après-Genève) montre que mettre la priorité sur l'intégration sociale des personnes est économiquement rationnel.

L'espérance concrétisée

Le constat de l'injustice n'est pas nouveau. Déjà le prophète Amos annonçait la colère divine sur ceux qui avaient «vendu le pauvre pour une paire de sandales» (Amos 2,5). Mais surtout, comme chrétiennes et chrétiens, nous sommes appelés à chercher d'abord «le Royaume et la justice de Dieu» (Matt 6,33).

On peut toutefois se demander si les initiatives décrites ci-dessus, dont certaines sont soutenues par Action de Carême et Pain pour

le Prochain, ne sont pas dérisoires. Certes, elles ne s'imposent pas encore comme une alternative globale. Mais nous savons, comme chrétiens, que la réalisation complète de la justice n'est pas de ce monde. Elle appartient au Royaume de Dieu. Le sachant nous sommes délivrés de toute pression. Nous avons à agir efficacement, mais la victoire finale ne nous appartient pas.

Reste que la prophétie de Marie «il comble de biens les affamés, renvoie les riches les mains vides» (Luc 1,53) a une dimension programmatique proprement renversante. L'ordre établi qui se perpétue au long des siècles est renversé. Il nous revient donc inlassablement de montrer le chemin vers ce bouleversement. Le regard de la foi voit dans ces actions qui sont à la portée de chacune et de chacun d'entre nous la réalité de la promesse divine. C'est pourquoi Action de Carême et Pain pour le Prochain proposent aux communautés chrétiennes, pendant le temps de carême, de porter haut et fort ce message d'espérance. ●

Jean-Claude Huot

Agenda

Les bons contes...

Les actions proposées (Pain du partage, Journée des roses -13 mars) sont connues. Les soupes de Carême ou repas du partage sont des rendez-vous appréciés dans les communautés. La nouveauté de cette année ce sont les contes. Proposés par des conteurs et des conteuses de la région, ils permettent d'ouvrir l'imaginaire vers d'autres possibles. Laissez-vous guider!

Les rendez-vous genevois:

Temple de la Fusterie(GE): les 2, 9, 16 et 23 mars de 12h30 à 13h.

Auberge du Cheval blanc, Place de l'Octroi 15 à Carouge: le 1er avril de 20h30 à 22h

Autres dates et activités:
www.campagneoecumenique.ch
Autres informations sur:
www.droitalimentation.ch

Victimes de l'apartheid Appel auditionné

Un chapitre de plus vient s'ajouter au dossier qui oppose, depuis novembre 2002, les victimes de l'apartheid aux entreprises qui ont fait fortune en commerçant avec le régime ségrégationniste durant ses années les plus répressives. Le 11 janvier dernier, à New-York, a eu lieu l'audition de l'appel des principaux accusés -Daimler, General Motors, IBM, Ford, Reinmetall- qui s'opposent à un avis de droit rendu par la Juge de Schneidelin le 8 avril 2009. Celui-ci a en effet autorisé la tenue d'un procès contre un nombre restreint d'entreprises dont preuve est faite qu'elles ont vendu du matériel utilisé par l'appareil militaire et répressif de l'ancien régime de l'apartheid.

Les avocats de deux parties ont concentré leur plaidoirie sur deux points: la recevabilité de l'appel à ce niveau de la procédure ainsi que la responsabilité des entreprises aux yeux de la loi coutumière pour des crimes internationaux. Après l'audition, les avocats des victimes se sont montrés très réservés quand à l'issue. Le délai nécessaire pour obtenir le jugement peut varier entre quelques mois et plus d'une année. «Nous devons envisager différentes approches», nous confiait Charles Abrahams, avocat sud-africain représentant le collectif de plaignants Khulumani, «plus le temps passe, plus les victimes s'épuisent quand elles ne finissent pas par mourir. Nous sommes conscients que le rejet définitif de tout procès serait un grand pas en arrière dans le domaine de la responsabilité des entreprises transnationales vis-à-vis du respect des droits humains partout dans le monde. C'est pourquoi nous nous devons de jouer toutes les cartes que la loi met à notre disposition tant que nous avons l'énergie pour le faire». ●

Martyna Olivet

Retours de Copenhague Invitation

Du point de vue des médias, les négociations officielles du Sommet de Copenhague ont été un fiasco. Qu'en est-il de la mobilisation exceptionnelle à l'extérieur et à l'intérieur du centre?

Face aux intérêts des pays industrialisés et émergents, un large mouvement, réunissant les jeunes activistes européens de Climate Justice Action et des militants du Sud, a proposé ses solutions: favoriser la souveraineté alimentaire et celle de l'énergie, laisser les combustibles fossiles sous terre, relocaliser la production, inviter le Nord à reconnaître sa dette climatique et questionner radicalement le projet capitaliste de croissance infinie avec sa surproduction et sa surconsommation insoutenable.

L'idée d'organiser partout des Assemblées populaires a surgi. La Bolivie l'a saisie au vol et a d'ores et déjà annoncé une conférence mondiale de mouvements sociaux sur le changement climatique. Dans la région lémanique, les initiatives de la société civile et de certaines municipalités engagées devraient être fédérées par une assemblée se réunissant périodiquement. Celle-ci donnerait plus de visibilité à chaque organisation, susciterait d'autres campagnes et pourrait constituer la masse critique qui ferait sortir la population de son fatalisme. ●

Olivier de Marcellus, Coordination Climat et Justice sociale

Rencontre pour faire le bilan de Copenhague et discuter de la suite: «Copenhague: désastre et victoire pour le climat; comment agir?»

Samedi 13 février, 9h30-19h Salle Carson, Maison des Associations, 15 rue des Savoises (GE), avec la projection d'une vidéo sur le sommet climatique à 14h.

Eclairage

Haïti la maudite?

A lire les manchettes et les titres gras de notre presse de janvier, je sens monter en moi l'indignation que j'avais peine à contenir en avril 1994 quand nous parvenaient les premiers échos du génocide rwandais. J'avais bondi à la vue d'une manchette affichant en gros caractères: «Il n'y a plus de diables en enfer; ils sont tous au Rwanda!»

Je revis le même cauchemar aujourd'hui. Images insoutenables de jeunes cadavres jonchant les rues, corps déchiquetés que l'on arrache par morceaux des décombres d'immeubles. Et ce refrain qui accompagne ce cinéma macabre: «Haïti, île maudite, abandonnée de Dieu, de ses dieux et des hommes aussi».

Haïti abandonnée des hommes? On le savait depuis longtemps. Les rescapés de la malédiction sont réfugiés à Miami, au Canada, aux USA, en France ou dans les îles voisines. Restent donc sur place les pauvres, les misérables, le restant de la colère de Dieu, qui persiste à s'agripper à ces rivages infortunés. Et cela, face à une Amérique opulente, face à une Europe qui pour quelques bouteilles de rhum razziaient jadis les côtes africaines, amenant sur ce coin de terre encore fertile des coupeurs de cannes à vil prix.

Que nous reste-t-il, sinon de transformer la malédiction en bénédiction? Et, croyez-moi, cela a déjà commencé. Trois fois par jour, un religieux de mes amis surpris par le séisme m'envoie des mails étonnants. Bien sûr, des cris, des pleurs, de la révolte et de la résignation... Mais aussi des chants, des prières au cœur de la nuit, dans cette ville dévastée. Mais encore et surtout une réelle solidarité qui n'a pas attendu la nôtre pour se manifester. Dans ce pays désolé, privé d'Etat, d'Eglise, de Police, d'hôpitaux, de routes et de marchés, des hommes et des femmes, les mains nues, ont commencé à s'entraider. Des pauvres livrés à eux-mêmes relèvent la tête. Comme si un soupçon d'espérance éclairait leur visage meurtri. A nous de les aider à s'entraider. ●

Guy Musy

Edito

En avant!

«Ils ont marché à Berlin et le mur est tombé. Ils ont marché à Cape-Town et l'apartheid est tombé. Ils ont marché à Copenhague et nous allons obtenir un véritable accord.»

Ces paroles fortes, qui se voulaient prophétiques, furent prononcées le 12 décembre dernier à Copenhague par Desmond Tutu. L'archevêque sud-africain, ancien prix Nobel de la Paix, participait à une veillée internationale en faveur du climat. Elle se tenait à deux pas du centre des négociations et rassemblait des centaines de représentants de la société civile unis autour d'un même but: faire entrer le sommet de l'ONU dans l'Histoire. Une Histoire qui aurait retenu qu'un tournant décisif avait été pris par les 192 Etats signataires du Protocole de Kyoto. Déterminés, ils auraient conclu un accord juridiquement contraignant en vue de diminuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2020, tout en s'accordant sur les bases d'un plan de financement mondial à même de dégager les 200 milliards nécessaires à financer les mesures d'adaptation des pays les plus pauvres, pour qui le changement climatique est déjà une réalité dévastatrice.

Moins d'une semaine plus tard, les marcheurs de l'espoir se savaient à nouveau en chemin. L'accord obtenu in-extremis lors du sommet n'est de loin pas à la hauteur des impératifs avancés par le consensus scientifique.

Mais à quoi bon s'attarder trop sur un échec alors que se dessinent déjà les prochains défis à relever? Il y a un point indubitable: autour de Copenhague s'est initié un mouvement citoyen mondial qui n'est pas près de s'essouffler. Leurs membres se sont déjà remis au travail avec une volonté intacte et une motivation décuplée. Le changement climatique ne sera plus jamais qu'une affaire de diplomates et d'experts. Face à l'interconnexion des luttes, nous marcherons à Mexico, siège du prochain sommet, tout comme à New-York, à Port-au-Prince ou à Tuvalu. ●



Pop

Copenhague De retour du Port de l'espoir

La montagne a accouché d'une souris. Telle est l'impression générale ressentie à l'issue des deux semaines de délibérations tenues à Copenhague en décembre dernier. J'ai eu la chance d'y assister aux côtés de membres de Noé21, du COE, des Verts suisses et de quelque 35'000 délégués venus du monde entier, du militant de base au chef d'Etat. Impressions.

«Welcome to Hopenhaguen!», «Bienvenue au Port de l'espoir».

Voilà ce qu'on pouvait lire depuis le métro aérien emprunté par l'ensemble des délégués pour se rendre au Bella Center, siège officiel des négociations climatiques. Un habile changement de consonne avait suffi pour doter la ville hôte du 15ème sommet onusien d'une épithète hautement symbolique. Et, je vous l'accorde volontiers, rarement un lieu m'avait semblé aussi paré pour accompagner l'histoire en marche: pas un espace urbain ou affiche qui ne fasse allusion au climat. Sous toutes les formes: expositions de photos, éphémères sculptures en glace, tentes de projections, etc. «Greenwashing» critiqueront les esprits chagrins, puisque les explications scientifiques côtoyaient allégrement des campagnes de publicité pour telle ou telle compagnie d'énergie verte. Conscientisation maximale par occupation de l'espace rétorqueront les autres. Car, s'il est une victoire qu'il faut concéder à ce rendez-vous manqué, c'est celle d'avoir attiré l'attention populaire comme jamais et fédéré les mouvements sociaux et environnements autour de l'enjeu climatique.

Aux côtés des délégués officiels du sommet, ce sont près de 100'000 personnes qui ont afflué vers la ville pour participer, outre les deux manifestations géantes, aux quelques 300 expositions,

débats, conférences, concerts et autres événements de rue organisés par les 250 associations du Klimaforum, les ONGs présentes ou encore la municipalité elle-même.

Mais, tentons de décrire LE fameux sommet, ce «conclave» chargé de négocier l'avenir de la planète. Son entrée, devant laquelle piétinait une foule compacte, était en tout point semblable à celle d'un aéroport: des rangées de détecteurs de métal précédés de tapis roulants à bacs en plastique gris où l'on déposait tous ses effets personnels. Une fois le sas de sécurité franchi, l'accès au hall principal transitait par l'espace des ONGs. Là, les multiples stands, affiches et slogans, films passant en boucle et piles de dossiers faisaient régner un petit air de salon du livre. Adja-cent à cet espace, les salles dédiées aux «side events» regroupant à la fois des conférences données par les entreprises, et les analyses pointues des ONGs qui suivaient les débats en plénière. Plus loin, un hall gigantesque -mi-caféteria, mi-salle de travail-, voyait transiter un flot ininterrompu de délégués. Les gens s'y amassaient aussi par grappes pour débattre et envoyer moult informations vers le monde extérieur par écrans interposés.

Quand aux salles dites plénières, là où se débattait, à la virgule près, le contenu de la Convention cadre sur les changements climatiques et l'avenir du protocole de Kyoto, elles étaient pour le moins impressionnantes. De la superficie de deux terrains de foot, on y asseyait à l'aise des centaines d'observateurs du monde des ONGs (dans le poulailler du fond), ainsi que les délégués des 192 Etats participants, alignés derrière la pancarte portant le nom de leur pays et faisant face à une estrade majestueuse.

Le tout générait une ambiance de travail effervescente, fiévreuse et de plus en plus tendue. A mesure que la clôture des négociations approchait, certaines délégations prenaient la mouche ou pinaillaient sans fin sur des détails pendant que les «célébrités du

sommet» (Gore, Schwarzenegger, Ban ki Moon, etc.), multipliaient les prouesses orales pour appeler à un accord qui fasse date.

Las, soit que le monde, comme l'ont affirmé certain, *«n'est pas prêt à être dirigé par une communauté»*, soit que les concessions qu'implique une véritable politique climatique se traduisent par des conséquences économiques incompatibles avec les objectifs de croissance auxquels s'accrochent les uns et des autres. Quoi qu'il en soit, le sommet de Copenhague s'est soldé par un accord minimal.

Accord a minima

Un accord, concocté par un petit groupe de pays, qui n'a pas trouvé le consensus nécessaire pour être entériné, servira de fragile guide aux prochaines étapes des négociations préparatoires au sommet de Mexico. Sans agenda clair ni objectifs contraignants, il ne préserve que le mot d'ordre de contenir l'élévation des températures en-dessous de la barre des deux degrés (par rapport à 1850), alors que certains Etats du Sud menacés dans leur existence, à l'instar de Tuvalu, désiraient la placer à 1,5°. Seul point positif: les pays industrialisés ont promis de contribuer à l'établissement d'un fonds d'aide financière aux pays en voie de développement crédité de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020.

Agir localement

De retour à Genève, nous avons décidé de réunir, le 13 février prochain les différents partenaires présents à Copenhague pour tirer un bilan commun et penser l'avenir. Car, pour reprendre les mots de Philippe de Rougement, président de Noé21, c'est ici qu'il s'agit d'agir sans plus attendre: *«Les mesures concrètes permettant de diminuer les émissions de CO2 devront de toute façon être mises en œuvre au niveau local par les régions, les villes, et, au final, chacun d'entre nous. Ceci dans les domaines des bâtiments, des transports, de l'agriculture et de l'électricité».*●

Martyna Olivet

Haïti

Paroles de volontaire

La catastrophe naturelle qui a frappé la capitale haïtienne dans la nuit du 12 janvier a secoué les cœurs des réseaux de solidarité du monde entier. A l'annonce de l'ampleur du sinistre, bien des personnes se sont senties plombées par un sentiment d'impuissance. Un sentiment qui népargne pas non les plus ceux qui, à l'instar de Céline Gantner, volontaire pour Eirene Suisse à Liancourt, près de Port-au-Prince, ont été épargnés.

Nous avons souhaité partager avec vous des extraits de son précieux témoignage à la lecture duquel on prend mieux conscience que si l'aide d'urgence est oh combien nécessaire, c'est sur le long terme qu'il faudra accompagner la reconstruction d'un pays privé de son centre névralgique. De plus, les informations qui nous parviennent par le biais du réseau de volontaires représentent une alternative bienvenue à la couverture des médias traditionnels qui vous livrent, sans égards et sans analyse, trop d'images de victimes aux corps suppliciés...

Jeudi 14 janvier

Dans les rues nuit et jour

Hier, un ami de Port-au-Prince m'a dit au téléphone que tout le monde est «dans la rue jour et nuit», mais combien de temps les gens vont-ils rester comme ça? Quand aura-t-on sorti tous les corps des décombres? Quand et comment vont se refaire les constructions? En plus, cela n'a rien à voir avec la neige qui tombe en Suisse, mais en ce moment, il fait sacrément froid la nuit... C'est l'hiver haïtien quand même... Les gens sont en train de tomber malades. Et en plus la terre continue à trembler régulièrement, ce qui fait que même les gens qui ont une maison qui a tenu n'osent pas y rester.

Sentiment d'impuissance

Je vous jure que c'est affreux de lire les mails des gens de la Suisse qui me disent qu'ils voudraient tant venir pour «sauver des vies», alors que moi, je suis là, tout près (si proche de l'horreur mais pas totalement dedans), et que je ne sauve aucune vie... Mais on ne peut pas sauver des vies, comme ça... Malgré mes fantasmes de devenir une femme qui fait des choses extraordinaires, je dois me rendre à l'évidence: il serait ridicule de me mettre volontairement dans la situation de dormir dans la rue avec

toutes ces victimes dont je ne fais pas partie...C'est dans quelque temps que nous aurons vraiment du travail et que nous pourrons, j'espère, faire quelque chose de concret. Du coup, j'ai fait le choix de rester ici, en sachant que chaque minute j'ai comme envie de sauter de ma chaise pour y aller et voir, malgré tout, ce qui peut être fait, et d'arrêter d'être là à «juste vous écrire», avec mes larmes d'impuissance qui n'arrêtent pas de couler.

Mais bon, comme je l'ai dit à tous mes étudiants hier, maintenant c'est à la vie qu'il faut faire hommage, on doit avancer ensemble, je dois partager avec tous mes amis de Liancourt les bonnes énergies que vous m'envoyez.

Vendredi 15 janvier

Quitter la capitale

A un niveau plus général, un grand mouvement de «sortie de Port-au-Prince» est en train de se réaliser: comme les transports collectifs ne fonctionnent plus là-bas, tous les gens qui sont originaires de la province marchent des heures pour sortir de la ville et tenter de trouver un bus qui part dans le pays. Ceci nous semble une bonne chose, car leurs familles en province peuvent les recueillir et prendre soin d'eux et, en même temps, cela désengorge la capitale qui a besoin d'espace (au sens propre et figuré). Mais à présent, nous sommes confrontés à un nouveau problème: l'essence devient difficile à trouver (même si, apparemment, les réserves sont là...), donc les prix ont gonflé terriblement, le prix des bus qui vont en province a doublé... ce qui est énorme au vu de la situation et de ce qui reste aux gens.

Rassembler ses énergies

Nous sommes plusieurs à être sur «la bonne pente», nous rassemblons nos énergies pour affronter le mieux possible les prochaines difficultés: dès aujourd'hui, c'est «Haïti» en entier qui va devoir aider et accompagner Port-au-Prince (alors que c'est cette ville qui avait tendance à porter, jusqu'à présent, ce beau petit pays). Et pour cela nous devons être ensemble, unis, en pleine forme physique et mentale, décidés à croire en la vie, en nous-mêmes, en chaque personne qui nous entoure.

Samedi 17 janvier

Prendre la mesure du sinistre

Après avoir passé la phase de grosses émotions d'incrédulité, de révolte, d'angoisse, de tristesse, d'incompréhension, d'injustice liées aux événements de la semaine, d'autres types de pensée sont arrivés en moi et m'ont envahie hier soir lorsque je me suis retrouvée dans mon lit: j'ai réalisé petit à petit le véritable cauchemar à long terme dans

lequel Haïti vient d'être plongé (auquel nous n'avions pas encore eu le temps de réfléchir, contrairement à vous, certainement): non seulement ce sont des milliers d'individus qui n'ont plus de maison, plus de famille, plus de ressources, plus rien, mais c'est aussi un pays entier qui a tout perdu, car Haïti était l'image-même d'un état centralisé à l'extrême: Port-au-Prince était le centre névralgique de la nation, TOUT passait par là, au niveau économique, politique, administratif, culturel... TOUT. J'aimais tellement cette ville, c'était la «fenêtre» d'Haïti, l'endroit où les gens avaient la possibilité de s'ouvrir au monde...

Imaginez-vous, Haïti est un pays qui n'a plus d'Université (ou presque). Car à une ou deux exceptions près, TOUTES les Universités se trouvaient à Port-au-Prince. Or, c'est quoi, un pays dont les gens ne peuvent plus étudier, apprendre à réfléchir, à soigner, à enseigner, ou acquérir des connaissances techniques poussées?

Haïti est un pays qui n'a plus de ministère, plus de gouvernement. Je commençais à connaître celui de l'éducation, et je réalise que cette catastrophe signifie plus aucun examen d'état, plus aucune reconnaissance d'aucune année d'école, plus de planification des apprentissages, plus de recommandations, plus de calendrier scolaire, dans un pays où il était déjà tellement difficile de demander aux directeurs d'école de faire leur travail, où j'étais témoin, depuis 4 mois, de tels dysfonctionnements, où la progression du nombre d'enfants scolarisés se faisait à tout petits pas... Là, il n'y a plus rien, c'est la porte ouverte à toute forme d'anarchie, c'est affreux. Et pendant combien de temps? En outre, je ne parle pas là de tous les autres ministères qui, malgré leurs manquements à leurs devoirs, structuraient un minimum le fonctionnement du pays... Car je vous promets, IL Y AVAIT des choses qui marchaient...

Mardi 19 janvier

Hier, on a, comme prévu, essayé de redémarrer l'école, pour avancer, pour ne pas tomber dans le «chaos moral» et là, ça devient sacrément compliqué sociologiquement parlant... Le «Gouvernement» aurait décrété un état de deuil pendant un mois (ce qui est tout à fait normal), mais du coup plus rien ne se fait, les gens «attendent», sans savoir exactement ce que cet état de «deuil» signifie concrètement.

Accompagner Port-au-Prince

L'après-midi, on a accueilli nos étudiants de l'Ecole Normale (12 sur 70...), on a fait un espace de parole (les Haïtiens ne disent jamais qu'ils ne vont pas bien, donc on a tenté de leur permettre de le dire...) et, de fil en aiguille, nous sommes partis dans un super projet de remobilisation des acteurs du domaine de

l'éducation dans notre zone. On a écrit un petit mot à destination de tous les directeurs d'école pour les réunir mercredi matin, afin de réfléchir à comment faire les choses (quand et comment ouvrir les écoles, comment préparer les enseignants à accueillir les enfants d'ici et ceux qui sont rentrés de Port-au-Prince, certainement traumatisés), et on s'est organisé pour leur apporter notre invitation en fin d'après-midi.

Espoirs au milieu du chaos

Un ami de P-au-Prince tente de constituer «un comité» pour voir comment unir leurs ressources (quelles ressources?). C'est avec ce genre d'initiative venant de la base que le pays va survivre moralement. Malgré les quelques pillleurs et prisonniers évadés qui tentent de semer la pagaille, les gens sont calmes, raisonnés, patients, malgré leur faim, leur soif, leur épuisement, l'odeur pestilentielle, les vers qui pullulent par endroits, leurs perspectives et rêves brisés...

Ici aussi la solidarité est de mise malgré les faibles moyens: les gens préparent des grosses casseroles de «riz sauce pois» et se mettent au bord de la route pour les personnes qui vivent l'exode; à l'hôpital, des femmes passent avec du thé et à manger pour les accidentés qui n'ont pas de famille ici...

Je vous envoie plein de bonnes choses, et continuez à donner tout ce que vous êtes dans votre vie, même si cela vous paraît dérisoire à côté des infos que TF1 vous montre. Chacun d'entre vous a sa place où il est et chaque chose que vous effectuez avec votre cœur a un sens.●

Extraits des emails de Céline Ganter

Pour aller plus loin

Vous pouvez retrouver l'intégralité des témoignages de Céline Ganter sur le site d'Eirene Suisse: www.eirenesuisse.ch
Eirene Suisse est active dans la coopération au développement et la promotion de la paix, principalement par l'envoi de volontaires qualifiés auprès d'associations partenaires au Sud. Eirene Suisse est présente au Tchad, dans les Grands Lacs, à Haïti et au Nicaragua.
L'association a également ouvert un compte pour collecter des fonds qui seront utilisés pour l'aide de proximité dans le cadre d'une action à long terme
Dons: CCP 23-5046-2, mention «Solidarité Haïti

La plate-forme Suisse-Haïti participe aussi au mouvement de solidarité et de reconstruction. L'argent collecté sera redistribué entre les différentes partenaires haïtiens avec qui elle collabore. Dons: CCP 10-1706-7 –PFHS Genève

Ecoute et disponibilité

Depuis des décennies, le Mouvement pour la coopération Internationale (MCI) collabore avec différents partenaires en Haïti. Une question a souvent été soulevée par le MCI avec nos amis haïtiens, spécialement après la chute de la famille Duvalier, lorsque les fameux Tontons Macoutes ont été intégrés dans la vie courante: «*Comment les Haïtiens peuvent-ils vivre en ayant leurs tortionnaires comme voisins? Quels sont leurs sentiments à leur égard? Violence? Haine? Indifférence? Colère non exprimée?*» Nous n'avions pas de réponse.

Lors du passage à Genève d'un ami haïtien, j'ai suggéré à ce dernier de rencontrer Justin, afin de provoquer une réflexion plus profonde sur le problème de la réconciliation. Quel chemin prendre? Comment vivre au quotidien avec ses bourreaux à ses côtés?

Justin s'est de suite rendu disponible pour rencontrer notre ami, bousculant son emploi du temps professionnel et familial. Il a su poser les bonnes questions, sans être intrusif, dans l'intimité profonde de son interlocuteur. Sans le blesser dans son histoire personnelle et celle de son peuple, un peuple fier d'avoir été le premier pays à rejeter la colonisation.

La réponse de notre ami haïtien parlant en son nom, mais aussi au nom de son peuple, était: «*Nos vies sont mangées par les problèmes du quotidien, nous sommes en permanence obligés de trouver une solution pour notre survie. Nous n'arrivons pas à nous poser ce genre de question. La réconciliation, c'est bien beau, mais la survie est là en permanence*». Justin n'a pas essayé de convaincre. Il a écouté, partagé, interrogé à partir du vécu de notre ami. Le dialogue a duré très longtemps, dépassant le temps que nous nous étions fixé. Un climat de confiance était établi.

Une graine a été semée. D'autres l'arroseront. Une fleur verra le jour... Fleur qui porte le nom d'espérance, de paix.

Merci Justin.●

Christiane Escher

L'homme engagé

Homme juste, homme de parole et de conviction, Justin était avant tout un homme engagé, originaire de Bukavu en RDC. Son histoire personnelle lui avait montré l'absurdité de la haine et les limites de l'intolérance. Avec persévérance et humilité, il en avait fait le travail d'une vie. Homme de bien, il croyait en l'intelligence des hommes, leur capacité à se comprendre et avancer ensemble. Malgré les vicissitudes de ses terres d'origine, il savait que la haine est une impasse, que seule la solidarité peut triompher. Faisant œuvre de pionnier, il avait initié le réseau de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs. A l'aise avec ses identités multiples, il avait su assumer sa posture d'expatrié comme nul autre: profondément engagé pour la région où il était né, il avait toujours refusé la tentation de se substituer aux dynamiques locales. Acteur de changement ici et là-bas, ouvert sur les autres et sur ceux qui l'entouraient, il occupait l'espace qui était le sien, laissant à chacun sa part de responsabilités. A nous d'accompagner aujourd'hui la germination des graines qu'il a su semer avec humanité.●

Jérôme Strobel, Eirene Suisse

Cri du cœur

En apprenant le décès de Justin, une jeune femme, qui en trois jours de stage à la COTMEC s'était fortement attachée à lui, déclara: «*Justin c'était un zèbre, oui parce qu'un zèbre c'est beau, c'est bien planté sur ses quatre pattes, et c'est noir et blanc comme les deux cultures qu'il vivait.*

Ce n'est pas gris, non le gris c'est triste, c'est tout mélangé. Justin c'était un beau zèbre.»

Justin, il était par moments, soit tout noir, soit tout blanc, en fonction de l'environnement.

Il était tout noir quand il rencontrait un ami africain, qui ne l'avait pas averti de son passage à Genève, en lui disant: «*tu me dois au moins une chèvre*».

Il était tout blanc quand il participait à une séance où il se sentait vraiment à l'aise. Nous ne savons pas si un zèbre est discret, mais en tous les cas, c'était une de ses qualités.

En communauté de base, jamais il ne prenait la parole au début du partage, il réservait son apport pour la fin. Avec un angle de vision venant d'ailleurs, il ouvrait le partage à de nouvelles réflexions et lui faisait prendre ainsi d'autres dimensions.

Il était tout noir et joyeux, lorsqu'il guidait un groupe d'amis à la découverte de son pays. Mais c'est dans la rencontre avec des témoins du génocide et des bâtisseurs de paix que nous avons eu la chance de partager toute la richesse de sa personne et la vocation profonde qui s'était imposée à lui.●

Les membres de la communauté de base du pont d'Arve

Projet en héritage

Lorsqu'il nous a quitté, Justin travaillait avec ses amis de l'Initiative à un projet intitulé «dépasser la haine, promouvoir la paix». Son but: valoriser des témoignages de paix emblématiques de cette région afin de dépasser les barrières identitaires et contribuer au mieux-vivre ensemble dans les Grands Lacs. Il doit aboutir à prochainement à une publication et à une exposition de photos. Ce projet, qui était pour Justin un projet de vie, a encore besoin de soutien. Vous pouvez faire un don à: Eirene Suisse, 1200 Genève, CCP 23-5046-2, mention «Dépasser la haine».

Hommage à Justin Kahamaile

Supplément n°315 / février 2010 / Genève

Eclairage

Bas les masques

La veille de ton départ, je m'approchai de ton lit de souffrances. J'avais sur le nez le masque qui aurait dû te protéger de la fameuse grippe. Toi-même tu peinais à retrouver ton souffle à travers un tube de plastique. La scène était dérisoire, même grotesque. Alors, tu m'appelas à mi-voix et avec ton beau sourire, plaisantant jusqu'à la fin, tu me dis: «Guy, Bas les masques!»

Comme si tu voulais me confier: voici venu le moment de vérité, celui du dénuement et de la pure transparence. En te voyant, je murmurais en moi-même: «Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu!»

Je retiens de ta vie trop brève ton amour de la vérité, au-delà des préjugés, des passions, des violences et sans doute aussi des intimidations. Mais tu avais en plus la patience et le sourire désarmants qui permettaient d'espérer le jour de la réconciliation et de la reconstruction des cœurs. Paix lumineuse, sans camouflage, sans coups fourrés, ni tricheries, ni bombes à retardement.

«Amour et Vérité» se rencontraient chez toi. «Heureux les doux, ils auront la terre en partage».

Merci Justin. Tu reflétais parmi nous la lueur «clair-obscur» du chant des «Béatitudes».●

Guy Musy

Témoignages

De tes collègues et amis

Très cher Justin,

Jamais je n'aurais cru avoir à écrire ces lignes, certainement pas si tôt. L'annonce de ton décès a provoqué une onde de tristesse, d'émotion partagée mais aussi un bel élan de solidarité. Pour preuve, s'il en fallait, la formidable mobilisation qui a permis, en quelques jours, de réunir une dernière fois à tes côtés tes frères et sœurs éparpillés sur trois continents. D'autres conteraient mieux que moi les divers projets auxquels tu as participé durant tes dix ans passés à la COTMEC. Mais, au-delà de tes engagements, j'ai le sentiment que c'est par ta grande humanité que tu as marqué tous ceux qui t'évoquent avec nous comme «quelqu'un de vraiment spécial» à leurs yeux. Ta personnalité généreuse et



© Serge Boulaz

la qualité de ta présence auprès des gens fut telle, que tous, proches ou lointains, garderont de toi un souvenir à célébrer.

Pour ma part, si je ne devais en retenir qu'un seul vers lequel me tourner, je le situerais à Kigali, un soir de janvier 2004, sous ce ciel dardé d'étoiles du pays des mille collines. Nous étions alors au début d'un périple de trois semaines que j'ai eu la chance d'effectuer avec toi, en compagnie d'autres membres de notre Commission. Cette nuit-là, nous avions longuement partagé cette même jubilation de l'esprit qui fait et refait le monde en donnant un autre éclairage à la vie. Entre éclats de rire et considérations existentielles, j'avais goûté à un échange d'une rare qualité, de ceux qui tissent les liens de l'amitié en abolissant toute distance.

Cheminaut à tes côtés, nous avons découvert à quel point tu savais appréhender le défi permanent que représente le «vivre ensemble» sans conflits, dans une vraie harmonie. Toi, qui as su si bien créer des ponts entre différentes cultures, tant dans la région des Grands Lacs qui t'a vu naître, qu'entre plusieurs continents. Cette habileté, tu as su la partager en t'engageant pour la construction d'une Paix durable qui sache tenir compte du passé.

Tu nous laisses dépositaires des fondements de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs, dont les projets continueront à germer. Mais aussi d'un ouvrage que nous aurons à cœur de mener à bien à ta mémoire.

Merci Justin, pour tous ces moments d'heureuse et fraternelle complicité, puissions-nous à notre tour essaimer le long du chemin de la Paix.●

Martyna Olivet



Mon cher Justin, très cher ami, J'ai eu la chance de lier amitié avec toi grâce à une dizaine d'années de travail commun au sein de la Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique. Ce fut le lieu d'une collaboration heureuse et fructueuse. Notre mission commune était celle de l'ouverture au monde. Ce fut un privilège que de partager avec toi de multiples combats pour la justice et la paix. Dans ce contexte, tu m'as fait naître à ton Afrique natale, ce prodigieux continent dont on nous dit qu'il est le berceau de l'humanité. Parmi tant de combats, nous avons travaillé ensemble sur les questions du surendettement des pays africains, nous avons aidé à faire comprendre ici les enjeux de la libération politique de l'apartheid, nous avons vécu de manière intense le génocide qui a meurtri au plus haut point ton pays, la région des Grands Lacs.

Les heurs et malheurs de l'Afrique donnent la plupart du temps à voir la face sombre de ton continent. Tu m'en as offert une toute autre dimension. Je me souviens de cet accouchement difficile du livre «Guerre économique, l'heure de la résistance» dans lequel tu t'es efforcé de mettre en lumière ce qui, pour toi, est porteur d'avenir en Afrique. «L'âme africaine, écrivais-tu, c'est ce regard sur la vie qui ne s'arrête pas sur ses artifices matériels. Car la vie est un don qui évolue au gré du hasard, sur

lequel nous n'avons que peu d'emprise, qui nous échappe constamment». Des paroles prémonitoires. Tu soulignais combien ce regard africain est rétif à l'accumulation capitaliste, au point que de nombreux auteurs expliquent ainsi l'incapacité de l'Afrique à se développer. Mais toi, tu osais dire que c'est ce regard qui constitue «le paravent du continent africain contre la crise, qui garantit la cohésion sociale au sein de groupes fragilisés. L'âme africaine, disais-tu, assure à sa façon la redistribution et corrige les écarts au sein de la société.»

Je sais que ce n'étaient pas que des mots sous ta plume. Que ces valeurs, tu les as vécues avec les tiens dès ta plus tendre enfance. (...) Lorsque tu avais seize ans, le sang de nos frères humains inondait déjà les rivières de ta région. Dans ton collège de Bukavu, vous aviez accueilli des jeunes de ton âge dont les parents avaient été décimés au Burundi, en raison de leur ethnie d'appartenance. Puis, quelque temps après, des membres de ta propre ethnie avaient été victimes de vengeances au Rwanda voisin et leurs enfants étaient venus vous rejoindre dans ce même collège. Cet événement a été fondateur dans tes propres engagements en faveur du respect de la dignité de tout être humain, d'où qu'il vienne. Tu as eu à cœur d'incarner ces engagements dans divers projets auxquels tu as participé ou que tu as toi-même lancés. (...)

Tu m'as initié à une compréhension subtile et respectueuse d'un événement [NDR: le génocide rwandais] qui concerne notre humanité à part entière, d'où que nous soyons, et qui a pourtant été lâchement ignoré, refoulé par les pouvoirs de ce monde. Mais tu m'as surtout épaté par la sage et tranquille détermination avec laquelle tu as décidé d'avancer pour que nous puissions oser

penser un avenir serein et fraternel pour ta région d'origine. Tu es pour moi un des exemples vivants qui a prouvé par ses actes qu'il est possible d'aller à la rencontre de l'autre tout en restant ancré dans ses propres racines. Tu savais que, pour ce faire, il fallait mener un combat intérieur contre sa propre barbarie potentielle. Un combat qui nécessite infiniment plus de courage que le combat des armes. Tu as été l'âme de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs. De cette initiative, d'autres parleront ici mieux que moi. Mais je tiens à te dire que ton exemple perdurera dans cette œuvre que nous aurons toutes et tous à cœur de continuer. Merci pour tout, Justin. ●

Dominique Froidevaux

En guise de portrait

Générosité Sourire Dignité
Intelligence Sympathie Partage
Noblesse Respect Confiance
Sagesse Modestie

Spontanément et dans le désordre, voici les mots qui nous viennent à ta pensée, Justin. Tu incarnais tout cela et bien plus pour nous, tes voisines et voisins du chemin des Ouches. Nous aimions te croiser sur la coursive, dans l'ascenseur, autour d'une table dans la salle commune ou prêt à enfourcher ton nouveau fidèle destrier de métal avec ta silhouette de jeune homme, alors que tu avais déjà atteint la cinquantaine!

Nous sommes heureux de t'avoir connu, d'avoir partagé avec toi un verre de vin valaisan ou un bol de ta recette de petits poissons du Lac Tanganyika, d'avoir échangé des mots légers, mais aussi des considérations beaucoup plus sérieuses au sujet, notamment, des Grands Lacs ou d'une certaine votation xénophobe en 2006. Tu avais toujours le mot juste et nuancé, tu impressionnais par l'intelligence, l'humanité et la dignité qui émanaient de toi.

Nous aurions encore voulu te rencontrer souvent dans notre espèce de village, cher voisin, mais c'est sur un chemin différent que nous avons dû t'accompagner avec ta famille. Tu nous manques beaucoup, il nous reste ta famille que notre village entoure de ses bras affectueux. ●
Les Zabouches Association d'habitant-e-s du 14-16, ch des Ouches, Genève

Justin, bâtisseur de paix

Durant les trois dernières décennies, le Burundi, l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont été le théâtre de conflits armés sans précédent dans l'histoire de cette région des Grands Lacs africains. Ceci, depuis les soubresauts des indépendances, s'est illustré par les tueries au Rwanda dans les années 1960-1963, les massacres au Burundi en 1972, les tracasseries à base ethnique dans l'est de la RDC à partir des années 1980. Le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994 a constitué le point culminant de cette tragique situation. C'est dans ce contexte que Justin s'est illustré comme un leader pour la promotion de la paix régionale. Notre article se veut un hommage au rôle moteur qu'il a joué dans la création de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs.

Une première rencontre organisée par Justin, du 21 au 26 avril 2003 à Genève, a rassemblé des ressortissants de la région du Burundi, de la RDC et du Rwanda. Auparavant, il avait consacré deux années de sa vie à échanger et discuter avec les différents membres de ces communautés ethniques qui partageaient le même souci de recherche d'un mieux vivre ensemble dans la région. Les participants, une fois réunis, ont décidé de se constituer en réseau pour s'engager ensemble sous l'appellation d'Ini-

tiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs.

L'Initiative n'était pas, loin s'en faut, la première expérience de Justin dans ses efforts d'œuvrer pour la paix. En 1994 déjà, il avait participé aux débats organisés dans le cadre du Groupe «Ecoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs» avec d'autres membres de la diaspora de la région résidant à Genève et Lausanne, sous l'égide de l'Institut Universitaire des Etudes du Développement. Il y avait été le témoin des joutes verbales et des difficultés des intellectuels du Burundi, du Rwanda et de l'est de la RDC à s'entendre sur l'analyse de la situation quant à la nature, l'origine et la voie de sortie des conflits dans la région, se réfugiant dans un repli identitaire, nationaliste ou partisan.

Justin, quant à lui, était d'une tout autre stature. Son identité était plurielle et régionale: Tutsi, Congolais d'expression rwandaise, il avait travaillé étroitement avec de nombreux Burundais de tout bord. Sa vision était autrement plus large, tolérante et régionale. Par ailleurs, il souhaitait prouver que la haine et l'intolérance n'étaient qu'un accident d'une histoire récente et que donc elles n'étaient pas inéluctables. Il pariait sur le potentiel de paix existant dans la région des Grands Lacs.

Il s'est donc appuyé sur un réseau de leaders intermédiaires (responsables d'ONG, militants des droits humains, enseignants, médecins, journalistes, etc.) issus des différentes communautés ethniques de la région. Leur action commune, Justin en était convaincu, était susceptible d'influencer aussi bien la classe dirigeante que la base de la société. Dans sa démarche, le réseau devait privilégier une approche régionale et interdisciplinaire, au sein de laquelle l'engagement personnel était central. L'initiative a opté pour une stratégie de projets agissant comme

«points d'ancrage» à la paix en rejoignant les préoccupations et besoins quotidiens des populations.

Au fil des années, grâce à l'inlassable Justin, l'Initiative s'est affirmée en tant que lieu d'échanges et de débats ouverts. Une seconde rencontre a réuni ses membres en décembre 2004, à Bujumbura. Depuis lors, quelques projets ont vu le jour tel celui qui vise à apporter une aide juridique aux populations démunies et à favoriser la création d'une justice alternative de proximité au Sud Kivu. Une autre expérience fut le «Chantier international des jeunes des Grands Lacs et de la diaspora», qui visait, au-delà des échanges entre les jeunes de trois pays et de la diaspora dans un milieu neutre, à leur prouver par le vécu d'autres jeunes du Sénégal, que la différence est constitutive d'enrichissement humain et culturel avant d'être une source de différends.

Toujours dans la même perspective, un projet d'échange entre les universités du Burundi et de l'est de la RDC a été organisé après la rencontre de Bujumbura. Actuellement, un livre sur le parcours des membres de l'Initiative durant les conflits est en élaboration. Ajoutons que Justin a permis à l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs de bénéficier de l'assistance de la COTMEC et d'Eirene Suisse.

Justin, sans conteste, a été le précurseur et le moteur qui a fait avancer l'Initiative. Il a porté ce projet jusqu'à son dernier souffle. Ses membres se questionnent sans doute sur le rôle de ce réseau par rapport à un contexte des Grands Lacs fluctuant et qui n'est plus celui qui prévalait lors de la création. Peut-être aussi nous posons-nous carrément la question même de son existence sans Justin. Saurons-nous relever ce défi? ●

Kigali, le 19.01.2010, Nathalie Gahunga et Damien Ngabonziza

Pour en savoir plus: www.initiative-de-geneve.org

Pèlerinage au Brésil

Pauvres et dignes

Quelque part dans l'État brésilien de la Paraíba, une file indienne de deux cents personnes avance lentement et en silence sur un sentier. Trois ou quatre d'entre elles, l'une derrière l'autre, tendent sur le côté une banderole qui proclame: «*Nous, pauvres, sommes l'avenir du monde si nous choisissons le chemin de la non-vengeance.*» Nous nous sommes levés un peu avant quatre heures du matin, nous avons avalé une tasse de café, puis nous nous sommes ébranlés pour cette «*marche de la paix*» méditative. Une première halte a permis d'évoquer la vie de Dom Helder Camara. Une seconde, de montrer comment la Fraternité du Serviteur souffrant a préparé ce pèlerinage, dans un esprit d'austérité.

Un pèlerinage qui a lieu tous les six ans, dans un lieu différent. La Fraternité s'est formée il y a une trentaine d'années autour de Frédy Kunz, prêtre, Fils de la Charité, né en Suisse en 1920 et décédé à Santo André (São Paulo) en août 2000. Elle rassemble des femmes, des hommes et des enfants vivant dans une douzaine d'États du Brésil et dans quelques pays d'Amérique, d'Europe et même d'Afrique. Et appartenant, d'une manière ou d'une autre, au monde de la pauvreté. Après cette deuxième halte, nous avons quitté le sanctuaire où nous sommes hébergés. Un sanctuaire dédié au père Ibiapina qui, au 19^{ème} siècle, a renoncé à une brillante carrière, d'avocat, de juge, de député. Avant d'être ordonné prêtre et de sillonner le Nordeste, à pied ou à cheval, prêchant des «*missions*» et répondant aux besoins de la population, en la mobilisant, sans ressources extérieures.

Protégée par une voiture de police, la file indienne a traversé la route asphaltée et la voici donc sur un sentier. Elle se rassemble bientôt auprès d'une retenue d'eau, creusée sous l'impulsion du père Ibiapina, face à la sécheresse qui affecte périodiquement la région. C'est l'occasion pour le groupe de pèlerins du diocèse de Crateús –le «*berceau*» de la Fraternité– et pour celui du Québec de célébrer l'eau et de mettre en garde contre son gaspillage.

On continue jusqu'à l'église de la localité d'Arara où des paroissiens ont préparé une collation. Et c'est la présentation du groupe de la Paraíba sur ce thème: des pauvres avec un esprit de riches. Il est question de la publicité télévisée, des achats à crédit, si populaires au Brésil, des loteries et autres lotos. Puis on se remet en chemin, descendant vers un barrage également édifié du temps d'Ibiapina. Le groupe de São Paulo appelle à choisir une pauvreté digne. Ricarda, une toute petite femme noire, âgée, habitante d'une favela, redit une phrase sortie de sa bouche et souvent répétée: «*Je veux être ce que je suis et rien d'autre.*»

Le désir de Dieu

Vers midi, nous voici de retour au sanctuaire, devant l'une des vingt-deux «*Maisons de Charité*», de vastes bâtisses édifiées sous la direction du père Ibiapina dans diverses localités du Nordeste pour abriter des enfants pauvres et orphelins. La délégation de l'Europe illustre, par des saynètes, le désir de l'homme qui se porte sur mille objets –ce qui entraîne des atteintes à l'environnement et l'injustice sociale– alors que seul Dieu peut lui offrir la plénitude et la joie.

Ces présentations sont les «*fruits de la réflexion*» des groupes de la Fraternité qui, au cours de l'année précédant le pèlerinage, ont eu des échanges sur la base d'un cahier de préparation. Un cahier qui mettait en évidence



ce les dangers que notre société de consommation fait courir à la vie humaine sur la planète. Devant l'urgence d'une prise de conscience, on a mis l'accent sur cette question, tout en gardant un slogan sur la non-violence et la non-vengeance, l'une des orientations fondamentales de la Fraternité. Les mauvais traitements infligés à la Création ne constituent-ils d'ailleurs pas une violence? Avec le risque d'une «*vengeance*» de la nature.

Le cahier de préparation rappelait ce propos de Frédy Kunz: «*Seule une civilisation de l'austérité est en mesure de garantir l'avenir de l'humanité.*» Nous, pauvres, sommes l'avenir du monde si nous choisissons le chemin du respect de la Création, lisait-on encore dans ce cahier. «*Qui sait si notre mission ne consiste pas à ouvrir ce chemin d'une vie simple et pleine de joie? C'est seulement ainsi que l'on établira une relation harmonieuse entre les êtres humains et entre ces derniers et la Création.*»

Le pèlerinage a duré quatre jours, avec, entre autres, deux célébrations eucharistiques, la présentation du travail des groupes d'artisanat –un artisanat qui a contribué à couvrir les frais du voyage– la cuisine, la vaisselle, le nettoyage, des chants et des danses... Car un pèlerinage de la Fraternité est aussi une fête, sans alcool, sans aucun excès, mais une belle fête. Et il y avait aussi la participation, par la prière, de ceux qui ne pouvaient pas effectuer le voyage.●

Michel Bavarel

Agenda

- **A Genève:**
Film documentaire «*A l'ombre de la montagne*»
Le 29 mars prochain, la *Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe* vous invite à voir un documentaire remarquable sur l'Afrique du Sud d'aujourd'hui qui se débat entre ses problèmes hérités du temps de l'apartheid sa rapide transition vers une économie de marché. La projection aura lieu en présence des deux réalisateurs allemands et de deux protagonistes du film.
20h au CAC-Voltaire / Grütli.
Conférence sur le droit à l'alimentation
Le 26 avril prochain, la COTMEC vous invite à venir écouter Olivier de Schutter, rapporteur spécial pour l'ONU sur le droit à l'alimentation, à 19h à Uni-Mail.

**Matériel de guerre
Bannir les bombes à sous-munitions**

Le 16 février 2010 fera date dans le combat contre la pollution armée. En effet, la ratification du Traité d'Oslo pour l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM) par le Burkina Faso et la Moldavie a permis d'atteindre le nombre de pays nécessaire pour son entrée en vigueur, qui prendra effet le 1er août prochain. Dès lors, les Etats parties au Traité devront respecter leurs engagements en termes d'utilisation, de production, de transfert et de destruction de leurs stocks de BASM ainsi que d'aide aux victimes de ce type d'armes.

Les BASM, en plus d'être redoutablement meurtrières durant les conflits, gardent leur capacité de nuire durant des années. En effet, lors de leur explosion, elles génèrent des milliers d'éclats qui sont autant de bombes à retardement. On comprend dès lors pourquoi elles sont un frein à la réhabilitation post-conflit des pays atteints en rendant impraticables nombre de routes et de terres arables pour les agriculteurs et les travailleurs humanitaires.

D'après une étude de Handicap International menée dans 25 pays touchés, 98% des victimes de ce type d'arme sont des civils, dont 27% d'enfants. Paul Vermeulen, directeur de cette organisation, insiste sur l'importance de rester mobilisé tant que les 74 Etats signataires du Traité d'Oslo, dont la Suisse et des Etats-Unis, ne l'auront pas ratifié.●

Maha Zein

Pour en savoir plus et consulter la liste des pays signataires: www.sousmunitions.org

**Publication
Remettons l'économie à sa place**

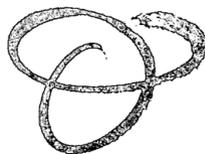
Voici un livre qui réjouira les lecteurs de COTMEC-info. Pour elles et eux, il n'épale que des évidences –mais ce sont les évidences que les économistes s'obstinent à ne pas voir. Il ne s'agit pas seulement d'une œuvre de démystification; l'auteur va au fond des choses, au-delà de l'esprit gestionnaire qui satisfait les économistes. On y entend résonner «*le développement de tout l'homme et de tous les hommes*» du Père Lebret. L'aventure humaine est bien plus profonde que l'économie et plus vaste que le marché.

C'est un livre à écrire au moment de la retraite: on y trouve la sagesse et le savoir –mais aussi la frustration– de toute une carrière. Christian Comelieu vient en effet de prendre sa retraite de professeur de feu l'IUED (Institut Universitaire de Développement) et, malheureusement pour nous à Genève, de rentrer à Paris.

Quand on a posé le livre pour se replonger dans l'actualité, on s'est tout ragaillardé. On ose confronter les arguments alambiqués des spécialistes avec les questions fondamentales et par conséquent élémentaires que les désarçonnent. Le roi est-il bien nu?●

Edouard Dommen

Christian Comelieu, *L'économie contre le développement? Pour une éthique du développement mondialisé*, Paris, L'Harmattan 2009, 271 pages.



Eclairage

Enfants perdus...

Les jeunes Roms qui mendiaient ces dernières semaines dans les rues de Genève ont été «perdus» au sens obvie de ce mot. On savait déjà qu'ils étaient moralement perdus. Mais, ces jours-ci, ils ont carrément disparu du paysage. Nos braves policiers les cherchent partout, comme s'ils en avaient la nostalgie. On a pensé qu'ils s'étaient réfugiés en France dite voisine. Mais, là encore, pas l'ombre d'un «gamino», dissimulé dans la «racaille» qui chaque matin nous envahit. A décourager les meilleures volontés du DIP (Département de l'Instruction Publique) qui avec le secours de la police et d'agents sociaux profilait tout un programme socio-éducatif pour accueillir ou recueillir ces enfants.

Que s'est-il donc passé? Ces gosses ont-ils flairé l'enfermement et l'internement? Pour un peuple habitué par la liberté, cela n'aurait rien d'étonnant. Pourtant, les communiqués officiels ont bien précisé que les autorités genevoises n'allaient mettre à l'usage de ces enfants qu'un foyer d'accueil provisoire. Surtout pas une école qui aurait tenté de les alphabétiser et leur donner le mauvais (?) goût de rester chez nous. Tous les Suisses savent en effet que ces jeunes n'ont qu'un seul désir: retourner dans leur paradis perdu de Roumanie. Comment ne pas les y aider? Et par tous les moyens!

Réjouissons-nous toutefois de ces bonnes intentions. Même si, dit-on, l'enfer en est pavé. Elles ont abouti à épargner à nos yeux la vue de ces petits mendiants qui nous faisaient davantage honte que pitié. Le mal subsiste cependant. Il réapparaîtra nécessairement. N'aurait-il pas fallu d'abord contacter leurs parents et confier la réalisation de ce beau programme à des personnes qui connaissent leur langue et partagent leur mentalité? Les traducteurs ne suffisent pas à créer la confiance. Il faut encore une dose de sympathie et bien sûr un peu d'amour. On a beau être bardé de diplômes sociaux, on ne s'improvise pas Abbé Pierre ou Mère Teresa.●

Guy Musy

Edito

Diaconie

En vue du Forum diocésain du 29 mai, à Neuchâtel, les conseils de communauté et les agents pastoraux du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg sont invités à répondre à des questions sur la diaconie. Pour faire de ce thème «*le tremplin d'une nouvelle impulsion*».

Ces conseils et ces «agents» sont appelés à dresser l'inventaire de ce qui existe dans leur paroisse, leur «*unité pastorale*» ou leur quartier. Il est effectivement juste de s'intéresser d'abord à ce qui se passe près de soi. Et même tout près. Par exemple, à la porte de son église, en abaissant le regard vers ces Roms qui, accroupis, nous tendent un gobelet de carton. Ce qui provoque souvent une gêne et un brin de culpabilité. Si le problème que nous pose leur présence n'est pas simple, pourquoi ne pas s'informer et ensuite en parler ensemble, sinon pour le résoudre, au moins pour le partager, au lieu de se dépatouiller chacun dans son coin? Autre exemple: comment être présent auprès des malades, alors que la durée d'hospitalisation est désormais souvent réduite à trois ou quatre jours?

Au-delà de cette attention, indispensable, à ce qui se passe autour et parmi nous, l'assemblée diocésaine AD2000 demandait déjà, il y a dix ans, aux chrétiens et aux paroisses «*de soutenir et de vivre une solidarité effective avec les organisations qui travaillent sur les mécanismes et les structures qui génèrent pauvreté et exclusion*». Ou «*d'appuyer toutes les initiatives pour favoriser plus de justice en particulier entre le Nord et le Sud*». Des préoccupations qui correspondent tout à fait à l'action de la COTMEC. Laquelle leur ajouterait, aujourd'hui, celles, si pressantes, provoquées par des atteintes à l'environnement qui menacent les bases de la vie de millions d'êtres humains sur la planète.

Un «*tremplin pour une nouvelle impulsion*»? Observerait-on une certaine atonie de la vie ecclésiale dans nos contrées? Certes, une plus grande proximité avec les pauvres et les souffrants favoriserait sans doute une revitalisation de nos communautés ecclésiales. Cependant, affirme AD2000, «*la diaconie fait partie intégrante de la mission de l'Eglise, au même titre que la liturgie, l'évangélisation ou la catéchèse*».●

Michel Bavarel

JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Justice fiscale

Manifeste fiscal

La politique fiscale de la suisse occupe actuellement le devant de la scène, où elle subit une raclée guignolesque méritée. Entre-temps les receleurs apostrophent les voleurs et inversement –si l'on peut distinguer les uns des autres.

À part le mélodrame moral qui se joue à l'international, la politique fiscale domestique traîne son lot d'iniquités. Or, en novembre passé déjà, la Déclaration de Berne, Attac et l'association alémanique Denknetz ont lancé un manifeste fiscal qui ne pouvait pas mieux tomber. Bref et limpide, il appelle à une politique fiscale équitable, sociale et durable. En voici l'essentiel:

En termes de politique étrangère, nous voulons que

- La Suisse soutienne activement les initiatives internationales visant à lutter contre l'évasion fiscale des entreprises et des particuliers;

- La Suisse s'engage à taxer les sociétés multinationales de manière appropriée et soutienne le lancement d'impôts internationaux de solidarité.

Pour un système fiscal plus équitable en Suisse, nous voulons

- la suppression de la distinction entre l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

- l'échange automatique d'informations avec les autorités fiscales de tous les Etats de droit démocratiques.

- un renforcement des modes d'imposition qui contribuent à la redistribution des richesses, à l'instar des impôts sur les gains en capitaux, des impôts sur les successions et des impôts progressifs.

- l'abolition des privilèges fiscaux choquants accordés aux sociétés holding, aux sociétés de domicile, aux sociétés d'administration et l'abolition des taxations forfaitaires (« forfaits fiscaux »).

- un droit fiscal simplifié et une transparence accrue.

- une harmonisation des impôts

cantonaux sur les revenus, la fortune et sur les entreprises.

- la mise en œuvre d'un système de taxation basé sur le principe de capacité économique, tel qu'il figure dans la Constitution.

Les signataires de ce manifeste s'engagent en faveur d'une réorientation de la politique fiscale menant à davantage de justice fiscale. On découvre le manifeste sur le site www.manifeste-fiscal.ch/fr/. Diffusez-le, signez-le!

Edouard Dommen, signataire du manifeste tout comme la COTMEC

Après Copenhague

Agir localement

Le 13 février, la coordination Climat et Justice Sociale a organisé une demi-journée de débats sur le climat. Bernaditas Muller, négociatrice pour les pays du Sud (G77) à Copenhague, a relativisé l'échec du sommet. Celui-ci a été provoqué par la tentative des pays développés de court-circuiter le fonctionnement normal du sommet et d'imposer un nouvel accord qui les libérerait de leurs obligations. Cependant, la Convention sur le changement climatique signée à Rio est un traité international à caractère contraignant. Les pays du Sud ont refusé cette manœuvre. Le processus de Kyoto doit suivre son cours.

Jean Rossiaud, élu Vert envoyé par la Ville de Genève, a parlé des réseaux de villes qui prennent les devants pour réduire leurs émissions. Olivier de Marcellus, de la Caravane «*Du Commerce au Climat*» a commenté une vidéo d'un moment «*fondateur*» du mouvement, l'Assemblée Populaire réunissant activistes du Sud et du Nord, tenue devant le sommet.

Le débat a ensuite porté sur la manière de créer des synergies entre les personnes souhaitant que la région lémanique réduise radicalement ses émissions d'ici 2020. Dans cette optique, notre prochain rendez-vous: le soutien à l'agriculture de proximité avec Uniterre, samedi 17 avril. ● *Olivier de Marcellus*

Jeunes sans-papiers

Un pas en avant

Le 3 mars 2010 marque une avancée significative pour les jeunes sans-papiers qui terminent leur scolarité obligatoire en Suisse. Vingt ans après que le canton de Genève ouvre la voie de l'école aux enfants de clandestins, le Conseil national a adopté deux motions favorables à l'accès à la formation professionnelle de ces derniers.

Un vote courageux, contre l'avis du Conseil fédéral, qui plébiscite la prise de position de la municipalité de Lausanne qui a affirmé, en février passé, sa volonté d'engager des jeunes sans-papiers comme apprentis dans son administration dès la rentrée 2010. Un véritable acte de désobéissance civile, dont la réalisation reste subordonnée à l'aval d'un Conseil cantonal très divisé, mais qui aura eu le mérite de précipiter la décision des chambres fédérales.

Nous saluons cette décision, dans la ligne droite de l'action menée l'an passé dans le cadre de la *Marche mondiale 2009: de l'exploitation à l'éducation*. Pour mémoire, six mois durant nos membres ont diffusé une pétition demandant aux autorités cantonales de légiférer afin que la formation post-obligatoire soit accessible à tous les jeunes de moins de 18 du canton quel que soit le statut de leurs parents. Une manière pour la Suisse d'honorer sa ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant qui l'engage à assurer l'accès à la formation pour tous, sans discrimination aucune. Cette pétition, munie de 8221 signatures, a été remise aux autorités genevoises en novembre dernier.

Les étapes qui jalonnent l'accès des jeunes sans-papiers à la formation post-obligatoire sont encore nombreuses: examen des deux motions par le conseil aux Etats, débat les modalités d'octroi d'un permis de travail provisoire, etc. Nous ne manquerons pas de les suivre et de vous en informer. ●

Martyna Olivet

Amérique latine

Un nouveau président pour l'Uruguay

José (Pepe) Mujica, le président élu avec le plus de voix de l'histoire de l'Uruguay, prendra ses fonctions le 1er mars prochain. Par son parcours et son mode de vie, «el Pepe» est un président atypique. C'est la première fois en Amérique du Sud qu'un ex-guérillero parvient légalement au pouvoir et c'est le seul cas en Amérique latine où la gauche remporte deux fois de suite les élections avec un candidat différent pour chacune. Portrait.

Le plus âgé des présidents uruguayens est paradoxalement le politicien le plus populaire auprès des jeunes qui aiment sa simplicité et son humour. «*J'ai un projet magnifique: ôter la maison du gouvernement du centre de Montevideo et l'installer dans un endroit où l'air circulerait davantage, où il y aurait une tonnelle recouverte de vigne vierge sous laquelle on pourrait s'asseoir pour boire le maté (infusion) et une meute de chiens aux alentours pour me prévenir de l'arrivée des ministres*», écrit-il dans son blog.

Quinze ans de prison

Le nouveau président est l'un des fondateurs de la guérilla d'extrême gauche, le Mouvement de libération national –Tupamaros (MLN-T). Ses premières opérations d'envergure débutent en 1968: elles visent à affaiblir le gouvernement et à gagner en popularité en évitant les effusions de sang. Les guérilleros cambriolent des banques et des casinos en photocopiant les livres de comptes. Ils dévoilent une fraude massive impliquant des ministres et des personnalités du monde de la finance. Ils sont alors les «*Robins des bois*» uruguayens aux yeux de la population qui soutient leurs actions spectaculaires ridiculisant les dirigeants du pays. Plus tard, la philosophie des Tupamaros évolue: ils commencent à tuer des personnes et à perdre leur popularité. Le mouvement est écrasé par l'armée qui, en 1973, prend le pouvoir.

Mujica est arrêté en 1972. Il est emprisonné. Ses conditions d'incarcération sont très dures. Il passe notamment deux ans dans un puits d'eau, totalement isolé. «*Pendant mes années d'isolement, j'ai élevé sept grenouilles; elles étaient les seuls êtres*



vivants non violents que j'avais près de moi. Et dans l'immense silence qui m'entourait, j'ai appris que les fourmis ont une voix. Elles me disaient: 'tu es fou'.

Contrairement à ses compagnons de détention, José n'aime pas parler de ces années: «*Je pense qu'il ne faut pas vivre autour d'une colonne. La vie continue. Je ne crois en aucune forme de justice. Etre juste est trop grand pour l'homme*», explique-t-il.

Une vie simple

Avec le retour à la démocratie, «*el Pepe*» achète, avec le soutien des Franciscains, une ferme de 14 hectares à la périphérie de Montevideo. Là, il cultive, avec sa femme et quatre autres familles,

des fleurs tout comme sa mère, une Italienne devenue veuve. Ses fonctions de député, de sénateur et de ministre ne l'ont pas éloigné de sa terre et de la maison en tôle où il compte continuer à vivre après le 1er mars.

«*J'ai l'immense chance d'avoir appris à vivre avec le nécessaire*», dit José. Avec son salaire de président (environ 10'000 francs suisses par mois), il compte créer un fonds pour financer de petites entreprises de production sur le modèle de la banque Grameen au Bangladesh. Il invite ses ministres à faire de même. Tous les politiciens de son parti, le Mouvement de participation populaire (MPP), versent déjà une grande partie de leur salaire au «*Fonds Raul Sendic*» qui aide essentiellement des paysans. «*Il faut savoir échapper à l'esclavage de la dépendance matérielle. J'aime être riche en temps pour faire les choses que j'aime faire*», déclare Mujica quand il évoque son projet de vie.

Sa femme, Lucia Topolanski

Sa femme, Lucia Topolanski, née dans une famille aisée, est élevée chez les sœurs dominicaines. En 1967, elle rejoint avec sa sœur jumelle le MLN-T, au sein duquel elle rencontre José Mujica.

Elle est arrêtée en 1972. Elle sera incarcérée et torturée pendant toute la dictature, jusqu'à l'amnistie de 1985. Aujourd'hui, elle est la cheffe de file du MPP et le troisième personnage de l'Etat.

«*Dans le couple, le tendre, l'émotif, c'est el Pepe. Elle est une femme de caractère. Lui a une grande capacité de dialogue. Elle est davantage du genre à montrer les crocs*», explique le politologue Adolfo Garcé. «*Je n'aime pas le concept de la libération féminine. La libération doit être comprise des deux côtés. La femme n'est jamais l'égale de l'homme, elle est toujours quelqu'un de différent. D'ailleurs, en vieillissant, les femmes se rapprochent de la sainteté*», aime dire Pepe.

Lucia est entrée en politique plus tard que son mari. Elle est membre du Parlement depuis 1999. Elle a un style très personnel, un peu intransigeant, qui lui vaut le surnom de «*La Tronca*» (en référence au tronc d'arbre) parmi ses compagnons de parti.

La première dame a refusé de siéger au sein d'un groupe réunissant des députées et des sénatrices de droite et de gauche pour aborder la question du genre, car elle n'est pas favorable à des quotas pour les élections de 2014 qui voudraient accorder plus de place aux femmes sur les listes. «*Les femmes sont discriminées dans notre société, et les femmes les plus discriminées n'ont pas actuellement les possibilités économiques ni les capacités intellectuelles pour sortir et siéger au Parlement. Même avec la loi des quotas, elles ne pourront pas faire partie du gouvernement. Si on change la vie quotidienne des femmes, il y aura automatiquement des visages féminins parmi les dirigeants uruguayens.*»

Bilan du premier gouvernement de gauche

«*Notre meilleure publicité a été l'administration de Tabaré Vázquez, a reconnu José Mujica lors son élection. Notre politique s'inscrit dans la continuité des grandes lignes fixées par ce gouvernement.*»

Bien que les riches soient toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, le bilan est favorable. Pendant la période 2005 –2009, les salaires ont augmenté de 22% et le chômage est descendu sous la barre des 8%. L'Uruguay est le seul pays au monde où tous les élèves du cycle primaire de l'enseignement public bénéficient d'un ordinateur portable avec connexion wi-fi à Internet.

Mais la situation est loin d'être idéale: le pouvoir d'achat des denrées alimentaires est de 20% inférieur à ce qu'il était avant la crise de 2002 et 40% des 200'000 nouveaux emplois créés sont en réalité des emplois de deuxième catégorie. Selon les économistes, le nouveau président va démarrer avec un horizon économique déagagé, les «*effets de la récession internationale ayant été évités*». Selon les estimations, le PIB va croître de 2,5% en 2010. L'inflation est sous contrôle (8% par année). L'Uruguay a connu un record historique en ce qui concerne les investissements étrangers (1500 millions de dollars) et les réserves de la Banque Centrale (8043 millions de dollars).

Un président hyperactif

A peine élu, le président formait son gouvernement et commençait à travailler. Du jamais vu en Uruguay. Difficile à classer, Mujica est à la fois pour la méthode forte contre les toxicomanes, pour le développement des biotechnologies dans l'agriculture et l'élevage et pour ouvrir les vannes de l'immigration.

«*El Pepe*» aimerait marquer l'histoire de ce petit pays de 3,2 millions d'habitants. Parmi ses objectifs: créer 200'000 emplois en favorisant les jeunes, légaliser l'avortement, aider les familles qui veulent travailler à la campagne, encourager les énergies renouvelables et indigènes, recycler les ordures ménagères et industrielles, faire travailler les militaires sur des chantiers nationaux comme la reconstruction des voies ferrées, décentraliser l'université, réformer le fonctionnement de l'Etat, combattre les narcotrafiquants. «*J'aimerais un pays qui sache où il va, j'aimerais un peuple qui croie en son avenir. Je sais que c'est un grand combat, mais après tout ce que j'ai vécu, ce n'est presque rien*», conclut-il dans l'ouvrage *Le rêve de Pepe*. ●

Inès Calstas

Pour les hispanophones, Pepe Mujica a inauguré son blog officiel, en 2009, à l'adresse suivante: <http://www.pepetalcuales.com.uy/>

Martyrs de Tibhirine Jusqu'à l'extrême

Alors que beaucoup s'interrogent sur une possible cohabitation islamo-chrétienne, le chemin ouvert par un moine de Tibhirine pourrait servir de signe.

L'enlèvement du frère trappiste Christophe Lebreton, moine du monastère algérien de Tibhirine, eut lieu dans la nuit du 26 au 27 mars 1996. Il fut assassiné avec six autres frères du même monastère le 21 mai de la même année. Ces «martyrs» ajoutaient leur nom à d'autres religieux et religieuses qui subirent le même sort, dans une Algérie alors profondément perturbée. Quinze ans après leur mort, ils commencent à sortir de l'ombre. Non seulement on s'interroge sur les circonstances précises qui ont entouré leur fin tragique, mais on tente aussi de désigner ceux qui en furent les vrais responsables. Leur vie et leurs écrits donnent lieu à plusieurs publications et même à des recherches académiques. A déjà paru une riche biographie de l'évêque d'Oran, Mgr Pierre Claverie, assassiné lui aussi dans cette sinistre foulée. Et voici que vient d'être défendue, à l'Université de Fribourg, une thèse de doctorat sur Frère Christophe Lebreton. Marie-Dominique Minassian, l'auteure, a eu la bonne idée de publier pour le grand public un condensé de sa recherche, sous le titre: «Frère Christophe Lebreton, moine de Tibhirine. De l'enfant bien-aimé à l'homme tout donné.» Cet ouvrage a paru aux Editions de Bellefontaine en 2009.

Le lundi 8 mars 2010, face à un auditoire qui débordait de toute part, l'ancien archevêque d'Alger, Mgr Tessier, algérien lui-même, présentait ce livre à l'Université de Fribourg. Il fit revivre la voix de ce trappiste, passionné d'amour pour son Dieu et son pays d'adop-

tion. Les textes cités, extraits de l'ouvrage de M.-D. Minassian, étaient poignants et suscitérent en fin de soirée le témoignage de deux jeunes algériennes musulmanes qui exprimèrent à la fois leur émotion et leur gratitude. Elles nous faisaient comprendre que le sacrifice des moines s'inscrivait dans celui de tout un peuple, décimé lui aussi au cours de cette décennie tragique.

L'exposé de Mgr Tessier n'était pas anecdotique, ni ne révélait un passé périmé. La spiritualité ou la mystique de Frère Christophe ouvre en effet une voie très appropriée aux relations entre musulmans et chrétiens dont la cohabitation est périodiquement mise en échec, non seulement en Algérie, mais même dans notre pays.

Christophe Lebreton est né en 1950 au sein d'une famille française connue pour ses convictions chrétiennes. Mgr Tessier faisait remarquer que les années '68 l'éloignèrent de ses racines religieuses, dans lesquelles Christophe se replongea au terme d'une expérience spirituelle particulière. A l'exemple de l'apôtre Paul, la personne du Christ devait désormais l'habiter tout entier. Ce «Je t'aime», perçu mystérieusement sur les lèvres de Jésus comme une déclaration d'amour qui le concernait personnellement, sera l'expérience fondamentale de sa vie. Partagé entre son désir de se mettre au service des plus pauvres et un appel à la vie monastique, il s'orienta d'abord vers les «Petits Frères de Jésus». A travers eux, il découvre l'Algérie et l'Abbaye de Tibhirine dont il devient moine dès 1987. Christophe entretient une correspondance régulière avec ses proches et surtout la rédaction d'un Journal qui se fait l'écho de son dialogue ininterrompu avec Jésus. Toutes ses activités quotidiennes sont traduites dans ce singulier registre. Tout particulièrement ses relations avec les employés musulmans, paysans et

ouvriers, travaillant sur les terres ou dans les vignes de son Abbaye. Avec ces croyants et ces priants, Christophe disait former un seul corps dans lequel coulait le même sang.

Les atrocités de la guerre civile provoquent chez lui un sentiment de répulsion. «On se tue en Algérie entre Musulmans, écrivait-il en 1994, comme au Rwanda entre Chrétiens». Christophe aurait volontiers donné sa vie pour empêcher les autres de mourir. Ainsi, son sang versé aurait scellé son alliance avec le petit peuple algérien dont il se sentait le frère. Sa courte vie n'aura été qu'une alternance entre prières silencieuses et modestes activités agricoles auxquelles il donnait une tonalité évangélique. Ainsi, l'émondage de la vigne lui rappelait la nécessité de se laisser purifier pour porter de meilleurs fruits; l'utilisation d'une échelle évoquait pour lui l'ascension de la prière, mais aussi son retour à l'humble service fraternel.

Il écrira un jour ces mots étonnants: «Il me brûle de Te proclamer dans le silence de l'amitié». Une proclamation publique de l'évangile est désormais impossible ou interdite dans une Algérie qui ne ménage aucun espace public pour une activité de type missionnaire. Demeure pourtant le «silence de l'amitié». Et «ça retient, ça tient et ça nous maintient!». «Vivre ici, écrivait-il encore, c'est déboucher sur l'intérieur».

Que lui restera-t-il si ce n'est mendier une chambre d'ami dans la maison de l'Islam. Il y a été accueilli comme un étranger. Il y a vécu en parfaite solidarité avec le maître du logis, partageant son inconfort et surtout son inquiétude. Dépouillé de toute arrogance et d'une quelconque volonté de conquête ou de puissance. A l'exemple de Celui qui, fait l'un de nous, partagea jusqu'à l'extrême notre condition d'homme. ●

Guy Musy

Agenda

● **A Berne:**
Conférence avec l'évêque brésilien Dom Cappio sur la thématique du droit à l'eau. A l'occasion de la célébration des cinq ans de la signature de la **déclaration œcuménique de l'eau** entre les Eglises du Brésil et de Suisse, une conférence sera donnée à la salle communale de l'Eglise Johannes (5, Wylstrasse, 3014 Berne). Sous le titre emblématique «*Une vie pour l'eau, l'eau pour la vie*», l'évêque partagera son témoignage sur son engagement pour sauver le fleuve San-Fransisco dans le nord-est brésilien.

● **A Genève: conférence sur le droit à l'alimentation**
Le 26 avril prochain, la COTMEC vous invite à venir écouter Olivier de Schutter, rapporteur spécial pour l'ONU sur le droit à l'alimentation, à 19h à Uni-Mail.

Vie de la COTMEC

A peine parue... le succès. Réédition de notre brochure!

La COTMEC se réjouit de vous annoncer la deuxième édition de sa brochure «*Un monde plus juste? A toi de jouer!*». Comment consommer moins et pourquoi? L'invitation à l'engagement est faite à travers des gestes simples que l'on peut adopter au quotidien. «*Je garde mon téléphone portable et je ne cède pas à la tentation de le changer chaque 8 mois (moyenne suisse) comme m'y incite mon opérateur!*».

Suite au succès de sa publication, la COTMEC a reçu de nombreuses demandes d'animations dans des écoles, des collèges, des paroisses ou encore des maisons de quartier. D'une façon ludique, les jeunes et les enfants sont sensibilisés aux enjeux éthiques et environnementaux autour trois thèmes phares: l'usage du téléphone portable, le chocolat et les déplacements à vélo.

Ces ateliers de deux heures suscitent bien des questionnements chez les adolescent-e-s: qui trouve-t-on derrière tel ou tel produit? Qui sont les personnes qui les produisent? Où vivent-elles? Quelles sont leurs conditions de travail? Quel est le lien entre rouler à vélo et les droits de l'homme? Comment trouver les bonnes pistes pour consommer de manière plus équitable? Quel est le pouvoir des consommateurs? Pourquoi nous, chrétiens, doivent-on penser à tout cela?

Un monde plus juste est possible. L'envie semble visiblement là... A vous de jouer! ●

Inès Calsta

Sommet

Des jeunes se mobilisent pour bâtir leur monde

Pour son 40e anniversaire, la COTMEC s'était penchée sur l'engagement des jeunes à l'occasion d'une table ronde interrogeant leurs efforts pour construire un monde plus juste. Il était apparu que, confrontée à des problèmes majeurs comme le réchauffement climatique ou les inégalités sociales, la jeune génération aurait parfois tendance à se démoraliser ou à se résigner.

Loin de se laisser abattre, des jeunes ont mis sur pied l'ONG *EUforIA* afin d'apporter à leurs pairs une perception plus constructive des défis globaux et de leur montrer les nombreuses possibilités d'engagement au sein de leur communauté. Pour les encourager à passer à l'action, ils organisent un sommet, le *EUforIA Latin America Youth Summit* - www.euforiation.org/elays. Du 14 au 17 octobre, 50 jeunes de Suisse rencontreront à Genève 6 jeunes entrepreneurs sociaux d'Amérique latine et 5 experts en entrepreneuriat social.

Tout en renversant le concept traditionnel Nord-Sud d'aide au développement et de mise en place de projets, l'*ELAYS* vise à inspirer et à aider les jeunes à développer des projets qui contribuent à un changement social novateur et durable, en Amérique latine comme en Suisse.

Si vous êtes intéressé-e à faire partie de ce projet inédit, écrivez-nous à elays@euforiation.org. Après la première phase d'inscriptions (1-17 mai), la COTMEC reviendra sur ce sommet extraordinaire. D'ici là, n'hésitez pas en parler autour de vous, puisqu'*EUFORIA* recherche encore des sponsors et des volontaires pour la promotion de l'événement. ●

Jeronimo Calderón (président d'*EUFORIA*) et *Jonas Pasquier*



Eclairage

L'humain au centre

J'ai adhéré avec un malin plaisir à la réflexion du «rédenchef» de «La Liberté» de Fribourg à la veille du vote du 7 mars dernier: (En Suisse,) grâce à une loi sur la protection des animaux parmi les plus strictes du monde, un hamster ne doit pas vivre seul, tandis que rien n'empêche un vieillard de décrépir dans l'isolement...et sans avocat». Depuis, les électeurs suisses ont décidé: les poisons rouges ne pourront se plaindre auprès du Tribunal Fédéral.

Avec ou sans avocat, j'aime bien «nos amies les bêtes», surtout celles qui ne mordent pas, ni ne défigurent la frimousse de nos chères petites têtes blondes. Ai-je raison de m'étonner des étalages qui leur sont réservés dans nos supermarchés, quand on fait le compte de tous les services qu'ils nous rendent? Un chien ou un minet est tout de même plus docile et moins dépensier qu'un enfant. Combien d'animaux, dits «de compagnie», peuplent la solitude de nos compatriotes? Sans eux, ces malheureux humains se ruineraient en neuroleptiques

Je me demande pourtant si, par les temps qui courent, notre sollicitude ne devrait pas être mieux ciblée. Avez-vous lu le rapport accablant publié par la Caritas suisse qui dénonce la pauvreté et la misère dans notre pays? Un habitant sur dix connaîtrait une situation de détresse. N'avons-nous donc pas mieux à faire qu'à défendre au tribunal un hamster esseulé? Ce souci nous honore sans doute, mais à condition que les besoins primaires des humains soient d'abord respectés. Charité bien ordonnée...

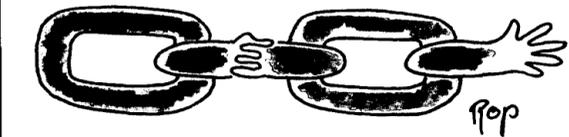
L'humain au centre! Un parti politique avait choisi jadis ce slogan électoral. Je doute qu'il tienne encore la route aujourd'hui. Hier, je surpris cette conversation dans un tram genevois. Deux dames emmitouflées (de fourrures?) caressaient leurs toutsous, tout en commentant l'actualité nationale. «Et dire qu'ils vont permettre aux jeunes sans papiers de faire un apprentissage!» Vraiment, on aura tout vu et tout entendu dans ce pays! ●

Guy Musy

Edito

Ne rompons pas la chaîne

«A la COTMEC, il s'agit surtout de ne pas rompre la chaîne des témoins de l'espérance». Voici la réponse entendue lors d'une de nos séances de



commission lorsque je m'interrogeais sur la nature de notre mandat. Elle m'a marquée par sa justesse et j'y repense souvent lorsque j'ai l'occasion d'aller à la rencontre de celles et ceux dont les engagements alimentent régulièrement nos colonnes. Pas plus tard qu'en février dernier, lors d'un voyage effectué en famille dans la région du Cap, en Afrique du Sud, j'ai assisté à une réunion de Khulumani, le collectif de victimes de l'apartheid dont nous appuyons l'action menée en justice contre les multinationales complices des pires violations de leurs droits. J'avais déjà rencontré l'une ou l'autre des plaignantes en Europe et au Cap. Mais jamais en assemblée aussi nombreuse et fervente. J'ai été impressionnée par leurs efforts pour comprendre la complexité de la procédure judiciaire qu'on leur exposait. Ainsi que par leur volonté intacte d'être en première ligne dans ce combat emblématique pour la justice et les réparations en Afrique du Sud. «Pourquoi ne sommes-nous pas à New York pour parler au Juge», ai-je entendu. J'aurais tant souhaité que des représentants du monde des affaires se trouvent en présence de ces personnes dont la vie entière est dédiée à la lutte pour le respect de leurs droits les plus élémentaires. Continuer à les épauler en étant, au moins, les dépositaires de leurs combats est pour nous essentiel. Nous avons le devoir de mettre à l'honneur l'espérance en un monde meilleur qu'ils incarnent. ●

Martyna Olivet

JAB
1200 Genève 2
Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castilla

Idées reçues sur:

Les puits de carbone

Durant l'histoire terrestre, d'immenses quantités de carbone présentes dans notre atmosphère ont été séquestrées: à l'ère primaire dans les couches de charbon, à l'ère secondaire dans les couches de calcaire et à l'ère tertiaire dans les nappes de pétrole et de gaz. Ainsi ce sont constitués naturellement de nombreux puits de carbone.

Lorsque nous utilisons les puits du primaire et du tertiaire pour en extraire et le brûler le charbon, le pétrole et le gaz, nous relâchons du CO₂ (l'oxydation du carbone produit du CO₂). Ce CO₂, comme d'autres gaz (vapeur d'eau, méthane, etc.), contribue à l'effet de serre qui est un processus essentiel de la régulation thermique de notre planète.

Les climatologues, dans un large consensus, considèrent que cette augmentation du CO₂ provenant de l'utilisation de ces ressources contribue de façon périlleuse à un changement du climat à travers ce même effet de serre.

Se pose alors la question: y a-t-il aujourd'hui des puits de carbone qui pourraient réabsorber celui que nous laissons échapper en trop grande quantité à travers la combustion des carburants fossiles?

La forêt primaire

On entend parfois parler de la forêt amazonienne comme d'un gigantesque puits de carbone. C'est une erreur.

Dans une forêt primaire, un arbre consomme du CO₂ pour se développer, ceci grâce à l'action du soleil et de la photosynthèse. Cette dernière permet de fabriquer le bois de l'arbre qui, lorsqu'il meurt, tombe et pourrit. Il relâche alors dans l'atmosphère l'essentiel du CO₂ atmosphérique

absorbé lors de sa croissance et le bilan est nul.

En revanche, si les forestiers adoptent une gestion durable de la forêt, ils coupent les arbres à maturité, permettant ainsi aux jeunes pousses d'avoir accès à la lumière pour croître et se développer. Les arbres coupés peuvent ensuite être utilisés comme bois de construction (charpentes, meubles, etc.) ce qui conserve, immobilisé dans le bois, le CO₂ stocké. A ce moment-là, la forêt devient un puits durable de carbone.

Par contre, si le bois coupé est brûlé ou laissé en décomposition, ce qui est souvent le cas lors de déforestation à des fins agricoles, il entraîne un dégagement de CO₂ ce qui nous ramène au cas de figure cité au début, donc à un bilan nul. La déforestation constitue d'ailleurs le troisième secteur le plus émetteur de CO₂ après l'approvisionnement énergétique et l'industrie.

Les cultures

Un champ de blé absorbe du CO₂ comme une forêt pour fabriquer son grain. Celui-ci est consommé par des êtres vivants et transformé en CO₂ (quand nous respirons, nous inspirons de l'oxygène et expirons du CO₂). Sur une année, le bilan carbone est nul.

Les prairies

Les prairies absorbent du CO₂ au moment de la pousse de l'herbe, en particulier au printemps. L'herbe est ensuite mangée par les vaches qui donneront du lait et de la viande. Ceux-ci seront consommés et ainsi le CO₂ emmagasiné sera relâché dans l'atmosphère. Un détail important: pour digérer la cellulose –ce que l'homme ne peut pas faire–, les bovins utilisent les microorganismes situés dans leur appareil digestif. Ce processus produit beaucoup de méthane (les renvois ou «rots» des bovins) dont l'effet de serre est beaucoup plus important que celui du CO₂.



Le sol

Le sol est la couche relativement mince entre la végétation et la roche mère. C'est un mélange de matière minérale issue de la roche mère de la Terre et de matières organiques provenant des plantations. Il faut des siècles pour former un sol. Ce sol contient des résidus de racines et la part non consommée de la plante (chaumes). Ces résidus sont transformés en humus par les innombrables organismes vivant dans le sol. Ceci représente une quantité très importante de carbone vu les surfaces concernées. Cela ne constitue pas pour autant un puits de carbone, mais plutôt un stock de carbone qu'il faut préserver afin que le carbone constitutif ne soit pas relâché. Pour que le sol devienne un puits de carbone, il faut que le stock augmente. Les études sur ce sujet sont trop récentes pour en tirer une conclusion.

L'océan

Comme signalé en introduction, une énorme réserve de carbone se situe dans les couches de calcaire. Ce calcaire est fabriqué dans les océans. En effet, des milliards d'organismes minuscules consomment du CO₂ pour fabriquer leur «squelette» qui tombe au fond de l'eau à leur mort et forme des couches de calcaire. Ce puits fonctionne en permanence et il est essentiel.

En résumé, un puits de carbone doit non seulement absorber du carbone, mais il doit aussi le stocker sur une très longue période.●

Jean Tardieu
Ingénieur Agronome

Développement

En finir avec la dépendance à l'aide

Yash Tandon, auteur de ce livre au titre-choc, a donné récemment une conférence à Genève à l'initiative du CETIM qui a assuré la traduction française de l'ouvrage et en assume la traduction. Echos de la rencontre et substance de l'essai.

Acteur majeur de l'éveil du Sud, l'intellectuel ougandais Yash Tandon s'est illustré par son opposition à «son» dictateur, Idi Amin Dada, ce qui l'a contraint à l'exil au Zimbabwe et en Tanzanie. Il a été directeur du South Center de Genève et est actuellement professeur dans une université norvégienne.

Un constat d'échec

Utilisant des mots forts et sans détours qui, provocateurs, forcent à la réflexion, l'essayiste constate que la colonisation n'est terminée que par la lettre: les pays qui en sont sortis sont passés d'un régime dictatorial à un gouvernement démocratique, même si celui-ci est parfois très fragile.

Mais dans l'esprit, rien n'a changé. Un nouveau colonialisme succède à l'ancien, il agit sous couvert d'aide et tient en otage l'économie.

«L'aide est un instrument de la stratégie de domination de l'impérialisme, conçu pour affaiblir les pays les plus vulnérables», affirme l'auteur de la préface, «En effet, si, comme on le prétend, il y a dans l'aide deux «partenaires» –en principe égaux– le pays donateur et le pays bénéficiaire, l'architecture du système aurait dû être négociée entre ces deux ensembles d'Etats. Il n'en est rien.» Et de citer les fondements intellectuels de l'aide, débattus au sein de l'OCDE. «Dès le départ, la procédure est donc illégitime.»

Poursuivant prioritairement des objectifs géopolitiques, alignée sur les principes de la «mondialisation libérale», l'aide apportée depuis une quarantaine d'années a un effet dévastateur puisqu'elle corrompt les classes dirigeantes et impose des règles structurelles impossibles à suivre. Elle s'est implantée dans les mentalités des populations et a créé un état de dépendance. L'aide se fait dans l'illusion, calculée ou involontaire, que la croissance économique est synonyme de développement.

Une question de responsabilité

«Un gouvernement dépendant de l'aide est-il responsable envers son peuple ou envers les donateurs



qui le financent?», questionne Tandon. Et d'affirmer qu'en invoquant le besoin d'aide, un pays sous-estime la valeur de son propre peuple, de son intelligence et de son ingéniosité, la valeur du travail de ses ouvriers et paysans, de celle de sa jeunesse, comme celle de ses ressources naturelles.

S'émanciper de cette dépendance est un exercice d'économie politique basée sur la confiance en la capacité du peuple d'un pays à parvenir par lui-même au développement. Comme nous l'enseigne, par exemple, la lutte pour l'égalité entre les genres, le développement est un long processus de lutte pour se libérer des structures de domination et de contrôle, y compris au plan des représentations mentales et des habitudes de langage.

En finir avec la dépendance

L'auteur voit la libération possible en 7 étapes:

1. **Rectifier la façon de penser.** C'est à l'esprit de dépendance qu'il faut s'attaquer en premier.
2. **Budgétiser pour les pauvres.** Définir les priorités nationales.
3. **Mettre au premier plan l'emploi et les salaires.** Considérer la force de travail comme l'une des plus importantes ressources productives.
4. **Créer un marché intérieur et avoir en mains les ressources du pays.** Primauté des échanges inté-

rieurs sur les exportations, sauvegarde de la propriété du sol et des ressources naturelles, et souveraineté alimentaire pour les aliments de base.

5. **Comblent le manque de ressources.** Bloquer ou réduire une partie des dépenses externes au lieu de rechercher de l'aide ou des capitaux venant de l'étranger.

6. **Créer des institutions pour investir l'épargne nationale.** L'Etat doit investir dans la construction d'infrastructures sociales à la fois dans les zones urbaines et rurales.

7. **Limitent l'aide à des priorités nationales démocratiquement définies.** Le peuple prend enfin les commandes de son propre développement.

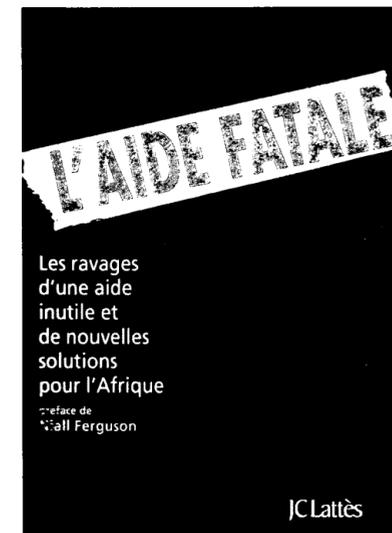
Yash Tandon invite les pays dépendants de l'aide à entamer «ce long processus démocratique qui commence de l'intérieur, dans lequel les populations participent aux prises de décisions qui concernent leur vie.» Quant aux pays donateurs, il les invite à participer à la construction de cette société mondiale hétérogène et pluraliste, qui se base sur les valeurs communes de notre civilisation, ainsi que sur les fruits partagés du développement historique des forces productives de la science, de la technologie et de l'ingéniosité humaine. Ainsi l'objectif du 0,7% sera dépassé et nous pourrions nous en fixer un nouveau: le 0%!●

Roland Pasquier

L'aide fatale

Partant d'un même constat d'échec que Yash Tandon, Dambisa Moyo invite ses lecteurs à penser à un monde sans aide internationale. Pour l'auteur de *L'aide fatale*, l'essentiel n'est pas tant d'abandonner la dépendance induite par l'aide mais surtout de briser les cercles vicieux qu'elle crée: définition des besoins par les bailleurs de fonds, affaiblissement des mécanismes de responsabilité, corruption d'élites encouragées à la prédation ou encore court-circuit de la relation entre gouvernements et citoyens.

L'appel vibrant de l'auteur guinéenne part d'un constat cinglant: «*Donateurs, politiciens, gouvernements, universitaires, économistes et spécialistes, tous savent, au plus profond d'eux-mêmes, que l'aide ne marche, pas qu'elle n'a jamais marché et qu'elle ne marchera jamais*» (p. 90). Pour briser cette hypocrisie, Dambisa Moyo propose une solution radicale: la suppression de l'aide internationale. Une fois écarté «*l'assassin silencieux de la croissance*» (p. 93), quatre champs d'action fertiles peuvent accueillir les graines d'un développement économique africain: plus grande capitalisation sur les marchés financiers, encouragement aux investissements (chinois) dans les infrastructures, suppression



des subsides aux exportations agricoles des pays du Nord et développement du micro-crédit afin d'encourager l'épargne et la stabilisation des capitaux à l'intérieur des pays africains.

Penser contre le dogme

Prenant à contre-pied le discours dominant sur la nécessité de l'aide au développement, *L'aide fatale* est un pamphlet puissant. Il dénonce les mécanismes insidieux de l'aide, tel le sentiment de devoir moral qui empêche d'admettre pleinement son inefficacité ou le pouvoir d'institutions (OI's ou ONG's) dont la survie dépend de la permanence de la structure de l'aide. L'ouvrage propose ainsi une perspective bienvenue alors qu'il s'avère de façon toujours plus évidente que les fondamentaux de notre ordre politique et économique sont à réinventer. Las, Dambisa Moyo reste relativement évasive sur la mise en place concrète des solutions qu'elle dessine. Ces dernières sont d'ailleurs le fruit d'une vision franchement libérale –l'auteure dissimule tout au long de l'ouvrage le concept de «*développement*» derrière la croissance économique. Plus grave, l'économiste guinéenne ne s'attarde pas sur les effets inévitablement pervers qu'aurait la thérapie de choc qu'elle appelle de ses vœux. Hormis ces manquements, le contre-pied auquel nous invite *L'aide fatale* souligne la nécessité de remettre en cause les mécanismes actuels de l'aide et de trouver des solutions véritablement durables et souveraines pour les pays d'Afrique. Dans ce débat bloqué par l'inertie d'un système présenté comme «*inchangéable*», il est essentiel de prêter une oreille attentive aux prises de position antidogmatiques et aux voix africaines comme celle de Dambisa Moyo.●

Jonas Pasquier

Assassiné il y a trente ans

Saint Romero des Amériques

Ce lundi 24 mars 1980, dans la chapelle de l'hôpital de la Divine Providence, à San Salvador, Mgr Oscar Romero venait d'achever l'homélie d'une messe de requiem où il avait évoqué le grain de blé qui doit mourir pour porter du fruit (Jn 12,24). Une détonation, l'archevêque s'effondra, une balle en plein cœur, tirée de l'extérieur. La veille, lors de la célébration dominicale, il avait lancé un appel aux hommes de l'armée: «Frères, vous faites partie de notre peuple, vous tuez vos frères paysans. Devant l'ordre de tuer que vous donne un homme, c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir, la loi qui dit "Tu ne tueras pas". Un soldat n'est pas obligé d'obéir à un ordre contraire à la loi de Dieu».

Mgr Romero avait été nommé archevêque de San Salvador trois ans auparavant, le 3 février 1977. Il était alors considéré comme conservateur. Un mois plus tard, le 12 mars, un ami proche, le jésuite Rutilio Grande était assassiné. Un événement qui, a-t-on souvent affirmé, a entraîné la «conversion» de Mgr Romero. Lui-même se montrait plus nuancé: «La mort du père Grande a signifié pour moi non pas un changement substantiel d'idées, mais une intensification de ma fidélité aux pauvres», me disait-il en novembre 1979, lors d'une interview au Salvador.

En effet, alors que les «organisations populaires» –en particulier paysannes– qui se soulevaient contre l'iniquité sociale étaient en butte à une féroce répression, l'archevêque n'hésitait pas à prendre position, mais sans fermer les yeux sur certaines dérives. «Quand on a persécuté ces organisations, je les ai défendues. De

plus, j'appuie toutes leurs justes revendications. Mais quand elles abusent de leur pouvoir ou réclament des choses allant au-delà de la justice, ou dans des formes qui me paraissent imprudentes, fanatiques, je dénonce aussi l'idolâtrie des organisations», soulignait-il lors de la même interview.

Des homélies-événements

Durant ses trois ans de «vie publique», Mgr Romero a été fortement présent sur la scène nationale –et au-delà– par ses homélies dominicales, véritables événements. Il suivait toujours le même plan: un commentaire des textes liturgiques, puis des nouvelles des communautés chrétiennes du diocèse et un résumé des événements, souvent tragiques, de la semaine. Il dénonçait clairement, en citant noms des lieux et des personnes, les violations des droits de l'homme, assassinats, tortures, violences de toutes sortes.

Ces homélies pouvaient durer une heure et étaient retransmises en direct par la radio diocésaine. En l'absence de messe, on se réunissait dans les églises pour les écouter. Elles pouvaient atteindre des millions d'auditeurs. Elles étaient celles d'un pasteur «soucieux de conduire son peuple au milieu des difficultés croissantes du pays». «Si Mgr Romero guide le peuple, on peut aussi dire que le peuple le guide», me disait cependant un jésuite. J'ai entendu l'archevêque demander une transformation de la société salvadorienne: «Ce n'est pas le paternalisme et l'aide qui vont changer quelque chose à la situation, mais un changement de structures». Dans la même homélie, il condamnait les exactions du groupe paramilitaire ORDEN, mais demandait aux chrétiens connaissant des membres de ce groupe de les aider à se convertir.

Canonisé par le peuple Mgr Romero n'était pas d'accord avec certains prêtres «progressistes» qui «sortaient du domaine pastoral pour un projet politique». Mais il avait surtout des démêlés avec quatre des cinq autres évêques salvadoriens, opposés à ses vues, n'étant appuyé que par Mgr Rivera y Damas qui lui succédera à San Salvador. Et il se savait menacé par les tenants de l'ordre établi. «Je cours le risque que court tout prédicateur de la vérité: que l'on interprète mal ce que vous dites, que l'on vous diffame, que l'on vous persécute jusqu'à la mort».

Selon une commission «vérité» des Nations Unies qui a enquêté sur les crimes commis durant la guerre civile (1980-1992), l'assassinat de Mgr Romero aurait été ordonné par le fondateur du parti ARENA, le major Roberto d'Aubuisson, décédé en 1992 sans jamais avoir été poursuivi. Cependant, d'autres personnes seraient également impliquées. L'ARENA a perdu les élections en 2009, après avoir gouverné le pays durant 20 ans. Le nouveau président, Mauricio Funes, candidat du Front Farabundo Marti qui, en 1980, avait uni la guérilla, a demandé pardon pour l'assassinat de l'archevêque et le parlement a décrété le 24 mars «Journée de Mgr Oscar Romero».

Cette année, ce jour-là, des veillées de prière, des marches et une messe solennelle ont marqué le trentième anniversaire de la mort de l'archevêque. Cependant, son procès de béatification, en cours à Rome depuis 1996, ne semble avancer que lentement... Alors que «Saint Romero des Amériques» a été depuis longtemps canonisé par le peuple.●

Michel Bavarel

Invitation

Le Réseau Ouvert au Mond vous ouvre ses portes!

Venez assister à sa soirée
annuelle le mardi 25 mai 2010
de 18h à 22h.

Lieu:
Paroisse St-Julien, Meyrin
Village 3, rue Virgilio Malnati

Thème:
«NOTRE RÉSEAU EST RICHE!»

18h Bienvenue et accueil.
Présentation de la nouvelle coordonnatrice du ROM, Inès Calstas

18h30 Apport du Centre Catholique International de Genève

18h45 Présentation des participantes et travail en carrefours

19h30 Apport de Caritas-GE «Coopération au développement»
19h45 «Soupe party»
20h45 Mise en commun
21h15 Message de Missio OPM
21h30 Prière et chants aux coupleurs et rythmes africains
Membres du Réseau, de sa famille, de vos organismes ou simplement des ami-e-s curieux bien-venu-e-s, merci d'en informer la COTMEC (ines@cotmec.ch ou 022-708 00 78) avant le 25 mai.●
Inès Calstas

Carnet d'adresse

Pour contacter les différents réseaux Objection de croissance romands:

GE: rocge@decroissance.ch
VD: rocvd@decroissance.ch
NE: rocne@decroissance.ch
FR: rocfr@decroissance.ch
JU-DE: rocbeju@decroissance.ch

Courrier des lecteurs

Divergence d'opinion

Nous avons reçu une réaction écrite qui, comme toutes celles que vous nous adressez, a suscité un vif intérêt au sein de notre comité. Dans le cas précis, elle a permis un dialogue avec son auteur et un débat entre les membres de notre commission.

La Rédaction

Cher amis de la Cotmec, Je suis parfois agacé par certaines de vos prises de position. Je vous reproche un manque de perspective, une vision constamment unilatérale de l'état de notre société –le verre toujours à moitié vide.

Exemple: le théologien Ignace Berten (Cf COTMEC-Info 313) mérite certainement le plus grand respect, mais j'ai sur lui l'avantage d'avoir 80 ans de vie consciente.

J'ai vécu à Genève dans l'entre-deux guerres, les chômeurs faisant

la queue pour recevoir leur kilo de nourriture. Ma petite-fille a ses quatre grands-parents (tous octogénaires), alors que je n'ai aucun des miens –trois morts avant 1900, la quatrième dix ans avant ma naissance. Mon propre père est décédé à 47 ans, ma mère à 45. Lors de mon activité à la Croix-Rouge internationale, j'ai eu l'occasion de passer un mois en Indonésie en 1955-56. Mon accompagnatrice avait 32 ans, seule survivante avec deux frères d'une famille de 7 enfants. L'espérance de vie dans ce pays était inférieure à 35 ans. Aujourd'hui, elle a presque doublé, alors que la population n'est pas loin d'avoir triplé.

Quand j'étais enfant, on nous faisait prier pour les petits Chinois victimes de famines continues. Leur système marxiste converti au capitalisme aboutit à faire émerger la plus grande puissance du monde. Avec ce résultat que l'Occident va nécessairement connaître la décroissance que vous souhaitez tant. La crise actuelle n'est rien à côté de ce qui se prépare.

Je ne serai plus là pour vivre la suite de l'histoire...

Mes petits-enfants ont voyagé dans plusieurs pays, certains dans plusieurs continents; ils disposent d'Internet et bien sûr d'un téléphone mobile. A leur âge, je parcourais la Suisse romande à vélo et à pied. Bien sûr, la misère des pays du Sud ne me laisse pas indifférent. Mais, EN PROPORTION DE LA POPULATION MONDIALE, ce Tiers-Monde-là rétrécit chaque année, les victimes de sous-nutrition, etc. sont en constante diminution.

A qui attribuer ce que je persiste à considérer comme des progrès, sinon à l'accumulation de capital qui fait fonctionner l'économie de marché?

Je ne puis donc m'empêcher de penser que la Grande lamentation anticapitaliste illustrée par votre théologien n'est qu'un crachat dans la soupe; qu'il s'interroge sur le style de vie de ses prédécesseurs d'il y a 50 ans.●

Georges Tracewski

Eclairage

Le plein et le vide

Deux images saisissantes. En Afrique des paysans meurent de faim à côté des sacs de café ou de cacao qu'on les oblige à produire. Les hommes de la terre ne sèment plus les céréales et les légumineuses qui les nourrissent. Ici, en France c'est certain et peut-être en Suisse, des paysans se suicident. Ils ne peuvent plus payer les dettes contractées pour agrandir, moderniser et rentabiliser leur entreprise. Les prix de leurs produits chutent vertigineusement. La terre, quoi qu'il en paraisse, ne nourrit plus celui qui la cultive. L'excès, l'abondance et les surplus finissent par étouffer le paysan. Quel paradoxe!



Cette folie planétaire fait remonter en moi une vieille parabole racontée un jour par Jésus: un propriétaire terrien succombe d'un infarctus au milieu de ses greniers trop remplis. Dans notre histoire, ce n'est pas un arrêt cardiaque qui provoque cette triste fatalité, mais le désespoir d'un endetté et les tourments d'un ventre vide. Certains s'empiffrent à crever, tandis que d'autres languissent sous la table des repus. Comme des chiens affamés.

Comment remettre ce monde sur ses pieds et l'empêcher de marcher sur sa tête? D'aucuns préconisent la «décroissance». Encore un mot qui fait peur! Je suis davantage sensible à l'appel de Voltaire, notre voisin de Ferney. Que chacun, comme son héros Candide, cultive son propre jardin et apprenne à en manger les fruits, éclos en leur saison. Rien ne nous contraint à déguster des fraises au creux de l'hiver. Rien n'oblige les Haïtiens à se nourrir de riz vietnamien, pas plus que les Mexicains à confectionner leurs «tacos» avec du maïs gringo.●

Guy Musy

Edito

Le but, c'est le chemin

Nous n'étions pas seul-e-s à arriver à Saint-Jacques de Compostelle pendant le congé pascal. Et c'est une euphémisme!

Avec ma femme, nous ajoutions un onzième et dernier tronçon à ce chemin commencé il y a autant d'années. Nous avons été dépassé-e-s par des grappes de jeunes chantant à tue-tête, nous avons réglé nos pas sur ceux de pèlerin-e-s marchant depuis trois mois, dépassé des familles et des personnes qui soignent leurs pieds endoloris, souhaité le bonjour dans plusieurs langues à des groupes hétéroclites allant chacun à leur rythme, dans la même direction. Il y avait même bon nombre de cyclistes.

Nous étions-nous mis en marche pour les mêmes raisons?

Cherchions-nous le visage du Christ, les reliques de l'Apôtre, la consolidation de l'amitié?

A travers ces recherches, partageons-nous la même foi?

Dieu seul le sait.

Mais quelle belle allégorie de l'Eglise que ce peuple en marche!

Avec des convictions profondes chez les un-e-s, des doutes et des critiques tenaces chez d'autres, certain-e-s ne sachant pas du tout ce qui motive leur avance, d'autres se trouvant peut-être là par hasard.

Mais chacun-e mettant un pied devant l'autre dans les traces de millions de personnes qui, au long des siècles, n'ont cessé de parcourir le chemin. (Avec le vélo, il en va de même, finalement. Et si l'on arrête d'avancer, on tombe!) Et cette cohorte de pèlerin-e-s continuera lorsque nous aurons cessé de marcher...

L'Eglise est faite de cela, de ceux-là, de celles-là. Jour après jour, là où nous sommes, avec celles et ceux que nous rencontrons, l'important, c'est de cheminer.

¡Buen camino!●

Roland Pasquier

Forum diocésain 2010 Diocèse, qu'as-tu fait de ta Diaconie? Trois ateliers à vivre

Le 29 mai prochain se tiendra, à Neuchâtel le Forum diocésain 2010 auquel la COTMEC a le plaisir de participer en animant trois ateliers thématiques. Pour reprendre les mots de Mgr Genoud: «Le Forum (...) se veut un lieu pour nous rassembler en Eglise, discuter, échanger approfondir, expérimenter la richesse et la profondeur de la diaconie. tous les membres de l'Eglise diocésaine sont invités à cette journée: paroissiens-paroissiennes, catéchistes, animateurs, formateurs, lecteurs, ministres de la communion, diacres, prêtres, religieux et religieuses, etc. La journée comprendra des témoignages sur la diaconie, des ateliers de travail et une exposition interactive pour se terminer par une messe festive.»

Inscrivez-vous nom-breux d'ici au 29 mai sur le site dédié à cet événement <http://www.forum-diocesain.ch>, ou par tel. au 0211 613 23 88 et parlez-en autour de vous!

Diaconie de la création

La réalité d'un bouleversement climatique en cours pénètre peu à peu nos consciences à mesure que s'intensifie le débat public sur la question. Les changements qui s'annoncent provoquent bien des résistances, des peurs et parfois même un certain découragement.

Pourtant, les chrétiens à qui la création a été confiée, ont un rôle à jouer pour assurer les bases de



jusqu'à choisir la pauvreté évangélique.

Céder à tous nos désirs –ils sont source de vie– ou discerner ceux dont la satisfaction peut nous combler.●

Michel Bavarel et Edouard Domen qui animeront cet atelier

la vie sur Terre pour les générations présentes et à venir.

L'atelier «Pauvreté du respect de la terre, diaconie de la création» vous invite à une réflexion sur les attitudes et les comportements à adopter pour contribuer à ce défi. Nous mettrons en commun nos freins et nos peurs face à une nécessaire modification de nos modes de vie et de notre relation à notre environnement, et nous verrons comment il est possible de les transformer en bénéfiques et en action positives.●

Martyna Olivet et Maha Zein, qui animeront cet atelier en compagnie de Guy Musy

L'excès de biens matériels

«Travailler plus pour gagner plus», y compris le dimanche, ou, dans la mesure du possible, réserver du temps pour la vie de famille, la convivialité, la contemplation...

Des biens matériels qui permettent d'ouvrir «un espace de générosité» (Zundel) ou qui nous coupent des autres, puisque nous nous suffisons à nous-mêmes.

Accroître sa consommation pour donner du travail aux chômeurs ou la limiter pour préserver les conditions d'existence sur la planète.

Se laisser entraîner par le courant de la convoitise et du mimétisme ou résister, allant même

Bien Commun? Pourquoi tant d'indifférence?

Nous le voyons partout dans les médias... «Les 2,8milliards de personnes qui vivent dans la pauvreté, avec moins de deux dollars par jour (40% de la population mondiale), se partagent seulement 5% du revenu mondial».

Les pères de l'église au temps de Basile nous en parlaient déjà... «C'est le pain de l'affamé que tu retiens; l'habit que tu gardes dans tes coffres est à celui qui est nu; c'est la sandale du va-nu-pieds qui pourrit à côté de toi, l'argent du pauvre que tu enfouis dans la terre pour en être le possesseur. Ainsi tu fais du tort à tous ceux dont tu aurais pu soulager l'indigence.»

Intérêt commun... Intérêt privé: la grande explication.

«Aujourd'hui, dans la nuit du monde et dans l'espérance, j'affirme ma foi dans l'avenir de l'humanité. Je refuse de croire que les circonstances actuelles rendent les hommes incapables de faire une terre meilleure.», affirmait Martin Luther King.

Et nous dans tout cela?●

Par Inès Calstas et Claude Fol de la COTMEC et Christophe Delessert de la Pastorale du Monde du Travail qui animeront cet atelier

Décroissance

La croissance en question

«Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.» Cette parole de l'économiste américain Kenneth E. Boulding (1910-1993) donne à réfléchir: sommes-nous tous fous de croire que la croissance économique installée dans nos modes de vie et de pensée est le seul dogme à suivre, la seule manière de vivre acceptable? La réponse des partisans de la décroissance est sûrement: oui, nous sommes fous!

Décroissance? Un courant de pensée qui rejette l'objectif, en tant que tel, de la perpétuation d'un taux de croissance économique. Dans les années soixante-dix, des économistes se sont rendu compte que croître à outrance implique une utilisation infinie des ressources, ce qui, à terme, est tout simplement impossible.

Par ailleurs, le Produit Intérieur Brut, outil de mesure de prédilection de l'économie de croissance, ne suit aucune logique humaine et sociale: il mesure la production et la vente de biens et services sans tenir compte du bien-être des populations, de la santé, des écosystèmes et des équilibres climatiques.

Les partisans de la décroissance proposent de mettre fin à cette volonté de croissance illimitée et d'embrasser un mode de vie dit de simplicité volontaire ou de sobriété heureuse, qui limiterait l'impact sur les ressources de la planète. L'idée est de réduire volontairement sa consommation et de mener une vie centrée sur les valeurs familiales, communautaires et écologiques. Ceci permettrait, à long terme, de répartir les richesses de la planète de manière plus juste.

Chez nous, un groupe de personnes, convaincu qu'un autre monde est possible, a créé le ROC, le Réseau Objection de Croissance, à la suite de la journée sans achat de 2008. Ce réseau compte déjà plus d'une centaine de membres issus d'horizons divers et il tend à s'étendre dans toute la Suisse romande.

Son but est de diffuser les concepts de décroissance et de simplicité volontaire dans l'opinion publique de par sa présence dans les médias et au travers de manifestations, de conférences et de débats.

Décroissance versus développement durable

Les tenants de la décroissance voient le «développement durable» comme une contradiction dans les termes. Avec 20 % de la population mondiale qui capare 86% de la consommation privée, le déve-

loppement ne peut tout simplement pas être durable. Une société qui utilise toujours plus de ressources ne peut pas être respectueuse de l'environnement et sera rapidement confrontée au manque de certaines matières premières. Les défenseurs du développement durable pensent que des moyens technologiques permettront de consommer beaucoup moins de matières premières et d'énergie tout en produisant autant de biens et de services, par exemple à travers le recyclage et une autre conception des produits. Or, pour les décroissants, il ne faut pas oublier l'effet rebond: à chaque fois qu'on a réussi à économiser telle ou telle matière première pour produire un bien ou un service, l'effet de ce gain est compensé par un accroissement encore plus important des quantités produites. Par exemple, on a pensé que le développement des technologies de l'information et de la communication permettrait de limiter la consommation de papier et c'est l'inverse qui est arrivé: du fait de ces technologies, on n'a jamais autant imprimé. De plus, le recyclage intégral des matières premières est impossible: le développement durable ne fait que retarder les échéances.

Décroissance versus récession

La décroissance n'est pas à confondre avec récession. Celle-ci est une croissance négative subie par les populations comme résultat de lacunes du système capitaliste.

La décroissance, au contraire, est le choix d'une autre société. Il s'agit de partager équitablement les ressources, de réduire son temps de travail pour avoir le loisir de créer des liens et de renoncer à consommer aveuglément.

Les objecteurs de croissance sont souvent accusés de vouloir retourner à l'âge de la pierre, de chercher à appauvrir davantage ceux qui manquent déjà de tout, alors que ce sont précisément là des effets de la croissance et des conséquences de la récession.

Interview

Portrait d'un objecteur de croissance

Helmut Lubbers, d'origine hollandaise, est arrivé en Suisse en 1969. Il a travaillé dans l'ingénierie mécanique puis dans l'imprimerie. C'est là qu'il a réalisé la face cachée des chaînes de production. Entre 1987 et 1992, il vit entre la Suisse et la Nouvelle-Zélande et passe une licence en psychologie. Sa motivation était d'avoir des outils nécessaires afin de faire passer les messages dans le domaine de l'environnement. En l'an 2000, il rentre définitivement à Genève, où il trouve qu'il y a des possibilités de côtoyer le monde politique international.

Comment es-tu arrivé à adhérer aux principes de la décroissance?

En 1972, le livre «limits to growth» a été publié par le club de Rome de l'époque, un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux. Ils avaient prédit que le pétrole s'épuiserait en 1996... Ils ont eu tort mais ça a été la première étude importante soulignant les dangers écologiques de la croissance économique et démographique que connaît alors le monde. Sa principale proposition, la croissance zéro, a suscité de nombreuses controverses. Ce livre a eu l'effet d'une bombe pour moi: j'ai réalisé que les ressources de la Terre étaient limitées. Mais en fait, c'est en 1982-83 que j'ai commencé à réellement me préoccuper d'écologie à cause de la mort des forêts due aux pluies acides. Il y a d'ailleurs encore actuellement des forêts en très mauvais état en Tchéquie et Pologne. Les catalyseurs automobiles se sont répandus suite à ces pluies inquiétantes. A un niveau personnel, j'ai vendu ma voiture et changé ma manière de consommer.

En quoi décroître serait une solution pour toi?

Je distingue toujours entre l'arrêt de la croissance et la décroissance. Je préfère ne pas utiliser ce dernier terme car on lui donne trop de sens. Arrêt de croissance (ou stop growth en anglais) signifie pour moi arrêter tout ce qui est nouveau. On répare mais on ne fait pas du nouveau, on ne construit rien de nouveau. Ensuite, il faut diminuer la consommation des ressources car nous consommons en excès. Si l'on continue à croître indéfiniment, on va droit au suicide!

Quelles priorités en matière de décroissance?

Il faut d'abord qu'il y ait une prise de conscience qu'on ne peut pas croître à l'infini et surtout, ne pas se baser sur le PIB. On nous fait croire que l'on peut découpler le PIB et la croissance mais c'est faux, ils vont de paire. Il faut un changement politique profond, bien évidemment en respect avec la démocratie. Les politiques doivent agir pour diminuer le poids de l'humain sur l'environnement. Nous sommes allés trop loin à cause du boum pétrolier.

Ensuite, il faut décider comment réduire cette pression vite et de manière efficace. Par exemple, dans les pays froids, on peut difficilement réduire le chauffage au dessous d'une certaine limite mais par contre, les lumières allumées toute la nuit dans les magasins ne sont pas nécessaires. L'utilisation de la voiture peut aussi être diminuée. Les activités que j'appellerai des activités de luxe écologique, comme prendre l'avion pour un week-end à Paris ou même deux semaines aux Maldives devraient être interdites. Pour finir, je dirai qu'il faut vraiment limiter la mobilité des personnes et des marchandises.

Comment rallier des personnes à cette cause?

Je vais régulièrement à des conférences en lien avec l'environnement, l'économie et au moment que j'estime opportun, je donne mon avis. Souvent les personnes détournent mes questions et remarques. Je fais pareil par courriel en réponse à des articles ou des interventions mais aussi dans les débats privés. Ces démarches me permettent de faire passer le concept d'arrêt de croissance. Je fais ceci depuis quelques années mais il est difficile de dire si ça a un impact!

Le ROC s'étend vite (Jura, Neuchâtel, etc.), va-t-il continuer à croître ou est-ce un effet de mode?

Non, ça n'est pas un effet de mode. De plus en plus de personnes réalisent qu'une croissance infinie est impossible. L'extension de ce réseau me semble logique. De plus, c'est pour l'instant le seul mouvement en Suisse qui s'oppose officiellement à la croissance.●

Propos recueillis par Maha Zein

Résister par la décroissance

– Se passer de voiture. Privilégier la marche, le vélo et les transports en commun.

–Se libérer de la télévision: elle est le principal vecteur de conditionnement. Par nature, la télévision exige la rapidité, elle évite les discours de fond et réduit l'information.

– Refuser de prendre l'avion: c'est le mode de transport le plus polluant par personne transportée. Préférer aller moins loin mais en mobilité douce (à pied, à vélo, en train ou en bateau à voile!)

– Boudier la grande distribution: elle déshumanise le travail et défigure les alentours des villes. Il faut lui préférer l'autoproduction alimentaire, les commerces de proximité, les marchés et les coopératives.

– Manger peu de viande: mieux vaut manger des céréales plutôt que d'utiliser des terres agricoles pour nourrir des animaux destinés à l'abattoir.

– Consommer local: consommer des produits importés c'est consommer le pétrole nécessaire à leur acheminement.

– Se politiser: le marché n'est ni de droite, ni du centre, ni de gauche: il suit les lois de la finance et refuse tout débat. L'être humain devrait se soumettre à l'économie. Il faut donc se politiser pour combattre la dictature des firmes.

– Se développer à un niveau personnel: la décroissance économique a pour condition un épanouissement social et humain. La qualité de la relation à soi et aux autres doit être privilégiée au détriment de la volonté de posséder des objets qui nous possèdent à leur tour.●

Franciscans International Une voix aux Nations Unies

Un peu d'histoire

Dans les années '80, Frère Dyonisius Mintoff des ordres des frères mineurs de Malte et Sœur Elisabeth Cameron, franciscaine américaine, ont une intuition: travailler aux Nations Unies est une composante indispensable pour faire évoluer les situations de pauvreté, d'exclusion et d'injustice que subissent tant d'hommes et de femmes dans le monde. Leur engagement s'inscrit à la suite de François d'Assise qui inspire près d'un million de personnes à travers le monde, religieux et laïcs, à travailler au service des plus pauvres et dans les situations ou la paix et la justice sont menacées.

Fondée en 1984, l'organisation Franciscans International (FI) est au service de la famille franciscaine. Elle est présente à New York depuis la date de sa fondation mais aussi à Genève, depuis 1997, et à Bangkok depuis 2006.

La mission

La préoccupation des situations de pauvreté est au centre du travail de FI depuis ses débuts. L'extrême pauvreté est la violation des droits humains la plus répandue dans le monde: elle représente l'un des plus graves scandales de notre temps et empêche la pleine réalisation des Droits humains fondamentaux.

Les formes modernes d'esclavage ou de traite humaine sont d'autres thèmes qui concentrent les efforts de l'organisation. Ce ne sont là que des exemples issus des multiples champs d'action dans lesquels Franciscans International développe son travail de plaidoyer. La présence des Franciscains et Franciscaines dans le monde auprès des plus marginalisés est un facteur déterminant. Grâce à son réseau international, l'équipe active dans le domai-

ne du plaidoyer peut récolter des témoignages directs et fiables. FI peut ainsi faire état des différents violations des droits humains perpétrées au sein des populations dans ses documents et ses déclarations.

Instruments onusiens

Chaque année, l'ONU évalue la mise en place de divers instruments pour le respect des droits humains dans ses pays membres par le biais de mécanismes tels que l'*Examen Périodique Universel* (EPU) ou encore les *Procédures Spéciales*.

L'un des mécanismes clés, qui regarde la conduite d'un pays sur une période de quatre ans, est l'EPU. Le recours à cet instrument permet à la famille franciscaine d'alerter la communauté internationale sur les besoins des plus pauvres et sur les problèmes qu'ils rencontrent dans le domaine du respect de leurs droits. Les rapports et les déclarations issus de FI sont soumis au bureau du Haut Commissariat de l'ONU.

Franciscans International a un programme Afrique et contacte régulièrement les Franciscains du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun ou encore de la République Démocratique du Congo. Ses domaines d'intervention sont vastes: la santé, l'éducation, le trafic des êtres humains, les enfants des rues, la pauvreté, la paix, la torture, les mariages forcés...

Pour la première fois et grâce à la collaboration active de ses membres présents sur le terrain, Franciscans International a pu dénoncer le drame des enfants sorciers au Bénin, problème jusqu'alors tabou et occulté.

Palette d'activités

En Asie du Sud, un programme permet de travailler avec les pays qui vivent des situations de conflit comme le Sri Lanka; des tensions religieuses comme l'Inde et le Pakistan; ou encore des minorités qui subissent des discriminations comme en Papouasie-

Nouvelle Guinée.

La sauvegarde de la Création est un autre domaine de prédilection de la famille franciscaine. Depuis de nombreuses années, son bureau de New York travaille dans les commissions du développement durable. Quant au bureau de Genève et de Bangkok, un programme est mis en place pour s'engager dans les questions environnementales.

Le conseil des Droits de l'Homme mandate des experts indépendants pour étudier des questions telles que le droit à l'eau potable, le droit à la santé, la sécurité alimentaire et la solidarité internationale. Compte tenu de l'expérience des Franciscains sur le terrain, leur contribution est constamment sollicitée afin de nourrir les débats à un niveau international par des expériences vécues, actualisées et crédibles.

Le réseau d'*Action Urgente* donne une réponse immédiate aux violations des droits humains et humanitaires comme les conflits armés et les crises mondiales. Par exemple, FI a pu engager un plaidoyer au moment des violences en Inde ou des sanglantes dernières élections au Kenya.

Ces activités de plaidoyer comprennent aussi des rencontres, du lobbying auprès des missions diplomatiques et l'organisation d'événements. Ainsi, un évêque de la République Démocratique du Congo est récemment venu à Genève pour partager son témoignage sur la situation dramatique vécue par des milliers de personnes déplacées, tuées, maltraitées et particulièrement la situation des femmes et des enfants.

Enfin, Franciscans International organise des formations. L'objectif est d'animer, de mobiliser et former les Franciscains présents sur le terrain ainsi que d'approfondir leurs compétences dans le domaine du plaidoyer pour espérer avoir un véritable impact sur les conditions de vie des plus pauvres à un niveau local.●

Sœur Odile Coirier

www.franciscansinternational.org

Le blues de l'Agenda Problèmes de délais

Vous l'aurez remarqué: depuis la rentrée, notre agenda connaît de trop de ratés entre l'annonce des événements et le moment où le COTMEC-info vous est livré. Une situation qui a atteint le «*sommet du blues*» dans notre dernier numéro lorsqu'un enchaînement de jours fériés et d'un congé bien mérité de nos «*plieurs bénévoles*» a fortement retardé l'envoi de notre feuille jaune. Nous en sommes sincèrement désolés, et, désormais, nous nous appliquons à n'annoncer que des manifestations pour lesquels le préavis est suffisant pour nous doter d'une marge de sécurité.

Ainsi, pour la rentrée, nous vous convions d'ores et déjà à deux rencontres à Genève:

Un Temps pour la création

Pour marquer l'année internationale de la biodiversité, nous vous proposons de passer un après-midi en famille pour découvrir le potentiel spirituel de la sauvegarde de la Création.

Ateliers pour adultes et animations pour enfants vous seront proposés le **25 septembre 2010 de 14h à 18h** à la **salle paroissiale de St-Antoine de Padoue** (GE)

Entreprises et droits humains

Une journée de formation et d'information sur l'impact des entreprises sur les droits humains et les outils à disposition pour les faire respecter. Le **18 octobre au Centre International de Conférences Genève, dès 9h30**, inscription obligatoire info@cotmec.ch ou sur www.droitailimentation.ch Lire aussi en page 2.

Compte-rendu

Secret de polichinelle

«*Est-ce la fin du secret bancaire?*» A l'invitation d'ATTAC-Genève, une conférence-débat sur ce thème réunissait le 11 mai dernier Myret Zaki, rédactrice en chef adjointe de Bilan, et Sébastien Guex, historien de la question. Si la confrontation entre ces deux spécialistes a mis en évidence le changement causé par les différentes «*affaires*» (UBS aux Etats-Unis, liste grise de l'OCDE, données volées et vendues aux fiscaux étrangers), elle a surtout souligné l'hypocrisie qui a toujours accompagné le secret bancaire et les politiques menées contre la fraude fiscale.

Dans le débat actuel, dominé par un catastrophisme propagandiste nous servant ad nauseam des arguments sur la situation désormais inconfortable de la Suisse, cette conférence devait apporter une lecture plus juste du problème

de la fraude fiscale, voire définir les grandes lignes de ses remèdes. Le premier objectif fut atteint, puisque S. Guex a brillamment démontré que la vision apocalyptique des défenseurs du secret qui prétendent un scénario catastrophe s'il devait être abandonné n'a pas lieu d'être: si l'on peut s'attendre à un changement dans les relations avec les autres pays occidentaux en matière fiscale, les millions fraudés en provenance du Sud et d'Etats sans ressources institutionnelles peuvent dormir tranquilles dans les coffres suisses... Au niveau mondial, les attaques contre la Suisse ne changeront pas véritablement la donne, à en croire le tableau inquiétant dressé par M. Zaki du «*marché de l'évasion fiscale*» et des tours de passe-passe –p. ex. les trusts– à disposition des plus fortunés. Pis encore, certaines fraudes institutionnalisées peuvent continuer en Suisse comme sur le reste de la planète financière. Il en va ainsi des transferts de bénéfices –par des facturations plus ou moins fictives– entre les différentes filiales d'une entreprise multinationale qui gonflent les résultats de celles situées sous les cieux fiscalement les plus cléments.

La «*mort*» du secret bancaire ne paraissant rien changer à ce triste panorama, l'on pouvait attendre davantage de ce débat pour ce qui est des solutions. Hélas, seule est apparue une évidence: la fraude fiscale fait partie intégrante du système capitaliste et, en l'état actuel, aucune entité politique – Etats, ou même cantons suisses...– n'est prête à sortir de la logique compétitive qui l'accompagne. En clair, nul gouvernement ne se montrera suffisamment volontariste pour prendre les devants et promouvoir la mise en place d'une solution globale et juste. Comme pour ce qui est des questions climatiques, il s'agit donc fondamentalement d'un problème de gouvernance et les alternatives sont sur ce point encore en gestation.● *Jonas Pasquier*



Eclairage

La COTMEC diaconesse?

Une journée diocésaine vient de se tenir à Neuchâtel autour du thème de la diaconie. La COTMEC y était invitée et tint sa place. On pourrait se demander pourquoi.

Sans être spécialiste en étymologie, il me semble que ce mot d'origine grecque pourrait signifier partage (dia) communautaire (koinônia). L'usage est fréquent dans le Nouveau Testament. Des hommes –pas encore des femmes!–, si j'en crois les Actes des Apôtres, sont désignés pour cette tâche qui consiste à «servir aux tables». La tradition de l'Eglise a gardé le souvenir de deux tables, différentes et complémentaires: celle de la Parole de Dieu et celle où est servi le pain eucharistique avec le pain ordinaire. Car, encore une fois, si j'en crois le Nouveau Testament, ces deux repas n'en faisaient qu'un à l'origine.

Ce double partage, pain et parole, est confié à des «diacres». On en connaît quelques uns. Un des plus célèbres fut Etienne dont le discours lui coûta la vie. Le métier de diacre, en effet, n'est pas sans danger. Sa parole exposée ne peut plaire à tout le monde. Il est intéressant de noter aussi que ces hommes ont été institués pour que le partage des biens se fasse sans discrimination, ni favoritisme. Une seule règle à observer: l'attention et la réponse aux besoins réels des démunis, quelles que soient leurs origines sociales, familiales ou ethniques.

Cette mission imposait donc au diacre de gérer honnêtement ce double trésor –la Parole et le Pain– et de le partager en toute équité. Il devait éviter que ses aumônes ne soient détournées et accaparées par des voleurs, des brigands ou des aigrefins. On connaît la «légende» du diacre Laurent, répandue dans l'Eglise romaine et universelle. Il mourut sur un gril pour avoir refusé de livrer à de puissants politiques des richesses qui, disait-il, n'appartenaient qu'aux pauvres. (suite en page 2)

Edito

Echos des locaux

Fin juin s'achèvera la «période de transition» de la COTMEC, comme convenu en novembre 2009 avec le Vicariat (voir C-info 313). L'heure est venue de dire au-revoir à notre collègue Maha Zein qui nous aura accompagnés, avec bonheur et efficacité, pendant une année. Ces derniers mois, elle a formé un duo de choc avec Inès Calstas: leur collaboration a donné lieu à la réalisation de scénarios d'animation pour les jeunes. Riches et variés leur succès, à la suite de celui de la brochure, ne s'est pas fait attendre. Ce printemps, nous avons été sollicités pour effectuer 15 interventions dans des lieux aussi différents que des écoles, des groupes de paroisses ou des associations d'étudiants. Tant et si bien que toute l'équipe a pu goûter à la joie du travail «de terrain». Sans compter les ateliers animés au Forum diocésain de Neuchâtel où ont pris part des membres de notre commission!

La COTMEC ne s'est pas pour autant entièrement féminisée! Outre le support sans faille de notre président Claude Fol, nous avons accueilli, en avril, une nouvelle figure masculine en la personne de Jean-Benoît Charrin. Au bénéfice d'une double formation en théologie et droit, il assure la coordination exécutive du symposium «Entreprises et droits humains» (lire page 2 et 6). Ce projet, né de la collaboration étroite entre la COTMEC, Pain pour le prochain et Action de Carême, est financièrement soutenu par la Fédération genevoise de coopération.

Au rang des bonnes nouvelles, signalons que la Loterie romande a donné suite à une demande de fonds pour la publication de témoignages de la région des Grands Lacs chère à notre ami Justin. Cette donation a relancé le projet soutenu aussi par EIRENE qui va étendre à la fois ses activités et sa présence dans nos locaux suite à une fusion avec GVOM. Quant aux murs, ils vont prendre un coup de jeune grâce à l'initiative du Vicariat de réhabiliter nos catacombes. Ce qui permettra de mieux utiliser un sous-sol les jours de pointe où une dizaine de personnes se côtoient et se stimulent mutuellement au 16 boulevard du pont d'Arve, couvrant d'éclats de voix le vacarme d'un axe routier fort encombré.● *Martyna Olivet*

Eclairage (suite)

Défendre le bien et le droit des pauvres est donc un élément essentiel du cahier de charges du diacre. Comme il est aussi au service de la Parole, il lui appartient également de la défendre contre toute aliénation, récupération et trahison. Ce qui l'expose souvent à des pressions, à des intimidations, parfois à des rejets et, pour finir, à la persécution. L'Eglise, au cours de son histoire, a plus souffert du détournement de la Parole que de l'aliénation de ses richesses matérielles. Le diacre perdrait son honneur s'il devenait un jour «théologien de la couronne».

Alors, la COTMEC diaconesse? Oui, en quelque sorte. Même si elle n'a aucuns fonds à distribuer. Elle en mendierait presque. Démonie, elle est pourtant riche d'une Parole qu'elle doit faire entendre en faveur des pauvres. Voix des sans voix et des exclus. Muselée ou aphone, la COTMEC perdrait non seulement son sens, mais deviendrait dans l'Eglise et la société un organisme stérile, coûteux et encombrant. Selon les Actes, le diacre –ou la diaconesse– doit être «rempli d'Esprit et de sagesse». L'Esprit est synonyme de liberté et la sagesse divine n'est que folie aux yeux des hommes.●

Guy Musy

Les faims dans le monde

À cause de la pauvreté

Dans le cadre de la Campagne œcuménique de Carême, la COTMEC, Terre Nouvelle, le Centre catholique international et les aumôneries universitaires ont mis sur pied, fin avril, une passionnante table ronde sur le droit à l'alimentation. Avec la participation d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies

sur cette question et de Pilar Fajarnes, de la CNUCED. Selon eux, mettre fin à la faim dépend avant tout d'une volonté politique.

La crise alimentaire, virulente en 2007 et 2008, avec des «émeutes de la faim» dans plusieurs pays, a depuis été occultée par la crise financière. Elle n'en a pas disparu pour autant, a souligné Pilar Fajarnes. Certes, les prix des denrées de base –riz, blé, soja...– qui avaient alors atteint des sommets ont baissé, mais ils ne sont pas revenus au niveau antérieur.

On ne devrait pas parler de «la» faim dans le monde, mais des faims qui affectent au total un milliard d'individus, a déclaré Olivier De Schutter. Sur ce milliard, la moitié sont des petits paysans, deux cent millions des ouvriers agricoles, cent millions des pêcheurs –le poisson se raréfie– ou des cueilleurs-chasseurs. Et enfin, en nombre croissant, des habitants des bidonvilles.

La solution qui vient spontanément à l'esprit –il faut augmenter la production agricole– n'est pas la panacée, selon M. De Schutter. On a de quoi nourrir toute la population mondiale et même de faire face à son accroissement. Cependant, 30% des aliments sont gaspillés. Surtout, s'il y a de la faim, c'est parce qu'on fabrique des pauvres privés de pouvoir d'achat. En cause, entre autres, l'héritage de la colonisation, avec les grandes plantations et donc une concentration agraire inégalitaire. Ou les «plans d'ajustement structurels» du Fonds monétaire international.

Aujourd'hui, avec la mondialisation, les grandes firmes agro-alimentaires captent une part croissante de la valeur de la production agricole. Se profile aussi le défi environnemental. La hausse de la température provoquera une chute des rendements dans les pays africains.

Le dialogue avec le public a permis d'aborder d'autres thèmes. Comme le fait que l'agro-indus-

trie dépend d'un pétrole en voie de disparition. Ou le «scandale» des acquisitions massives de terres dans des pays du Sud au détriment des paysans locaux. La mise en œuvre du droit à l'alimentation dépend d'un complet changement de modèle. Or, les petits paysans sont exclus des pouvoirs en place, otages des grandes firmes ou des exportateurs. Conclusion: «Le problème de la faim est politique et non pas technique».

Michel Bavarel

Symposium

Entreprises et droits humains

Quel est l'impact de nos entreprises à l'étranger? Quel est l'effet de la production massive d'agrocarburants pour les populations du Sud? Quels sont les recours disponibles et leur efficacité pour les victimes de violations de droits fondamentaux? Lundi 18 octobre 2010, au Centre International de Conférences de Genève (CICG), la COTMEC organise avec Action de Carême et Pain pour le prochain un symposium d'une journée pour traiter, à partir d'un «cas d'école», les problématiques soulevées par ces questions.

La conférence comprendra deux parties distinctes. Le matin, la parole sera donnée à des représentants d'ONGs du Sud et des entreprises genevoises actives dans le même pays. L'après-midi sera consacrée à évaluer l'efficacité des systèmes juridiques et politiques internationaux pour répondre aux problèmes soulevés. Pour terminer, les participants seront invités à réfléchir à la responsabilité des autorités suisses et à quelques perspectives à suivre dans notre contexte national.● *Jean-Benoît Charrin*
Inscriptions et renseignements: <http://www.droitalimentation.ch/index.php?id=240> ou info@cotmec.ch

Après Copenhague

Relancer la mobilisation pour la Terre-mère

Du 20 au 22 avril s'est tenue, à Cochabamba, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique. A l'invitation du gouvernement bolivien, quelques 15'000 participants –représentants des peuples autochtones, ONGs, ainsi que certains délégués gouvernementaux– sont rassemblés pour tenter de relancer la mobilisation sur le climat après l'échec de Copenhague. Cet «autre sommet» était l'occasion d'incorporer un front plus large d'acteurs de la société civile exclus des (non)-décisions du sommet onusien de décembre 2009, et de tenter de dépasser les blocages des négociations d'un accord global sur le climat. Dans un même élan, une rencontre était organisée à Genève le 19 avril par les ONGs actives dans le secteur environnemental. Ces mobilisations, si elles dénoncent les blocages du processus «officiel» de négociation et la formidable force de proposition de la société civile, mettent aussi en lumière les énormes défis qui se posent à une «autre» action pour le climat.

Un souffle nouveau

L'argument phare à l'origine de l'organisation du sommet de Cochabamba était le déficit démocratique des négociations du sommet de Copenhague. En effet, au-delà de l'échec de la conférence, c'est la forme prise par les négociations qui a été jugée inacceptable par des pays comme la Bolivie. Pour rappel, l'«accord» de Copenhague fut négocié via un processus diplomatique parallèle entre «grands» puis imposé aux autres participants dans les dernières heures de la conférence. Certains gouvernements –dont celui d'Evo Morales– avaient dénoncé le chantage effectué par certains pays (menaces de représailles économiques et de coupes dans l'aide internationale, notamment) pour forcer l'adhésion des «petits». La Bolivie avait alors refusé de signer et lancé, dans la foulée, l'idée du rassemblement de Cochabamba.

Le Sommet des peuples s'est alors profilé comme un «autre» (pour ne pas dire un «anti») Copenhague. En premier lieu, il faisait la part belle aux habituels oubliés des grandes réunions internationales, les peuples autochtones, souvent premières victimes des changements climatiques. De plus, la conférence se proposait explicitement de lancer une dynamique de mobilisation qui puisse agir sur le processus officiel et, selon les mots de Juan Pablo Ramos, vice-ministre bolivien de l'Environnement,

de la Biodiversité et du Changement climatique, «d'influencer fondamentalement le prochain sommet sur le climat». Les organisateurs boliviens se sont d'ailleurs engagés à présenter officiellement les recommandations de Cochabamba à la Conférence onusienne qui se déroulera au Mexique, à Cancun, du 29 novembre au 10 décembre 2010.

Une formidable force de proposition

La dynamique lancée –ou relancée, sachant que l'action de la société civile et des peuples autochtones en faveur du climat ne date pas d'aujourd'hui– par le sommet de Cochabamba doit ainsi être pensée et analysée en contrepoint avec le processus de négociation qui se déroule sous l'égide de l'ONU entre délégués gouvernementaux. Dans cette optique, société civile et peuples autochtones demeurent de formidables et nécessaires forces de proposition, à l'heure où tous les engagements sur la table de négociation «officielle», de Copenhague à Cancun en passant par Bonn, demeurent minimalistes. En effet, ils sont insuffisants pour garantir une division par deux des actuelles émissions de CO₂ qui permette de limiter le réchauffement climatique en deçà d'une hausse de deux degrés d'ici à 2050 (il s'agit là d'un seuil jugé maximal pour éviter de funestes conséquences pour l'ensemble de la planète). Et ce alors que les spécialistes estiment presque impossible la conclusion d'un accord avant la fin 2011 et le sommet suivant de l'ONU prévu en Afrique du Sud... Ambitions constamment revues à la baisse, report des décisions d'un sommet à l'autre, sans parler du négationnisme d'une partie de l'opinion publique sur l'existence même du réchauffement climatique: les attermolements du processus intergouvernemental sur le climat et les difficultés des acteurs politiques à avancer de concert vers de véritables solutions aux problèmes environnementaux exigent l'exploration d'une autre voie, et c'est ce à quoi nous invite Cochabamba.

Concrètement, le Sommet des peuples a débouché sur des propositions novatrices qui se démarquent clairement des sujets habituellement abordés dans les négociations (baisse des émissions de CO₂, aide aux pays les plus exposés ou transfert de technologies vertes) qui sont autant de points de désaccords entre acteurs internationaux. Dans une déclaration finale commune –une première pour un forum de ce type!–, les conférenciers ont proposé la mise sur pied d'un Tribunal international de Justice climatique et environnementale à même de juger les pays, entreprises ou personnes jouant un rôle dans l'aggravation des changements climatiques ou portant atteinte à l'environnement. Comparable à la Cour internationale de Justice, il arbitrerait les différends liés à l'application des traités environnementaux internationaux. Bien qu'elle demeure

timide tant que les traités internationaux sur le climat n'auront pas acquis un caractère plus contraignant, cette proposition est une contribution louable à l'érection des questions environnementales au niveau du droit «supérieur».

Autre proposition phare est l'organisation d'un référendum mondial contraignant sur le climat le 22 avril 2011. Cette idée s'inscrit dans la logique participative qui a présidé à l'organisation du sommet et démontre le souci d'associer les citoyens, les peuples autochtones et la société civile à un enjeu global par excellence. Un tel processus doit être exploré, pour porter encore plus loin la mobilisation citoyenne qui avait accompagné le sommet de Copenhague ou des actions comme celle de l'ONG *Avaaz'*, qui avait lancé une mobilisation sans précédent via Internet. La sauvegarde du climat concerne en effet tout un chacun, individuellement et par-delà les intérêts économiques et géopolitiques des Etats; l'approche participative promue à Cochabamba semble de ce fait la seule voie cohérente.

Au-delà des mots?

Si le bien-fondé de ces propositions est indiscutable, la question de leur concrétisation se pose avec d'autant plus d'acuité. La force de proposition de la société civile demeure puissante, mais la mise en place de courroies de transmission efficaces reste un défi majeur. Sur ce point, force est de constater que le sommet de Cochabamba s'est heurté aux mêmes contradictions que la mouvance altermondialiste dans son ensemble, et ce notamment dans les liens qu'il convient de construire avec les acteurs et décideurs politiques «établis». Selon Eduardo Gudynas, économiste au Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES), la question se pose déjà au regard de l'organisation même du rassemblement de Cochabamba: un sommet «des peuples» peut-il être organisé par un Etat sans nuire à «l'indépendance des propositions de la société civile»? Au-delà du sommet lui-même, les propositions des acteurs non-étatiques doivent-elles être soutenues par une action et une mobilisation détachées des canaux politiques institutionnels, ou au contraire «projetées» vers un processus politique aux mains d'Etats volontaristes?

Quelle que soit la réponse que le processus de Cochabamba donne à cette question, la route s'annonce semée d'embûches. Alors que la pluralité qui fait la force d'un mouvement alternatif global est aussi la faiblesse du premier scénario, les perspectives du second ne sont guère plus encourageantes. En effet, il n'existe pour l'heure aucun Etat qui n'adopte une posture véritablement neutre et détachée de ses intérêts économiques en matière environnementale... Chaque pays occidental se dit prêt

à des concessions à la condition de ne pas être le seul à les faire, et aucun ne se hasarde à faire le premier pas. La Chine et les Etats-Unis jouent en duo la même partition en ce qui concerne leurs émissions de CO₂.

Et hélas, ce constat vaut également dans une certaine mesure pour de nombreux pays du Sud, y compris la Bolivie. Bien que celle-ci occupe la première place dans la protection du climat et la défense de la Terre-mère –sa nouvelle Constitution consacre officiellement la primauté de la préservation de la nature sur l'exploitation et l'industrialisation des ressources naturelles–, ces engagements demeurent largement théoriques. La Bolivie vit de fait toujours dans une logique d'exploitation intensive des matières premières, héritage structurel de son développement économique historique que n'effaceront pas les mandats de l'administration Morales, surtout quand on pense que cette dernière a fait de l'exploitation des hydrocarbures le pilier de sa politique économique. Cet argument ne vise pas à décrédibiliser la seule Bolivie quant aux contradictions qui demeurent entre son positionnement comme «pays vert» et ses agissements, mais plutôt à souligner qu'il s'agit-là d'une ambiguïté qui n'épargne pas les pays qui s'affichent comme volontaristes sur la scène climatique.

«Changeons le système, pas le climat!»

Le sommet des peuples a ainsi illustré les contradictions sous-jacentes à la cause climatique, et au fait que cette dernière ne pourra avancer que via le renoncement aux objectifs de développement économique «conventionnels» qui érigent la croissance en indicateur économique central. Ce constat vaut tant pour les pays du Nord que du Sud. Dès lors, c'est le message anticapitaliste exprimé à Cochabamba qu'il faut peut-être retenir comme le fondement d'une action efficace pour sauver la planète. Ainsi que l'a affirmé Evo Morales dans son discours d'ouverture de la Conférence, «le capitalisme est la cause du problème et doit disparaître». Bien que du fait des contradictions relevées plus haut, la concrétisation d'une telle ligne d'action puisse sembler confiner à la gageure, le sommet de Cochabamba a eu le mérite de poser clairement cet objectif: «Changeons le système, pas le climat!»●

Jonas Pasquier

1. Plus d'informations: <http://www.avaaz.org/fr/>

Bésil: le «Cri des exclus»

Au Brésil, moins de 1% des exploitations agricoles, comptant plus de 1'000 hectares, occupent 44 % des terres, alors que près de la moitié des fermes, de moins de 10 hectares, ne disposent que de 2,36%. C'est l'une des raisons mises en avant pour appeler la population à réclamer une limitation de la propriété de la terre. L'opération est lancée durant la «Semaine de la Patrie» de ce début septembre.

Le 7 septembre, le Brésil célèbre son indépendance. Depuis seize ans retentit ce jour-là le «Cri des exclus», avec cette question: «Où sont nos droits?» Cette année, le «Cri des exclus» s'est associé à une campagne nationale visant à la réduction des –trop– grands domaines. Une pétition demande l'introduction d'un amendement à la Constitution stipulant que «pour remplir sa fonction sociale, la propriété rurale aura une limite maximum de 35 modules fiscaux, afin de garantir la démocratisation de l'accès à la terre et la souveraineté territoriale et alimentaire». Un «module fiscal» est une superficie, variable selon les régions, suivant la fertilité du sol et d'autres facteurs, permettant à une famille d'obtenir sa subsistance.

Parallèlement, les Brésiliens sont appelés à répondre à une consultation populaire, sans caractère officiel, leur demandant s'ils sont, oui ou non, d'accord pour que les grandes propriétés aient une taille maximum. Et, deuxième question, s'ils estiment que cette limite rend possible l'augmentation de la production d'aliments sains et améliore les conditions de vie à la campagne et dans les villes. On attend des centaines de milliers de réponses et les résultats devraient être communiqués à la fin septembre.

Limiter la propriété de la terre

D'insupportables injustices

L'opération a été lancée par le *Forum national pour la réforme agraire et la justice dans les campagnes* qui rassemble nombre de mouvements, dont des organismes ecclésiastiques. Dans une lettre, la *Conférence des évêques du Brésil* (CNBB), tout en relevant que l'initiative ne vient pas d'elle et n'est pas placée sous sa responsabilité, la déclare «en sintonie avec l'enseignement de l'Église». Un enseignement qui, rappellent les responsables de la CNBB, dénonce les «insupportables injustices provoquées par l'appropriation indue de la terre» et juge le latifundio «intrinsèquement illégitime».

Dom Demétrio Valentini, évêque de Jales (État de São Paulo) –connu en Suisse pour avoir été l'hôte d'une de nos campagnes de Carême– recommande aux membres de la *Caritas* brésilienne, qu'il préside, de participer à la consultation. «Notre engagement dans cette pratique citoyenne de démocratie directe est une manière d'accomplir notre mission évangélique en faveur des exclus et avec eux, construisant une société juste et solidaire qui garantisse une vie digne pour tous», a déclaré de son côté Dom Stringhini, président de la Commission épiscopale des pastorales sociales. Le *Conseil national des Églises chrétiennes* (CONIC), rassemblant, avec les catholiques, des anglicans, des presbytériens, des luthériens et des orthodoxes, a aussi invité les communautés chrétiennes à se mobiliser.

«Qui dit Dieu dit en même temps justice et amour. Toute personne qui, même sans parler de Dieu, s'engage pour la justice et le droit est en relation avec l'Esprit», affirme Dom Pedro Casaldàliga, évêque «émérite», poète et mystique.

Le soja ou le riz et les haricots?

D'autres arguments sont avancés en faveur de la limitation de la propriété agraire. Selon la *Commission pastorale de la terre* (CPT), les revenus de 73% des 38 millions d'habitants des zones rurales se situent sous la ligne de pauvreté. Nombre d'ouvriers agricoles sont exploités et c'est tout dans les grandes propriétés qu'on découvre des cas de «travail d'esclave». La CPT recense chaque année de nombreux conflits pour la terre qui entraînent la mort de paysans, de militants syndicaux, de religieux, etc. Une situation qui contribue à l'exode rural et à l'entassement de la population dans les favelas.

On souligne encore que l'agriculture familiale procure un emploi pour 5 hectares, alors que dans le cas du latifundio ce ratio est de 1 pour 223 hectares. Et qu'elle produit la majeure partie de la nourriture consommée sur place, tandis que l'agro-industrie est tournée vers l'exportation. Une publication du *Centre foi et justice* du Mato Grosso indique que, dans cet État, la surface consacrée à la culture du soja (destinée au bétail d'Europe ou de Chine) représente 18 fois celle dévolue au riz et aux haricots réunis, base de l'alimentation. Sans parler de la déforestation, de la dégradation des sols ou de la destruction de la biodiversité...

La concentration de la propriété de la terre au Brésil, l'une des pires du monde, remonte à la période coloniale. La réforme agraire ne s'y effectue qu'à un rythme fort lent. La consultation vise à provoquer une prise de conscience. Et à faire pression sur les candidats aux élections législatives et présidentielles qui auront lieu en octobre. ●

Michel Bavarel

Compte-rendu

Les semences de la faim

Pour le Malien Mamadou Goita, fondateur de l'*Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement*, la «révolution verte» promise à l'Afrique continue de s'apparenter à une «agression du continent» par les multinationales et à une mise sous tutelle des populations agricoles. De passage à Genève le 17 juin dernier, il a dénoncé avec virulence la marchandisation des semences promue par les grands groupes agrochimiques.

La «réification» de ce qui devrait être un bien collectif a un impact culturel important en individualisant une production initialement basée sur un modèle familial. Mais, surtout, la promotion de semences hybrides FI (cf

page 6), prérèté le renouvellement des sols, homogénéise la production agricole et participe à l'exclusion économique qui affame une grande partie de la population. En Afrique, l'expansion controversée de la variété de riz Nerica est un bon exemple d'une mise sous dépendance des producteurs locaux avec la bénédiction des gouvernements occidentaux (lire le rapport <http://www.grain.org/briefings/?id=216>).

Combat inégal

Dans un combat qui semble si déséquilibré, comment lutter contre ces affameurs affamés de profit? Selon le chercheur malien, la mobilisation de la société civile est une condition essentielle pour l'adoption d'autres règles du jeu. A cet égard, la prise de conscience en cours est encourageante. Pour Christophe Golay, chercheur à l'*Académie des droits humains de Genève*, le «*changement structurel en faveur des paysans et des populations locales doit aussi passer par le développement du droit à l'alimentation*».

Présent dans les textes de l'ONU et du FAO depuis 2004, ce droit a, en théorie, un poids juridique. Il importe, dès lors, de renforcer sa mise en pratique en le rendant imposable aux Etats membres. Ceux-ci devraient, par exemple, se justifier quand ils mènent des politiques agricoles (comme l'autorisation d'OGM) qui vont à l'encontre de l'intérêt des populations. Selon l'expert genevois, l'adoption, à l'horizon 2011, d'une Convention de l'ONU s'inspirant, par exemple, de la Déclaration sur le droit à l'alimentation de Via Campesina, représenterait un pas décisif, notamment pour s'opposer aux «envahisseurs semenciers», selon les termes de Mamadou Goita. Au vu de la puissance de lobbying de ces derniers, «le défi est énorme mais pas utopique», conclut Christophe Golay. ●

Jonas Pasquier



Soirée-débat

Les Roms à Genève

Vivre ensemble n'est pas toujours facile! Mais quand nos partenaires ne parlent pas notre langue et ils vivent dans la rue, cette co-habitation devient alors presque hors d'atteinte... Existe-t-il, pourtant, des formes d'intégration possibles?

Face à cet enjeu, certaines paroisses nous ont demandé d'organiser un «*temps fort*» avec les Roms. Le *Département Ouverture au monde* (DOM) de l'Église Catholique de Genève a relevé le défi et vous invite, le 7 octobre prochain à une conférence-débat sur les Roms en présence notamment de Mgr. Pierre Farine, de Julie Biro du CCFD, (Paris), de Lulia Hasdeu, anthropologue et de Dina Bazarbachi, présidente de *Mesemrom*.

La soirée sera aussi l'occasion de partager un repas préparé par des femmes Roms, d'écouter la musique tsigane et de découvrir le travail du photographe Eric Roset, qui depuis des années documente la vie de cette communauté à Genève. ●
l'équipe de la COTMEC et du DOM
Lieu et heure
Paroisse du Sacré-Coeur
18, rue Général-Dufour
Jeudi 7 octobre 2010
à partir de 18h30
1204 Genève
Entrée libre

info



Eclairage

Quand on a que l'amour...

Une vieille ballade de Théodore Botrel –chantée dans sa jeunesse par ma défunte mère– me revient en mémoire:

«Vous dormirez en paix, ô riches,
vous et vos capitaux,
tant que les gueux auront des miches
où planter leurs couteaux».

Les pauvres ne ficheront jamais leurs lames brillantes dans le cœur des banquiers, si ces derniers sont assez intelligents pour partager leurs bonus avec les damnés de la terre et les forcés de la faim». Botrel pouvait dormir en paix. Les gueux trouvaient encore du pain chez les riches et le grand soir était remis à plus tard.

Je fredonnais ce refrain lorsque, au cœur d'une dernière nuit, je surpris un ami à l'arrêt d'un tram genevois. Il avait dans ses bras un petit gars de trois ans, dormant comme un bienheureux contre son papa. Ils rentraient de loin. Je les accompagnai jusqu'à leur domicile, voisin du mien, portant gauchement la trottinette du petit. Des jours durant, cette scène m'a poursuivi. Idyllique? Non. Évangélique, tout simplement. Une image saisissante de la paternité divine, veillant sur ses enfants. Comme ce père qui serrait contre lui son fils endormi, indifférent aux frayeurs de la nuit, aux bruits de la ville et aux secousses du tram.

Alors, je mets au goût du jour le vieux Botrel et je chantonne: «Dormez en paix juges, policiers, géologues, sociologues, éducateurs, pédiatres et autres psy. Tant que nous aurons des pères –et des mères aussi–, portant avec amour et tendresse leurs enfants endormis.»

Quoi qu'on en dise, notre monde a encore de beaux jours devant lui. Quand on a que l'amour... ●

Guy Musy

Edito

Saveurs sur catalogue

J'ai croqué le fruit défendu. En digne héritière d'Eve, me direz-vous. Pourtant, loin de moi l'idée de la partager la pomme de mon péché. J'ai savouré jusqu'à la lie, plus poétique qu'un trognon, sa délicate chair d'un blanc immaculé, virant sur le rose aux abords de sa peau délicatement marbrée. Inutile de vous emballez: il n'y a guère de chance que cette merveille vienne un jour vous tenter sur les étals de nos supermarchés. Essence paysanne par excellence, elle ne peut se vanter d'être inscrite au grand livre du *Catalogue officiel des espèces et variétés* (cf. p. 5). Ceci lui ferme la porte de la grande distribution et peut m'interdire jusqu'à l'usage des graines en provenance de son arbre fruitier. Ne m'en voulez donc pas de garder secrète l'adresse de ce verger, et de ne point divulguer le nom de cette variété.

En cette année où l'ONU nous invite à célébrer la biodiversité, force est de constater que cultiver sa sauvegarde n'est pas toujours compatible avec les intérêts des grands semenciers. Titulaires de droits et brevets sur les graines issues des «variétés améliorées», ils règnent en maître au catalogue de nos fruits et légumes autorisés. Il y flotte pourtant un triste parfum homogène, stable et standardisé, n'en déplaise à nos papilles qui n'ont, de toute façon, guère matière à comparer. Qui pourra donc se rappeler qu'il existait en Europe plus de 8'000 variétés de pommes dont se délecter. En un siècle, seules cinq ou six sont encore commercialisées. Une indéniable perte de biodiversité, qui appauvrit nos campagnes et enrichit des intérêts privés.

Mais la mobilisation gagne en vigueur: en France, *Agir pour l'environnement* fait campagne pour que soit réhabilitée la culture de la diversité; en Suisse, *ProSpecieRara* s'oppose à une réglementation trop stricte des semences et des plantes, et, plus au sud, des voix protestent contre une situation où le vivant breveté va de pair avec des paysans enchaînés. ●

Martyna Olivet

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Église Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Avoirs illicites Restitution compromise

En 2007, sous l’impulsion du conseiller national Felix Gutzwiller, le Conseil fédéral décide d’adapter les dispositions légales sur la restitution des avoirs illicites des potentats déposés les banques suisses. Il s’agit de disjointre la saisie et la restitution de biens mal acquis des procédures d’entraide pénale internationale. Comme plusieurs affaires l’ont montré, de telles procédures sont en effet peu adaptées dans le cas d’Etats dits «*défaillants*» n’ayant pas la capacité d’entreprendre des démarches contre leurs anciens dirigeants.

Les lacunes de l’ordre juridique helvétique, empêchant de saisir et de restituer des biens notoirement mal acquis en l’absence de procédures dans leur pays d’origine, sont devenues patentes avec la restitution, en 2009, des fonds du maréchal Mobutu à ses héritiers et la décision du Tribunal fédéral, en janvier 2010, de lever le blocage des fonds Duvalier. Survenant dans le contexte du tremblement de terre haïtien, cette dernière décision, heureusement suspendue par le Conseil fédéral, a sans doute accéléré la mise en consultation, en février dernier, d’un projet de loi sur la restitution des avoirs illicites¹ (LRAI), censé permettre désormais une confiscation et une restitution facilitées des biens mal acquis entreposés en Suisse. Malheureusement, ce projet de loi est loin de tenir ses promesses.

Application limitée

Contrairement aux intentions initiales du Conseil fédéral, le projet de loi ne permet de lancer une procédure de confiscation de biens illicites que lorsque ceux-ci ont fait l’objet d’une demande d’entraide judiciaire

internationale. La loi n’est donc d’aucune utilité pour r les Etats incapables d’actionner de telles démarches ou dont le système judiciaire demeure sous la coupe des potentats concernés.

La société civile oubliée

Autre aspect restrictif du projet, l’impossibilité, pour les victimes des potentats ou la société civile, de se substituer à l’Etat défaillant lorsque celui-ci n’entreprend aucune démarche. Principale victime des pillages, la population devrait pouvoir actionner elle-même le processus de blocage et de confiscation de biens mal acquis.

Règlement à l’amiable

La loi prévoit enfin la possibilité de restituer les biens mal acquis sur la base d’une solution transactionnelle. En d’autres termes, elle permet de substituer à la procédure judiciaire classique un arrangement basé sur une négociation politique avec les autorisés de l’Etat d’origine des fonds. Lorsque les autorités de l’Etat défaillant sont celles-là même qui ont détourné les fonds bloqués en Suisse, cela revient à négocier avec le voleur des modalités de restitution du produit de son larcin, tout en liquidant à bon compte une procédure embarrassante pour les intermédiaires financiers et les autorités suisses.

La Suisse doit mieux faire

Lors du *Forum global sur la restitution des avoirs illicites*, tenu à Paris les 8 et 9 juin 2010 sous les auspices de la Banque mondiale, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a affirmé sans sourciller que «*la Suisse est exemplaire*» du point de vue de la restitution des avoirs illicites. Certes, des sommes non négligeables ont été rendues ces dernières années à des pays victimes de la corruption de leurs dirigeants, notamment dans le règlement de l’affaire Abacha. Mais les restrictions prévues par le projet de loi

révèlent un écart patent entre les intentions proclamées des autorités suisses et leur traduction dans les faits.● *Thomas Chappot –Déclaration de Berne*

1. Vous pouvez suivre l’état des délibérations sur le site du parlement http://www.parlament.ch/fi/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20100039, à noter qu’à l’heure où nous mettons sous presse, la loi est sur le point de passer devant le Conseil national.

Entreprises et droits humains

Vers une responsabilité accrue

Le rapport de force inégal entre les gouvernements du Sud et les entreprises occidentales investissant sur leur territoire représente un risque important pour la jouissance des droits humains. De quels recours disposent les populations affectées? Le droit international offre-t-il des possibilités? Que peut faire la Confédération pour faire respecter les droits humains par les entreprises ayant leur siège en Suisse?

Cependant, sanctionner les violations de droits de l’homme par des entreprises sous-entend disposer d’outils juridiques adéquats, or ce n’est pas tâche facile. C’est pourquoi le présent Symposium se fixe comme objectif de décortiquer les difficultés rencontrées, mais également d’explorer les nouvelles voies d’accès à des forums efficaces en cas de violations, tant sur le plan international qu’en Suisse.

La location de 12’500 hectares de terre au Sierre Leone par une entreprise suisse servira d’exemple. A partir d’une telle réalité, des experts du terrain débateront des possibilités de protection des communautés locales, et des outils à disposition des Etats d’agir efficacement pour le respect des droits humains.●

Jean-Claude Huot

Reproduction de la vie Interdit de semer

2010 a été décrétée Année internationale de la biodiversité. Pourtant, à l’heure où 90% de l’alimentation mondiale repose sur seulement 15 espèces végétales et 8 espèces animales, les droits de propriétés intellectuelles (DPI) sur le vivant continent à prendre de l’ampleur. Tour d’horizon.

Aujourd’hui, vous avez, d’un côté, trois entreprises (Monsanto, DuPont et Syngenta) qui détiennent 47% du marché des semences exclusives et, de l’autre, des agriculteurs qui perdent leur droit de ressemer les graines issues de leurs récoltes. Une situation d’aliénation dramatique pour 1,4 milliard de petits paysans dans le monde dont la survie est étroitement liée à leur possibilité d’utiliser leurs propres semences d’année en année. Interdire cette pratique met en péril bien plus qu’une forme d’assurance vie. «*Si nous perdons nos semences, nous perdons tout: la base de notre subsistance et notre identité*», affirme un agriculteur bissau-guinéen. Les droits collectifs des paysans sur les semences, souvent non écrits et négociés au sein d’une communauté, se voient évincés au profit des droits de propriété intellectuelle. On assiste à un glissement d’une vision des semences comme bien commun de l’humanité à celle de marchandises industrielles commercialisables. En bref, une réification du vivant s’opère.

Triple scandale

Pourtant, les variétés actuelles sont issues de sélections successives effectuées par des générations d’agriculteurs. En vertu de quoi, les firmes agro-semencières, qui n’introduisent qu’une ultime modification, se verraient arroger la totalité de la jouissance de la propriété intellectuelle? «*Ce sont les règles du marché*», répondent certains, tandis que les agriculteurs étouffent sous la dépendance des multinationales qui fixent le prix des semences. Et qu’éclatent des émeutes de la faim.

Outre le scandale social et économique, apparaît un enjeu environnemental de taille: avec le réchauffement global, l’humanité a besoin d’avoir recours à des semences plus anciennes, d’avantage aptes à s’adapter aux modifications du climat. Or, seule la petite paysannerie possède encore certaines de ces variétés et le savoir-faire indispensable à leur culture. Une connaissance ancestrale convoitée par les grandes firmes qui tentent de la leur arracher.

Historique d’une dépossession

- En 1932, un Catalogue obligatoire est mis en place en Europe, qui recense uniquement les semences stables et homogènes. Dès lors, seules les semences inscrites dans ce catalogue peuvent être commercialisées ou échangées. Les semences de fermes, jamais stables ni homogènes (car chaque fois que l’on replante sa propre semence, la biodiversité réapparaît) sont donc bannies du marché!

- Elaborées dès les années 1920 aux Etats-Unis et 1950 en Europe, les hybrides F1 participent au mouvement. Les plantes F1 sont des hybrides obtenus par croisement entre deux variétés de lignée pure. Elles ont l’avantage d’être plus vigoureuses et de posséder un rendement potentiel supérieur à celui des variétés anciennes. Cependant, elles contribuent à la diminution de la biodiversité à travers l’uniformisation des cultures, requièrent d’avantage d’intrants, et scellent une dépendance des paysans envers les entreprises semencières. En effet, si le cultivateur resème les graines qu’il a récoltées, les plantes qu’il obtient sont forcément différentes de la variété homogène F1 et ne sont, par conséquent, plus conformes à celles inscrites dans le Catalogue obligatoire. Le paysan se voit donc contraint de racheter des semences chaque année. La première plante concernée par cette démarche fut le maïs et, depuis 1970, de nombreux légumes résultent de cette hybridation, qui ne s’adapte toutefois pas à toutes les variétés.

- Le Certificat d’Obtention Végétale (COV) apparaît en France dès 1961 et s’étend aujourd’hui à une grande partie de la planète. Il interdit la reproduction de la semence sans autorisation de l’obteneur du certificat et protège non seulement l’innovation, mais aussi la découverte! Parallèlement, le brevet sur la variété est mis en place. Il consiste en une interdiction contractuelle de reproduire la semence d’une plante brevetée. Ainsi, l’agriculteur qui resème ses propres graines est tenu de payer des royalties aux firmes détenant les certificats ou les brevets. Aujourd’hui, grâce au marquage moléculaire, ces firmes peuvent aisément traquer les contrevenants et engager des poursuites judiciaires.

Remarque: En Europe, on tente de promouvoir le COV aux dépens du brevet, car le COV n’oblige pas à fournir des informations aux consommateurs sur la méthode de sélection génétique dont la plante est issue. Or, les OGM ont été largement rejetés par l’opinion publique européenne. Cependant, de toutes les manipulations génétiques possibles, seule la transgénèse est considérée comme produisant des OGM. Ainsi, avec le COV, toutes plantes issues d’autres manipulations génétiques ne sont plus dépestables par le consommateur!

- Afin de posséder un outil plus puissant qu’un cadre légal, les firmes semencières ont misé sur la technologie pour imposer une dépendance totale des paysans en matière de semences. Elles ont développé les GURTs, plus connues sous le nom de Terminator, technologie qui rend les semences stériles. Les semences GURTs ne sont pas encore commercialisées... mais pour combien de temps?

- Depuis peu, le Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l’Alimentation et l’Agriculture (TIRPAA) garantit le droit pour les paysans de conserver, échanger, ressemer et vendre les semences de ferme. Hélas, le traité stipule que ce droit est soumis aux législations nationales, lesquelles ne le reconnaissent pas!

Agriculteurs condamnés

Des voix s’élèvent pour dénoncer la mainmise des firmes agro-semencières sur la biodiversité. Hélas, cette lutte est criblée d’embûches. Ainsi, l’association française Kokopelli, qui lutte pour la préservation de la biodiversité, a été accusée par le GNIS (*Groupement national interprofessionnel des semences*) de 6’643 infractions aux règles sur l’étiquetage et la commercialisation des semences. Kokopelli diffuse la plupart du temps gratuitement, des semences non inscrites au *Catalogue obligatoire* (ou Catalogue officiel des espèces et variétés, voir ci-dessous) de l’Union européenne. Le président de l’association a cependant été relaxé par le juge en charge de l’affaire, en vertu d’une incompatibilité entre la loi française et une directive européenne visant à sauvegarder la biodiversité qui assouplit l’obligation d’inscription au Catalogue obligatoire pour certaines variétés de conservation.

L’Etat français, soutenu par le GNIS et la FNPS (Fédération nationale des industriels de la semence), a fait appel et a et réussi à faire reconnaître la culpabilité de Kokopelli. L’association a formé alors un pourvoi en cassation, mais la Cour de Cassation a confirmé le jugement précédent: l’association a été condamnée à verser 12’000 € à la firme semencière Baumaux, ainsi que 23’000 € à l’Etat français et la FNPS.

Même si Kokopelli avait tenté d’inscrire ses semences au *Catalogue obligatoire*, elle n’aurait pu le faire. Les tarifs d’inscription y sont extrêmement élevés (500 € en moyenne pour chaque variété, auxquels s’ajoutent les droits annuels pour les différents types d’examens obligatoires) et ne sont octroyés que pour des graines absolument homogènes, ce qui n’est pas le cas des variétés obtenues naturellement.

Espoirs permis

Les semences apparaissent comme un enjeu typique de la mondialisation, opposant dans des rapports de forces inégaux les cultivateurs du monde

entier à quelques firmes multinationales. Bien que la lutte des paysans pour reconquérir leurs droits s’annonce longue et difficile, elle s’organise et quelques signaux d’espoir surgissent. Kokopelli, par exemple, n’a pas tout perdu dans son épopée juridique: elle en a retiré une renommée et un soutien de la société civile au-delà de ses espérances.●

Hélène Bourban

Les GURTs

(Genetic Use Restriction Technology)

Traitor

Semences génétiquement modifiées qui produisent des plantes dont certains caractères, tels que la floraison, la germination ou le système immunitaire, peuvent être enclenchés ou déclenchés par des stimuli extérieurs (produits chimiques, basse température ...)

Terminator

Semences issues de manipulations génétiques qui produisent des plantes dont les graines sont stériles.

Détenteurs de brevets

Le brevet sur les technologies GURT a été déposé en 1998 par la société de semences Delta and Pine Land (rachetée en 2006 par Monsanto), et par le ministère américain de l’Agriculture. Aujourd’hui, Syngenta, DuPont, Monsanto, BASF et les universités de Purdue, Iowa, Cornell détiennent également un brevet.

Dates clefs

1998: Dépôt des premiers brevets sur les technologies GURT.

1999: Face aux pressions de l’opinion publique, Monsanto s’engage à ne pas commercialiser Terminator.

2000: La Convention des Nations unies sur la diversité biologique adopte un moratoire international sur les essais en champs et la commercialisation des semences Terminator.

2006: La rencontre bisannuelle de la Convention sur la diversité biologique maintient et renforce le moratoire international. Cependant, cette convention n’est pas contraignante! Chaque Etat signataire demeure libre d’autoriser ou non Terminator.

Monsanto modifie son engagement et annonce son intention de développer cette technologie, uniquement pour les plantes non alimentaires toutefois. Des expérimentations sous serres débutent aux USA.

L’UE lance le projet «Transcontainer» visant à développer les GURTs dans une optique de recherche scientifique.

2009: Le gouvernement brésilien envisage l’autorisation des GURTs.

Le Canada étudie un projet de loi visant l’interdiction des GURTs.

Carnet de voyage

Présence catholique en Inde

Fin août, l'Association internationale pour l'enseignement social chrétien (AIESC), que préside le Genevois Paul Dembinski, a tenu sa conférence annuelle chez les jésuites de Loyola College à Chennai, en Inde. Nos hôtes ont organisé à la suite un périple qui a emmené les participant-e-s de l'étranger autour de la pointe sud du sous-continent, jusqu'à Kochi. Nous avons ainsi eu l'occasion de découvrir l'Église catholique en Inde du Sud et, surtout, de nous rendre compte de la profondeur de son engagement social.

Cela se reflétait déjà dans l'esprit d'ouverture du programme de la conférence, sur le thème de « la famille dans une société multiculturelle ». Nous eûmes la chance d'écouter une transsexuelle, d'éducation remarquable, expliquer la précarité et les sombres perspectives qui confrontaient ses congénères, normalement chassé-e-s de leur famille. Elle expliqua comment elle avait, pour sa part, pu se reconstituer une sorte de famille -sociale et non biologique- de trois générations de transexuel-le-s. Aurait-on osé organiser une présentation pareille à Genève ?

Lors d'une séance privée de l'assemblée de l'AIESC, l'un des intervenants, un sociologue catholique indien, nous présenta le caractère indéradicable du système des castes et ses méfaits, y compris parmi les chrétiens, tout en expliquant que la question était si sensible que programmer sa présentation en plénière était impensable.

Avant notre départ en voyage, nos hôtes remirent à chacun-e une jolie serviette en coton d'apparence artisanale. Générosité gratuite pensions-nous, mais que nenni! Nous allions dormir dans un foyer de pèlerins et un centre de rencontres où un tel luxe n'était pas fourni. D'ailleurs, nos hôtes auraient bien fait de nous offrir un rouleau de papier toilette aussi. Ma documentation de la conférence le remplaça.



Le hasard de la géographie fit que la première halte de notre périple fut à Auroville, expression d'une utopie somme toute européenne. Entre autres, cette utopie veut que tout se partage à l'intérieur de la communauté. Rien donc n'en sort et les villages voisins comptent parmi les plus miséreux que nous eûmes l'occasion de voir. Pendant la visite, nous croîsâmes un long défilé de collégiennes vêtues de l'élégant uniforme d'un collège catholique de Chennai, encore un reflet de l'esprit d'ouverture de l'instruction catholique.

Le tsunami de Noël 2004 dévasta tout le pourtour du Sud de l'Inde. Sur l'écran TV de nos deux minibus, on passa une vidéo dramatique de l'événement. La petite ville de Vailankanni, centre d'un pèlerinage catholique très fréquenté, fut durement frappée, laissant de nombreux morts et les survivants paralysés de désarroi. Les étudiants qui se préparaient pour la prêtrise à Loyola Collège y furent expédiés pour enterrer les cadavres, travail de salubrité publique aussi indispensable que pénible, et qui aura sûrement marqué leur formation.

Nous visitâmes un autre Loyola College, une école normale propriété de l'un des participants à la conférence. Il venait de créer, en marge de son école, un orphelinat qui accueillait une quinzaine de petites filles choisies pendant ses déplacements à travers toute l'Inde, en tant qu'inspecteur d'œuvres sociales de l'Église (il compte accueillir un nombre semblable de garçons à partir de cette année). Il espère soutenir et motiver ces enfants jusqu'à la fin de leurs études universitaires.

Une poignée de gosses extirpés d'un océan de misère! Et les autres? Dans un pays où la pauvreté est si répandue, et entretenue par l'oppression des castes, les choix auxquels on est acculé sont insupportables.

Pendant nos longs déplacements, nous avons également pu voir sur l'écran de nos bus le film Slum Dog Millionnaire. Dans ce contexte il dégagea tout son sens poignant.

Nous fûmes accueillis par une école villageoise tenue par une religieuse catholique, par ailleurs sœur de notre hôte et guide, le père jésuite Georges Joseph. Seule école du lieu, elle est subventionnée par l'État... à raison de 30 roupies par enfant et par mois (soit septante centimes). Les élèves, avec des filles parées de belles robes et de bijoux pour l'occasion, nous régalerent de danses traditionnelles et modernes.

À Kochi, on nous logea dans un centre catholique de rencontres, femmes et hommes rigoureusement séparés. Les femmes de notre groupe eurent le privilège de s'entretenir avec une famille bouddhiste de trois générations venue des contreforts de l'Himalaya (24 heures de train) pour une conférence nationale sur les discriminations dont sont victimes les femmes indigènes et hors-caste.

Dire que l'Église est intégrée en Inde du Sud serait un pléonasme puisqu'elle y est présente, selon la tradition, depuis l'arrivée de St Thomas en l'an 52, donc depuis plus longtemps qu'en Suisse. C'est la qualité sociale de l'engagement de l'institution et de ses fidèles qui frappe. ●

Edouard Dommen

Agenda

27 NOVEMBRE 2010

Journée sans achats
La Journée sans achats a commencé dans les années 90 au Canada. Elle s'est très étendue dans plus de 55 pays, dont la Suisse. Au moins une fois par année, le dernier samedi de novembre, elle propose un sursis de 24 heures pour remettre en question notre besoin et notre manière de consommer. Plus d'information suivra sur les actions et manifestations à Genève

26 JANVIER 2011

Lancement de la Campagne oecuménique de Carême 2011 «**Extraction minière: un business indigeste**», Mission italienne de Geneve, plus d'information suivra.

29 JANVIER 2011

Journée théologique proposée par la COTMEC, avec le frère Alain Richard, plus d'information suivra.

Recension

Sortir de l'économie

Radical. Gilbert Rist, professeur émérite à l'Institut universitaire des hautes études internationales et du développement à Genève, propose de «sortir de l'économie». Dans un ouvrage dense et clair, il s'efforce de démontrer que la prétendue «science économique» repose sur des idées fausses et nous conduit, à travers l'«obsession de la croissance», à toujours plus d'inégalités et à la montée des périls écologiques.

La science économique repose sur des présupposés qui ne s'ancrent pas dans la réalité, comme l'existence d'un homo œconomicus rationnel ou celle d'un marché parfait. Elle induit le postulat d'une croissance indéfinie, comme «le cycliste qui pour garder son équilibre est obligé d'avancer». Or cette croissance est simplement impossible, puisqu'elle entraîne un prélèvement de ressources non renouvelables mettant en danger l'écosystème.

Il ne suffit pas d'apporter quelques correctifs aux excès de l'industrie financière comme on prétend le faire aujourd'hui à la suite d'une nouvelle crise. Gilbert Rist voit un espoir dans l'émergence des «objecteurs de croissance» ou des partisans de la simplicité volontaire pour lesquels la multiplication des liens est en mesure de compenser la diminution des biens dont nous sommes devenus dépendants.

Il s'agit de sortir du tout économique pour «réenchâsser les faits économiques» dans la société, «c'est-à-dire les comprendre comme des phénomènes sociaux qui ne mènent pas une existence séparée du reste de la vie humaine». ●

Michel Bavarel

Gilbert Rist:
«**L'économie ordinaire entre songes et mensonges**, Presses de science Po, Paris 2010.

Brève

La soirée avec les Roms, un franc succès

Plus de 300 personnes ont assisté à la conférence le 7 octobre dernier sur la thématique des Roms à Genève dans un esprit d'ouverture, de partage et d'échange. Après deux heures de débat où les Roms ont pris la parole pour la première fois en public à Genève, les participants ont été invités à manger un repas cuisiné par des jeunes femmes Roms en écoutant la musique tzigane.

Dans le prochain numero il y aura plus d'informations. ●



Eclairage

Alternances

Je sors d'une réunion pénible. Je tente de reprendre souffle dans un compartiment CFF. Un livre sur les genoux, les yeux rivés sur un paysage familial et apaisant, j'oublie l'incident du matin. Assouffé, je me commande à la gare d'arrivée «un verre d'eau plate». La sommelière me l'apporte avec un gentil sourire et refuse de me le faire payer. «Voyons donc, mon bon Monsieur, ce n'est qu'un verre d'eau!» Tout guilleret, je me dirige vers la Poste. Au moment d'appuyer sur la touche du distributeur et tirer mon numéro d'ordre, je me fais violemment bouculer par un solide gaillard au teint basané qui sans gêne prend ma place. Mon instinct me dicte sur le champ de voter MCG aux prochaines élections. Une minute plus tard, je reçois un utile conseil d'une guichetière à l'accent latin. Elle m'indique un bureau de change plus généreux que le géant jaune pour lequel elle travaille. Je monte dans un bus bourré comme un œuf et me mets à vouer aux gémonies les Transports Publics Genevois. Je me résigne à demeurer planté comme un palmier jusqu'à mon logis. Je ne souffrirai pas longtemps. Une jeune Africaine me cède sa place. Je proteste. «Mais si, Monsieur, je descends à la prochaine...». Devant tant de prévenances, je ravale ma demande d'adhérer au MCG.

Ainsi va la vie. Ou plutôt ainsi nous gouvernent nos passions du moment. Que ce soit dans le bus, à la poste ou dans l'isoloir du local de vote. Bienheureuses alternances de nos émotions qui nous font retrouver la ligne de fond de notre raison, tout en effeuillant au passage nos sentiments primaires, injustes et débridés. Il est urgent d'attendre, quand il s'agit de décider et surtout de juger. Pour ne pas se laisser stupidement piéger, mieux vaudrait sans doute ne jamais juger! ●

Guy Musy

Edito

Cela ne sent pas bon



En vrac, en nous limitant à l'actualité récente et sans préention à l'exhaustivité. L'interdiction des minarets, un projet de nouveau durcissement de la politique d'asile, un «tous ménages» de l'UDC sur «les problèmes provoqués par une immigration excessive», la votation du 28 novembre sur l'initiative «pour le renvoi des étrangers criminels». On pourrait ajouter les tentatives d'expulsion d'un policier chinois réfugié en Suisse vers l'Italie, sous le prétexte, avancé par les autorités neuchâteloises, que ce pays est «démocratique». Depuis quand ce mot magique garantit-il un comportement respectueux des êtres humains?

Cela pour la Suisse. Ailleurs, on peut citer la stigmatisation des Roms, en France mais pas seulement, ou la montée de l'extrême-droite jusqu'en Suède. Des partis comme l'UDC – et ses moutons noirs – le Front National ou la Ligue du Nord se banalisent. Ils ne sont plus infréquentables, on reprend certaines de leurs thèses, on cherche à amadouer leur électorat... Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des digues avaient été élevées pour que ne se reproduisent pas les atrocités qu'on venait de vivre. Avec, en particulier, la Déclaration universelle des droits de l'homme. Aujourd'hui, des fissures apparaissent, des effritements se produisent. Pour le dire plus vulgairement, ça ne sent pas bon. Et cela au moment où va s'effondrer le mythe d'une croissance indéfinie, nécessaire au fonctionnement du système économique en vigueur (voir le livre de Gilbert Rist présenté dans ce numéro). Au moment aussi où la planète nous crie qu'elle n'en peut plus...

C'est quand la tempête fait rage que les digues sont indispensables. Il nous appartient donc de colmater les brèches, de résister à leur destruction. ●

Michel Bavarel

JAB
1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tel.: 022 708 00 78; fax: 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella

Centre Ecologique Albert Schweitzer

Vers un autre développement en Afrique...

À en croire les institutions internationales, l'Afrique est le continent le moins développé. Selon elles, le PIB des pays africains n'augmente pas assez vite. Pauvreté, misère, corruption, maladies, faim, guerres civiles: autant de stigmates qui parsèment son territoire, en faisant ainsi le continent suscitant le moins d'espoirs quant à son avenir. Pourtant, ce point de vue témoigne d'une vision très restreinte du développement.

C'est à contre-courant de cette vision pessimiste de l'Afrique que le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS) travaille depuis 30 ans. Au Burkina Faso, le CEAS a créé un centre de compétence technique qui développe une large variété de technologies appropriées. Ainsi, au lieu d'exporter

ter depuis le Nord les pompes nécessaires à l'approvisionnement en eau des campagnes africaines, le CEAS préfère mettre au point localement des modèles qui puissent être entièrement fabriqués sur place, avec des matériaux locaux. Économiques, ces pompes sont également conçues avec un souci écologique. Le CEAS propose ensuite des formations aux artisans pour leur permettre de produire et de vendre eux-mêmes les pompes.

Cela augmente leurs revenus et participe à la diffusion d'une technologie adaptée aux conditions locales. De plus, la production locale facilite grandement l'entretien et la maintenance.

Séchoirs, chauffe-eau, stérilisateurs et frigos solaires, systèmes d'irrigation, techniques de séchage de fruits, de production de vinaigre et de miel sont ainsi développés en Afrique, par l'Afrique et pour l'Afrique. Cette approche a fait ses preuves puisque le CEAS Burkina Faso, fort d'une quarantaine d'employés, est devenu une ONG burkinabée entièrement indépendante du CEAS suisse, formalisant ainsi une relation de partenariat d'égal à égal.

A Genève, l'association du CEAS regroupe une soixantaine de membres et bénévoles qui, soucieux d'une image positive de l'Afrique, tentent de montrer les différentes facettes du développement de l'Afrique. Pouvoir choisir son propre type de développement a une valeur inestimable. Le chemin est long et semé d'embûches, mais cela en vaut vraiment la peine. Tant en Afrique qu'à Genève. ●

Site webs:

Association genevoise:
www.ceas-ge.ch

Ceas Burkina Faso:
www.ceas-ong.net

Ceas Suisse:
www.ceas.ch

contact:
asceas-ge@ceas.ch

Solidarité avec Haïti

L'argent des dons est bien utilisé en Haïti

Céline Ganter, enseignante volontaire à Liancourt en Haïti dont nous avons publié des extraits de son témoignage en février dernier, nous a transmis ses remerciements pour l'aide versée suite au tremblement de terre. Dès le 13 janvier, elle a constitué un compte d'urgence à utiliser en totalité pour les victimes du séisme. Plus de 15000 francs avaient été récoltés.

Elle a pu, avec l'aide des deux directeurs de son école et le soutien d'Eirene, répartir la somme ainsi, pour ce qui est des postes les plus importants: 2000 dollars ont été versés à l'engagement de deux professeurs de

Port-au-Prince pour ouvrir une école secondaire alternative pour les élèves réfugiés afin de ne pas saturer les écoles existantes déjà saturées; 2000 dollars ont également été donnés à une association de femmes de Port-au-Prince pour continuer sa pratique du micro-crédit; 1800 dollars ont été dépensés en denrées alimentaires pour nourrir 200 familles réfugiées à Désarmes, un village de l'Artibonite; 1000 dollars ont été réservés pour deux frères grièvement blessés et encore à l'hôpital et qui ont tout perdu afin de redémarrer dans la vie. Le reste de l'argent est réparti en de nombreux petits versements pour des aides ponctuelles ou des prêts à des personnes dans le besoin et qui n'avaient pas encore reçu d'autres aides financières.

Le système de prêts est toujours privilégié afin d'assurer à long terme l'autonomisation financière des personnes sinistrées. ●

Bernadette Bitar



Echos de terrain

Clin d'œil du Bénin

A l'heure où tant de jeunes Africains souhaitent quitter leur pays pour embrasser le rêve européen, j'ai suivi leur chemin... en sens inverse. J'ai séjourné 9 mois au Bénin, afin de découvrir en profondeur le pays d'origine de mon fiancé, d'y célébrer notre mariage et d'acquérir une expérience professionnelle dans une région dont j'ai longtemps étudié les enjeux.

Je ne m'attarderai délibérément pas sur l'accueil chaleureux, les sourires des enfants, les pagnes aux couleurs chatoyantes, les odeurs des marchés, le savoir-faire époustouflant des artisans, les troubles intestinaux et la splendeur de la nature... car ces réalités sont connues de tous, et surtout parce que ce séjour m'a permis de voir au-delà de ces images.

A Cotonou, les inégalités socio-économiques m'ont interpellée: certaines, flagrantes, d'autres, découvertes au fil des discussions. Il suffit de s'arrêter sur un bord de route du centre ville et d'observer la circulation pour voir des cadres, confortablement assis dans leur 4x4 climatisé et rutilant, côtoyer des femmes à pied portant bassine sur la tête et bébé dans le dos, ainsi que des hommes tirant de lourdes charrettes, en bêtes de somme.

Perchée sur le toit de notre immeuble, je constatais que des villas à plusieurs étages, avec toutes les commodités et bien souvent équipées hi-tech, poussent juste à côté des... entrée-couchés où s'entassent les familles pauvres, qui doivent souvent vivre dans la gadoue de leur cour pendant les inondations de la saison pluvieuse. Des cadres supérieurs m'expliquèrent que, pour couler une retraite paisible, il faut absolument investir une partie de son salaire dans la construction d'appartements à louer. En effet, l'immobilier est très rentable, car il n'existe aucune régulation sur les loyers, et peu importe la salubrité du bâtiment, les prix flambent vu la pression démographique dans cette métropole.

Des plus belles maisons sortent des enfants en uniformes colorés, qui se rendent en voiture ou en taxi-moto à leur école privée, tout en bavardant en français. Tandis que des enfants en kaki?, souvent bien élimés, quittent leur modeste logement pour rejoindre l'école publique, afin de savoir si les cours ont repris ou si la grève des enseignants est renouvelée. Peut-on prétendre que ces jeunes ont tous les mêmes chances de réussite aux examens nationaux? Toutefois, le constat de ces inégalités empire encore lorsqu'on côtoie les petits apprentis ou les «vidomègnons³», qui n'ont aucun accès à l'éducation et dont la plupart des droits fondamentaux sont bafoués.

Le domaine de la santé révèle aussi de profondes inégalités. Par manque de couverture sociale (seuls les fonctionnaires et les employés de certaines entreprises disposent d'une assurance maladie), les pauvres attendent le plus longtemps possible avant de se rendre à l'hôpital public...



ou le déficit matériel ou en personnel qualifié et rémunéré -selon les promesses gouvernementales- ne permettent pas de recevoir des soins appropriés à temps. Tandis que certaines cliniques privées, où se rendent hauts fonctionnaires et expatriés occidentaux, n'ont presque rien à envier aux hôpitaux européens. Sans compter que les plus nantis conservent l'option d'aller se faire soigner à l'étranger si leur pathologie ne peut être traitée à Cotonou. En outre, ce sont les plus nécessiteux qui exercent les activités les plus nuisibles à la santé: vente de nourriture en courant à côté des taxis en pleine circulation, revente d'essence frelatée ou conduite de taxi-moto dans une ville sur-polluée...

Hélas, je n'ai pas entendu, parmi les nombreux débats politiques, un seul dédié au problème des inégalités et des moyens pour les atténuer. A mon sens, le système de redistribution étatique fonctionne très mal: le dispositif fiscal est lacunaire (la propriété ou les rentes ne sont pas imposées), tandis que la manne provenant des droits de douane, très élevés au Bénin, semble largement détour-

née par une minorité de fonctionnaires, politiciens ou hommes d'affaires importants. Par ailleurs, on assiste à un effritement de la solidarité familiale dans les grandes villes. Ainsi, le système de redistribution ancestral au sein du clan perd de sa vigueur, tandis que l'intégration du pays dans l'économie mondiale permet à certains (cadres des grandes institutions, transitaires au port...) de s'enrichir rapidement.

A Cotonou, les pauvres, bien que monétairement moins démunis que ceux des campagnes, côtoient de grandes fortunes, sources de frustrations. Ce qui me désola le plus, c'est que ces pauvres aspirent de tout leur cœur à devenir comme les riches Béninois, tandis que ceux-ci imitent ce qu'ils croient être le mode de vie occidental, sans aucune conscience des problèmes sociaux et écologiques qu'il engendre.

Je ne peux parler de la campagne comme de Cotonou, car j'ai vécu dans un seul village, et le Bénin présente de nombreux visages. Ce village du sud-est du pays m'a marquée par la convivialité et la joie de vivre de ses habitants, par ses traditions vivantes, ses multiples interdits et par... l'absence d'hommes jeunes. En effet, dans cette société patriarcale où le statut de la femme est inférieur (bien que certaines femmes soient très respectées), les familles investissent dans l'éducation des garçons et les aident à partir pour Cotonou, tandis que les filles quittent tôt les bancs d'école, souvent à cause de grossesses précoces, et restent au village.

J'ai eu l'opportunité d'y appréhender, avec fascination, une partie de la cosmogonie vodoun et de participer à certaines cérémonies traditionnelles hautes en couleurs et riches d'émotions. Nul besoin de croire au culte vodoun pour être impressionné en entendant les cris déchirants lancés au cœur de la nuit pour appeler les esprits des défunts, ou en regardant danser les «revenants» qui incarnent ces mêmes esprits.

Un constat valable pour la ville comme la campagne est celui de l'inaltérable optimisme et de l'espoir perpétuel, traduits par les nombreux «ça va aller» ou «Dieu fera» glissés dans les conversations. Et de manière plus générale, de la nécessité de croire, d'entretenir une foi religieuse. Ainsi, viennent se greffer sur les croyances ancestrales diverses religions issues du christianisme ou de l'islam. Une quantité surprenante de nouvelles églises aux messes exubérantes fleurit chaque année... et nombre de jeunes Béninois affirment que «pasteur» est désormais l'activité la plus lucrative qui ne requiert aucun diplôme. En effet, les sommes des quêtes se chiffrent en millions de FCFA, et certains n'hésitent pas à abuser de la crédulité d'autrui pour servir leur cupidité.

Pour clore sur un plan plus personnel, ce séjour m'a permis d'expérimenter la condition d'immigré... la perte de repères, l'intérêt à comprendre un autre système de pensée que le sien, la nostalgie du pays natal et la difficulté à s'intégrer au-delà d'un certain point, notamment à cause de la langue. Mais aussi le travail de funambule pour trouver un équilibre entre relativisme culturel et son propre corpus de valeurs: tenter de ne pas juger des traditions si différentes des siennes, mais refuser de ne pas prendre position, par exemple, face à la polygamie ou au puissant patriarcat.

Et bien sûr, supporter les tracasseries administratives réservées aux étrangers! Est-ce par simple envie de bakchich ou pour venger leurs compatriotes incessamment ennuyés lorsqu'ils désirent séjourner en Europe que les fonctionnaires des migrations sont si lents et procéduriers? Quand une employée du service des migrations me notifia que mon visa expirait dans une semaine et qu'il semblait malheureusement impossible de le renouveler, j'hésitais entre paniquer et sourire à l'ironie du sort...

En outre, plus qu'une simple immigrée, j'étais issue d'une «minorité visible»: impossible de ne pas se faire remarquer, juste à cause de la couleur de ma peau. Heureusement, le Yovo (homme blanc) est la plupart du temps perçu de manière positive, tant par les enfants qui ne se lassent pas de chanter leur ritournelle à son passage (Yovo, Yovo, bonsoir, ça va bien, merci, et vous), que par les adultes qui confèrent à l'Européen un statut supérieur et des vertus qu'il ne mérite pas forcément. Néanmoins, ces a priori (blanc, donc riche, donc distribue des bons ou engage des domestiques...) bien que positivement connotés, finissent par énerver, car ils empêchent de se révéler tel que l'on est vraiment, enferment dans une catégorie à laquelle on n'appartient pas forcément. Mais comment en tenir rigueur aux Béninois, quand de nombreux Suisses, qui ont pourtant été scolarisés, appréhendent les immigrés selon des schémas identiques (noir, donc faux réfugié ou dealer...)? ●

Hélène Bourban

- 1 Bâtiment assez rudimentaire en rez-de-chaussée, loué à plusieurs familles, qui jouissent chacune d'un salon et d'une chambre, tandis que la cour et les latrines sont communes.
- 2 Nom masculin désignant une variété de tissus servant à fabriquer des uniformes en Afrique.
- 3 Se dit des enfants «reste avec» placés, parfois contre une maigre rétribution, auprès d'une connaissance, censée les protéger et les éduquer. En réalité, ils deviennent souvent les petits esclaves, à domicile ou sur le marché.



Compte-rendu

« Les Roms à Genève: un temps de partage et d'échange »

Environ 300 personnes ont accepté l'invitation à participer à une soirée « pas comme les autres ». L'équipe organisatrice (Caritas Genève, COTMEC, le Département ouverture au monde, Mesemrom et l'Eglise Catholique Romaine) a voulu en quelques heures donner une idée de la situation des Roms à Genève.



Pour ce faire, de nombreux intervenants étaient invités: Mgr. Pierre Farine, évêque auxiliaire de Genève, Iulia Hasdeu, anthropologue, Dina Bazarbachi, avocate et présidente de Mesemrom, Laurent Moutinot, ancien conseiller aux Etats, Frédérique Perler-Isaaz, présidente du Bureau du Conseil municipal de la Ville de Genève; le Père Guy Musy, dominicain; Philippe Palou de la Ligue des Droits de l'homme en Haute-Savoie et Ivan Akimov de Kesaj Tchave, Paris.

L'échange fut le point fort de cette soirée, car il a permis aux Roms et aux Genevois de partager un plat typique cuisiné par des jeunes femmes. Plus de 200 assiettes ont été servies et un groupe de quatre musiciens de rue a animé la rencontre.

Le succès de la soirée a, en fait, été assuré par la présence et la participation des Roms. Et il est important de

noter que pour la première fois, ils ont accepté de prendre la parole en public à Genève.

Beaucoup de représentants de différentes ONGs travaillant dans divers cantons et également en France ont pris part au débat. Le projet parisien Kesaj Tchave, qui a attiré l'attention, se veut une plate-forme ayant pour but d'aider, à travers la musique et la danse, les jeunes Roms en difficulté.

L'accueil dans les Eglises

Beaucoup de paroisses, comme le Sacré-cœur, accueillent régulièrement des Roms en les laissant simplement dormir dans les alentours, en leur offrant le petit-déjeuner. Certaines autres vont même jusqu'à leur proposer des lits dans les structures d'accueil.

Alors que les religions parlent d'aumônes aux pauvres, aux veuves

et aux étrangers, Genève cache ses démunis. Caritas doit publier régulièrement des statistiques afin d'informer la population de l'ampleur de la pauvreté dans la cité. Ces Roms qui sont dans les rues en exposant leur misère, dérangeant. C'est pourquoi cette soirée a été sollicitée par de nombreux paroissiens qui désiraient aller plus loin dans leur réflexion au sujet de cette population.

Situation à Genève

Les autorités genevoises estiment qu'entre 40 et 150 Roms vivent dans la rue selon les saisons. La majorité d'entre eux proviennent de la région d'Alba en Roumanie, et prennent leurs quartiers à Genève pour 3 ou 5 mois afin de gagner de l'argent. Avec leurs gains, ils arrivent à construire une maison, à installer un petit magasin ou à payer l'hospitalisation d'un membre de leur famille dans leur pays... D'autres aimeraient s'installer, pouvoir vivre ici et laisser au loin la précarité et la misère qu'ils ont connue chez eux.

Cette population est malheureusement confrontée à l'interdiction, depuis 2008, de la mendicité à Genève. Selon l'avocate Dina Bazarbachi la police les harcèle en confisquant leur argent, leurs couvertures et en leur infligeant des fouilles.

Cette soirée a été un premier temps de partage et d'échange, mais reste maintenant le temps de la construction. Des projets se profilent déjà à l'horizon, tel un spectacle avec les démunis, des rencontres régulières et d'autres débats... ●

Inès Calstas

Nouveaux abonnements

Chers abonnés,

Pour chaque nouvel abonnement payant, vous recevrez, en tant que parrain, le livre de Roger Paratte, Rop, notre dessinateur, « Trois décennies de dessins » et la brochure éditée par la Cotmec et intitulée « Un monde plus juste? A toi de jouer! », ciblée jeunes, avec des illustrations de Paratte.

Pour décider vos amis, rappelez-leur que pour seulement 25 francs par an, ils recevront 10 fois par an « le COTMEC-info » avec sa couleur jaune qui le rend immédiatement visible et 4 suppléments. Une lecture pour ceux qui ont soif de justice, de signes d'espérance, de repères et de relais pour la solidarité dans une perspective œcuménique.

Envoyez-nous le nom et l'adresse du nouvel abonné, ainsi que votre nom et votre adresse pour recevoir vos cadeaux, à COTMEC-info, 16, bd du Pont d'Arve, 1205 Genève. Indiquez-nous également où envoyer le bulletin de versement, chez les nouveaux abonnés s'ils payent eux-mêmes les 25 francs annuels, ou chez vous, si c'est un abonnement cadeau.

Un grand merci de nous aider à augmenter le nombre de nos lecteurs! ●

Recension

Paroisses vertes

Un temple qui se chauffe aux pellets de bois, des fleurs bio cultivées localement pour décorer l'église, de la vaisselle réutilisable pour l'apéritif de fin de séance, voici quelques conseils du livre « Paroisses vertes. Guide écologique à l'attention des Eglises ». En plus de donner des conseils avisés en matière de développement durable, ce guide propose des exemples vécus à partir de choix écologiques de paroisses, de mouvements ou d'associations qui ont choisi, souvent à contre-courant, de préserver l'environnement à leur niveau.

Il y a déjà une trentaine d'années que les Eglises et mouvements associatifs prennent des initiatives écoresponsables dans leur vie quotidienne et dans l'aménagement de leurs bâtiments, il fallait un ouvrage qui en fasse le bilan, c'est fait! Illustré par des dessins de Mix et Remix, – toujours aussi percutant –, ce guide se veut d'un usage pratique, car il permet de faire le point, par des tableaux à remplir, à disposition après chaque chapitre, sur ce qui est déjà réalisé, prévu ou à prévoir. Une bibliographie et des adresses sur le web sont également proposées par thèmes afin de mieux se documenter ou demander conseil à des organismes professionnels.

D'un abord facile, cet ouvrage est quasiment exhaustif sur les thèmes abordés. On peut tout de même regretter son titre, – correct quant au thème traité –, mais trop orienté « églises », qui va certainement éloigner de nombreux lecteurs, alors que la plupart des propos et conseils peuvent être utilisés par tout un chacun, dans une maison individuelle, pendant les loisirs ou dans la vie associative. ●

Bernadette Bitar

« Paroisses vertes. Guide écologique à l'attention des Eglises », Editions Labor et Fides, septembre 2010. Prix indicatif: 29 francs.

Agenda

JEUDI 18 NOVEMBRE 2010

Conférence de Robert Howell

Robert Howell, le CEO du Council for Socially Responsible Investment en Nouvelle-Zélande donnera une conférence en anglais à la COTMEC, 16, bd du Pont d'Arve, à Genève, le jeudi 18 novembre de 18h-19h30. Il est spécialiste des investissements éthiques et de leur importance sur le développement durable de la planète. Il est l'auteur de nombreuses publications sur le sujet.

LES 19 ET 20 NOVEMBRE 2010

Christianisme et pratique zen

Un thème en deux temps: une conférence, le vendredi 19 novembre de 20h à 22h, et un atelier, le samedi 20 novembre de 9h à 11h30 auront lieu au Cénacle, 17, promenade Charles-Martin, à Genève. C'est Jean-Clément Gössi qui en sera l'animateur. Cet ancien assistant pastoral pratique la méditation selon Dürkheim depuis de nombreuses années. L'inscription à l'atelier est obligatoire: 022 797 25 47 ou j-clement.goessi@bluemail.ch

24 novembre 2010

« Essai sur l'oeconomie »

Le mercredi 24 novembre aura lieu la première de trois rencontres sur le livre de Pierre Calame: « Essai sur l'oeconomie ». Ces rencontres ont lieu de 18h30 à 20h30 à Lausanne au CUC, 29, bd de Grancy. Les autres rencontres sont prévues pour le 8 décembre et le 12 janvier et la présentation du livre par l'auteur, le 17 janvier. C'est gratuit, mais l'inscription est obligatoire: edommen1@worldcom.ch

Erratum

Il n'y a pas eu de n° 321 du COTMEC-info, nous sommes tout de suite passés au n° 322! Nous demandons aux collectionneurs de nous excuser pour cette erreur de numérotation.

Eclairage

« Bienvenue aux roms à Genève! »

Je n'invente rien. Ces mots furent la conclusion de l'adresse du plus haut magistrat de la cité de Calvin, rapportée par la Présidente de son Conseil Communal. Ils ont été prononcés le 7 octobre dernier lors de la manifestation mémorable qui regroupait dans une salle paroissiale de la ville plus de 250 personnes dont une cinquantaine de roms.

Donc, bienvenue aux roms sur le quai des Bergues, à l'ombre des vieux chênes du Parc La Grange, sur le perron du Grand Théâtre, dans les allées du Parc Bertrand. Et, pour quoi pas, sur la Pelouse du Cénacle! Et même dans nos églises et salles paroissiales si ces pauvres malheureuses étaient équipées de services sanitaires!

Mais laissons là ces propos électoralistes et ce chapelet de bonnes intentions qui, comme chacun sait, pavent les chemins de l'enfer. Inutile de s'en remettre aux magistrats, à la police ou aux organisations faitières pour résoudre ce genre de problème. Les roms sont dans la rue. C'est donc à nous, passants et citoyens, qu'il appartient de se préoccuper de leur situation et même de l'assainir. Nous n'y parviendrons qu'à travers des relations de proximité en écoutant leurs besoins et cherchant avec eux les solutions appropriées. Ce problème – si c'en est un – ne se résout pas globalement, mais au cas par cas.

C'est pourquoi je rêve de voir fleurir à Genève une multitude de groupuscules qui rassembleraient suisses et roms et inventeraient des signes inédits de fraternité. Mais, au fait, avons-nous une fois dans notre vie jeté notre regard sur un rom qui nous agaçait avec sa crousille? Je fais appel à ces quelques deux cents laïcs engagés qui s'écrasaient ce soir-là sous les voûtes du « Sacré-Cœur » et qui se demandaient à la sortie: « Que pouvons-nous faire? » Voyons donc. Il suffit de s'arrêter sur ce chemin de Jéricho et vous verrez bien ce qu'il y a lieu de faire! ●

Guy Musy

Edito

Bio-logiques

La sauvegarde de la planète nous force à reconsidérer notre manière effrénée de consommer. Ainsi voyons-nous se (re)développer une agriculture de proximité, avec des réseaux de distribution alternatifs (Jardins de Cocagne, Affaire Tournerève,...).

Ainsi s'éditent des articles et opuscules prônant une attitude responsable de consomm-actrices et de consomm-acteurs qui respectent le cycle naturel des saisons autant que les conditions de travail des producteurs.

Ainsi, actions et réflexions voient le jour: semaine du goût, jour sans viande,... On promeut le bio, on incite à la logique. L'Eglise fait aussi son chemin, encouragée par les publications et les actions d'OEKU (p.2 et p.6).

Logique, donc, de refuser une nouvelle fois une ouverture prolongée des magasins, le dimanche notamment. Outre le fait de créer une demande plutôt que d'y répondre, ce surcroît de travail pèserait lourdement sur les petits commerçants et affecterait principalement les femmes et, partant, la vie familiale.

Le repos de toutes et tous participe à la cohésion sociale qui est la base de notre société. Les moments de fermeture peuvent être vécus comme une respiration et, pourquoi pas comme un moment de réflexion sur notre mode de vie toujours plus stressant.

Les congés dominicaux, communs à un grand nombre, favorisent les liens humains, bien au-delà de la pratique religieuse. Ces temps de pause sont en tout cas naturels pour préserver le biorhythme des travailleuses et des travailleurs et la logique de résistance au tout à l'Economie.

En glissant un NON dans l'urne, nous restons bio-logiques. ●

Roland Pasquier



JAB
1200 Genève 2

Cotmec – Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella

Spiritualité

Se plonger dans la biodiversité

«Si vous voyiez des plantes grises et moches, cela veut dire que c'est très bien écologiquement!». Raccourci choquant ou vision d'un monde différent dans lequel nous devons tous accepter de vivre, c'est cette phrase de Sylvia Leuenberger qui nous reste après une après-midi de réflexion sur «La diversité – don de Dieu». Un samedi d'automne, une cinquantaine de chrétiens de Genève réfléchissaient aux liens entre le Dieu créateur et le respect de la création.

Les parcs au gazon anglais bien coupé, aux arbustes et aux fleurs très exigeants en eau et en soins, cela fait peut-être partie du passé. Il faut revenir à une nature plus sauvage, même si, a priori, elle est moins belle. Le respect de la création passe par des

changements visuels, mais aussi par des choix au quotidien pour ce que nous achetons, ce que nous mangeons, de ce que nous choisissons à long terme comme moyens de transports ou comme habitation. Des choix «terre à terre», mais toujours en lien avec le message biblique et la sauvegarde de la création que Dieu nous a confié en nous plaçant au centre de cette création.

Alors que les enfants présents partaient pour une petite excursion avec les animateurs du groupe des Naturalistes romands au parc Geisendorf à la découverte des diverses variétés de plantes, d'herbes ou d'arbres que nous ignorons souvent, les adultes se répartissaient en trois groupes de réflexion: la «Biodiversité dans nos assiettes» avec Natacha Porchet de l'Association «Les mangeurs», «S'engager pour la création» avec le Conseil œcuménique des Eglises et la COTMEC et «Bible et création» avec les Franciscains international et le Centre catholique International de Genève.

Ensuite, une conférence-débat était animée par Edouard Dommen

et Sylvia Leuenberger sur le thème: «Diversité – don de Dieu». Tout au long de l'après-midi, Le Balafon et la Librairie du Boulevard proposaient aux participants des produits du commerce équitable et des livres et publications sur le sujet du développement durable.

La journée s'est terminée par une célébration œcuménique très priante en l'église de Saint-Antoine de Padoue, présidée par l'Abbé Elvio Cingolini et Georges Deshusses. Le texte de la Genèse a été entrecoupé d'intentions de prières concernant sept parties du monde: le Pacifique, l'Afrique, l'Asie, le Proche et Moyen-Orient, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Europe. Les enfants ont également reconstitués les sept arcs de couleurs de l'arc-en-ciel au fur et à mesure de la célébration.

Pour continuer la réflexion sur le sujet un «quizz nature» peut être consulté sur le site d'oeko: www.oeko.ch. ●

Bernadette Bitar

Votations fédérales du 28 novembre 2010

Un pays de pharisiens!

On connaissait la purification ethnique. La voilà bien en selle dans notre pays du fait des lois qui réduisent l'asile à quasi rien. Faut-il comprendre le vote de l'an dernier sur les minarets comme un succès des partisans de la purification religieuse? Et maintenant, l'initiative UDC et son contre-projet prônent la purification morale. Heureux pays qui bientôt ne comptera que des «pharisiens», étymologiquement des purs, des séparés. La terre promise, quoi!

Loin de moi de banaliser le crime et d'en acquitter les coupables. Le chemin de la réhabilitation du délinquant passe nécessairement par la reconnaissance et l'expiation de sa faute.

Si les aumôniers et aumônières de prison pouvaient révéler leurs secrets, ils témoigneraient de conversions en milieu pénitentiaire. Encore faut-il que les conditions carcérales permettent ce retour sur soi et ouvrent un chemin de pardon.

Ceci dit, je m'oppose à toute discrimination entre condamnés. Je ne mets pas de différence entre ceux qui sont nés sur le sol national et les étrangers qui ont obtenu le droit de s'y établir. Tous, après avoir purgé leur peine, ont droit à la réhabilitation. Là même où ils ont fauté. C'est un devoir de solidarité qui incombe à toute la nation. En accueillant un étranger dans notre pays, nous lui offrons aussi toutes les chances de s'y intégrer. Y compris celle de le réhabiliter en cas de chute morale de sa part. Comme nous l'aiderions aussi s'il lui arrivait un accident physique très grave.

La clause d'expulsion du criminel étranger parvenu au terme de sa peine – la double peine – est une dispo-

sition sans doute contraire au droit international. Elle ajoute à la punition déjà subie un déni de la dignité humaine. Elle désespère de voir un homme s'amender après son délit. Elle le rejette comme un fruit définitivement pourri, indigne de vivre parmi les purs (les pharisiens !) que nous prétendons être.

J'ai la tentation d'ajouter ces mots évangéliques à l'intention des croyants qui n'opinent pas dans mon sens: «Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre!» Malicieusement, l'évangéliste nous dit que les accusateurs de la femme adultère s'en allèrent un à un, en commençant par les plus vieux. Faut-il attendre de fêter ses septante printemps, comme s'apprête à le faire un certain leader national, pour laisser tomber la pierre qu'on réservait à l'étranger? A cet âge, tous les miracles sont possibles! ●

Guy Musy

Votations fédérales du 28 novembre 2010

Initiative et contreprojets inutiles et inefficaces

Le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI) est actif depuis plus de 35 ans pour la défense des droits des migrants et migrantes dans le canton de Genève, il nous livre ici sa réflexion documentée et argumentée sur le sujet le plus discuté des votations du 28 novembre 2010: l'initiative de l'UDC «Pour le renvoi des étrangers criminels».

Le CCSI est engagé, au sein de la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie, dans une campagne contre l'initiative de l'UDC «Pour le renvoi des étrangers criminels», et contre le contre-projet à cette initiative élaboré par le Parlement. Si le CCSI a décidé de s'engager fortement dans cette campagne, c'est qu'elle touche le cœur de nos préoccupations. Ces deux textes vont à l'encontre d'un principe que nous défendons depuis toujours, celui d'une égalité de droit et de fait entre Suisses et étrangers-ères. Nous sommes convaincus du fait que seule une véritable égalité est à même de garantir des relations harmonieuses entre Suisses et étrangers-ères, et de renverser les barrières qui a priori nous séparent.

Présentation des textes soumis au vote

L'initiative «Pour le renvoi des étrangers criminels» propose de renvoyer systématiquement de Suisse les étrangers qui se rendent coupables de certains délits. La liste de ces délits cite par exemple le meurtre, le viol, et d'autres crimes graves, mais également l'effraction ou encore la perception abusive d'assurances sociales. Ces crimes sont tous mis sur le même plan, et entraînent automatiquement l'expulsion de leur auteur.

La mesure d'expulsion est en outre assortie d'une interdiction d'entrée sur le territoire suisse pouvant aller jusqu'à 20 ans. Ce qui choque particulièrement, au-delà de la double peine qui est imposée aux résidents étrangers, c'est que ces mesures s'appliquent exactement de la même manière à une personne au bénéfice d'un permis B, présente en Suisse depuis une année, qu'à un «étranger» né en Suisse, qui y a grandi, dont toute la famille est ici, et qui n'a jamais vécu dans le pays dont il détient le passeport.

Ces renvois engendreraient des situations humainement insupportables, tant pour les auteurs de délits que pour leurs familles: celles qui sont en Suisse par le biais du regroupement familial, qui seront renvoyées alors qu'elles sont innocentes; et celles qui sont au bénéfice d'un statut moins précaire, qui seront déchirées par ces mesures.

Le texte de l'initiative contrevient en outre à de nombreuses normes de droit international, de même qu'à des principes fondateurs de l'État de droit. Les principes de proportionnalité et d'individualisation de la sanction, en particulier, selon lesquels la peine prononcée doit tenir

compte des circonstances dans lesquels l'infraction a été commise, de même que les circonstances propres à l'auteur du délit, sont clairement bafoués. Le droit à la vie privée et familiale, ainsi que le principe de non-refoulement (l'interdiction de renvoyer une personne dans un pays où il risque la torture) sont également mis à mal par l'initiative.

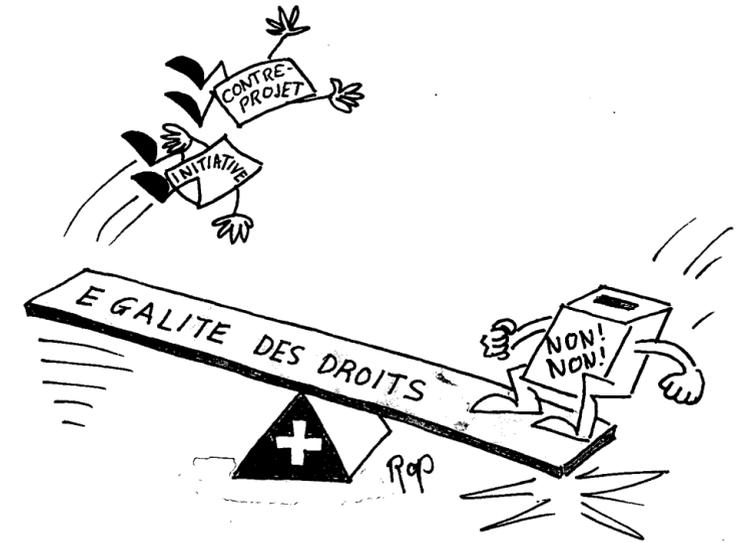
Le contre-projet élaboré par les chambres fédérales reprend l'essentiel des propositions de l'initiative, en y apportant toutefois quelques modifications. D'une part, la liste des infractions entraînant un renvoi est à la fois plus étendue et plus précise que celle de l'initiative. Elle prévoit entre autres que soient renvoyés de Suisse les étrangers qui sont reconnus coupables de toute infraction passible d'un an de prison au moins. Ainsi, le contre-projet se réfère à la «peine-menace», et non à la condamnation effective. Seraient également renvoyés les étrangers condamnés à 720 jours d'amende en l'espace de dix ans. Il est important de noter que ces condamnations peuvent concerner des délits d'une gravité toute relative. En cela, le contre-projet va plus loin que l'initiative elle-même. D'autre part, le contre-projet stipule que les décisions de renvoi sont prises dans le respect des droits fondamentaux.

Si la mention de ces principes est évidemment, à notre sens, un point positif par rapport à l'initiative, elle n'est pas suffisante. Elle ne dit rien des critères d'application de ces principes, et les laisse à la libre appréciation des autorités de police des étrangers. La simple mention de ces normes constitutionnelles et internationales ne permet donc pas de garantir leur application.

Enfin, le contre-projet, contrairement à l'initiative, contient des articles relatifs à l'intégration. A notre sens, le fait d'inclure des notions d'intégration dans un texte censé répondre à une problématique de criminalité étrangère encourage un amalgame inacceptable. Il sous-entend en effet que si les étrangers commettent des délits, c'est parce qu'ils ne sont pas intégrés. Les Suisses, qui sont par définition «intégrés», ne commettent-ils donc jamais de crimes? En outre, les articles sur l'intégration que contient le contre-projet ne proposent rien de fondamentalement nouveau, et ne contraignent pas les autorités à mettre en place des mesures concrètes en faveur d'une réelle intégration des étrangers.

Les grands enjeux

L'initiative et le contre-projet se basent sur une interprétation biaisée et simpliste des statistiques en matière de criminalité. S'il est indéniable que les étrangers sont surreprésentés dans ces statistiques, c'est avant tout pour des raisons de structure démographique. Les auteurs de délits sont dans la grande majorité de jeunes hommes, et c'est précisément cette partie de la population qui est surreprésentée dans la population étrangère résidant en Suisse. Ces personnes sont souvent marginalisées dans la société et éprouvent des difficultés à s'intégrer au marché du travail. Ce sont bien ces facteurs, et non l'origine nationale, qui expliquent le passage à l'acte. Enfin, il est à noter que les étrangers sont souvent condamnés pour infraction à la loi sur le séjour, un délit dont les Suisses ne peuvent par définition pas se rendre coupables.



La loi actuelle va déjà suffisamment loin

Selon nous, les deux textes proposés sont inutiles et inefficaces. En effet, la loi actuelle permet déjà le renvoi des étrangers qui se rendent coupables de crimes graves. Ces renvois ne sont pas qu'une possibilité abstraite, qui serait insuffisamment utilisée comme le prétendent les auteurs de l'initiative. Plusieurs centaines de renvois sont actuellement prononcés chaque année. En outre, ces renvois posent déjà de graves problèmes quant au respect des normes internationales en vigueur. Pour preuve, la Suisse a été condamnée en 2008 par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour ne pas avoir respecté le principe de proportionnalité dans le cadre du renvoi d'un jeune homme dont toutes les attaches personnelles et familiales étaient manifestement en Suisse (affaire Emre contre Suisse). Il est donc entièrement mensonger de prétendre que la pratique actuelle est laxiste. De nombreux cas montrent au contraire qu'elle est extrêmement sévère. Un durcissement supplémentaire n'est absolument pas nécessaire.

Les mesures proposées par l'initiative et le contre-projet ne sont par ailleurs pas de nature à apporter une quelconque solution au problème de la criminalité et de l'insécurité. Elles ne sont que des placebos populistes, appliqués sur l'insécurité perçue par la population. Expulser un étranger parce qu'il a commis un délit ne change rien au fait que ce délit a été commis. Quant au prétendu effet dissuasif de ces mesures, les prisons américaines – pleines à craquer alors même qu'on y risque la peine de mort – devraient suffire à démontrer qu'une politique criminelle ultra-répressive n'a pas les effets escomptés. D'autre part, les deux textes ne proposent aucune mesure destinée à agir sur les causes de la criminalité, ou même à prévenir la récidive.

Si ces deux textes devaient être adoptés par le peuple, ils ancreraient la discrimination dans la Constitution fédérale. Ils enverraient un message extrêmement négatif à toutes les personnes d'origine étrangère résidant en Suisse, leur signifiant que leur présence sur notre territoire est

tout juste tolérée, qu'ils n'ont pas droit à un quelconque faux pas, ni au pardon et à une seconde chance s'ils s'écartent du droit chemin. Ce discours menace gravement le vivre ensemble que nous tentons de construire tous les jours de manière positive. Il s'agit d'un retour en arrière, vers une politique qui voulait faire des étrangers des bras dociles et travailleurs, qui n'avaient pas droit à la parole.

Avec ces deux textes, un jeune d'origine étrangère né en Suisse qui commettrait des erreurs de jeunesse serait, en plus d'être condamné à une peine comme son camarade au bénéfice d'un passeport helvétique, renvoyé dans un pays dont il ne sait rien. Or un crime doit être puni en fonction de sa gravité, et non en fonction du passeport détenu par son auteur. La double peine que constitue le renvoi fermerait la porte à toute tentative de réinsertion sociale, toute possibilité de réhabilitation. Ces mesures vont à l'encontre de l'intégration et encouragent au contraire le repli communautaire.

Xénophobe et discriminatoire

C'est aussi sur un plan plus général que se situe notre opposition à ces deux textes. L'initiative est sous-tendue par un discours xénophobe et discriminatoire. Les partis de la droite populiste ne cessent de rendre les étrangers responsables de tous les maux, tout en ne proposant que de fausses solutions aux prétendus problèmes qu'ils soulèvent. Le reste de la classe politique, loin de dénoncer ce discours simpliste, mensonger et discriminatoire, lui donne une légitimité en le reprenant à son compte. Cette spirale négative entraîne un glissement collectif vers une attitude toujours plus dure et négative envers les étrangers. La seule manière de s'opposer à la progression insidieuse de ce discours haineux dans notre société, et d'encourager des relations harmonieuses entre les diverses composantes de la population résidente en Suisse, c'est de voter deux fois non. ●

Centre de Contact Suisses-Immigrés

Témoignages

Thérapie sociale au Rwanda

Jean-Baptiste Bizimana et Dieudonné Munyankiko, deux Rwandais, étaient de passage à Genève. Par leurs témoignages, ils ont impressionné tous ceux qui les ont écoutés, soit au comité de la COTMEC, soit dans une paroisse où Guy Musy s'est rendu. Voici le message qu'il nous a transmis.



Quelle belle soirée nous ont valu ce 30 octobre dernier, « Eirène » dont le bureau de Jérôme, son responsable, voisine avec ceux de la COTMEC et le service de Coopération au Développement de Caritas-Genève, animé par Niels, un autre ami de notre commission. Ces deux organismes ont eu la bonne idée d'inviter Jean-Baptiste Bizimana et Dieudonné Munyankiko, deux Rwandais qui ont repris le flambeau de Laurien Ntezimana et de Modeste Mungwarareba, deux autres amis chers à la COTMEC. Ce laïc et ce prêtre (décédé en 1998) avaient initié après le génocide rwandais des voies de réconciliation inédites et surprenantes entre les ennemis de la veille. Certains se souviennent encore avec émotion de leur passage à Genève à la fin des années 90.

Je croyais la flamme éteinte. Quelle heureuse surprise de la voir briller de tous ses feux et réchauffer les cœurs blessés et meurtris. Ce fut le témoignage émouvant de Dieudonné et de Jean-Baptiste, regroupés désormais au sein de l'AMI, une association encadrée par un spécialiste en thérapie sociale, Charles Rojzman. Non que les intuitions originelles de Laurien et de Modeste (la bonne et mauvaise puissance, le recours à l'« Ubuntu ») aient perdu de leur pertinence, mais elles bénéficient désormais d'une expérience professionnelle susceptible de leur garantir efficacité et longévité.

C'est toujours le cœur qu'il s'agit de guérir au terme d'un long et risqué processus. Les tueurs, désormais

remis en liberté après avoir avoué leurs crimes et manifesté leur repentir, sont mis en présence des familles de leurs victimes. Le but est d'amener les uns et les autres à reconnaître et même à partager leurs souffrances respectives, d'en décrypter les origines cachées ou refoulées et d'acquiescer des gestes concrets de réconciliation. L'entreprise n'est pas nouvelle au Rwanda. Je me souviens que la Petite Sœur Théa avait initié dans les environs de Butare, au sud du pays, des rencontres entre des veuves rescapées du génocide et leurs voisins dont les maris génocidaires croupissaient en prison.

Cette entreprise, encore étroitement circonscrite dans quelques régions du Rwanda, fait appel à des collaborateurs dûment formés à une méthode qui les expose singulièrement. Pas facile de se trouver entre le marteau et l'enclume ! J'ai retenu de l'exposé franc des deux intervenants deux actions précises qui nécessitent de leur part un singulier courage. La première est d'amener certaines victimes à accepter l'espacement du remboursement des indemnités auxquelles elles ont droit selon la loi. L'autre initiative est bien plus conséquente à mes yeux. Il s'agit d'amener toute la population – j'ai bien entendu « toute » la population – à célébrer ensemble le deuil de tous les morts de ces années terribles. J'ai bien entendu : « tous les morts ».

Nos amis réussiront-ils ce programme ? Pas facile de nager entre le soupçon ou l'accusation toujours possible de « négationnisme » et les exigences de vérité indispensables au

succès de toute thérapie sociale. Pas facile aussi de progresser sans appuis reconnus. Celui des Eglises rwandaises en particulier. Ce sont des chrétiens catholiques, dont un prêtre, qui sont au départ de cette œuvre et qui l'animent encore aujourd'hui. Ils souhaiteraient de la part des évêques du pays un appui plus soutenu. Et l'Etat rwandais encourage-t-il ce genre d'initiatives ? Un secrétaire d'ambassade présent à la soirée s'est exprimé très vaguement à ce sujet.

Le succès de l'AMI sera complet lorsqu'il aura gagné l'ensemble du pays et convaincu ses autorités. D'ici là, il ne peut s'agir que d'expériences locales, mais qui peuvent connaître un effet boule de neige. C'est pourquoi, nos deux intervenants veulent rester très modestes. Ce n'est pas la moindre de leur qualité. Ils reconnaissent volontiers qu'ils ne sont pas les seuls à risquer dans le pays ce genre de thérapie.

Une idée pas trop saugrenue m'est venue en fin de soirée. Pourquoi ne pas tenter une telle thérapie dans nos pays entre les Rwandais immigrés ? J'ai comme l'impression que chez eux aussi bien des cœurs demeurent brisés et meurtris. Et même durcis, à force d'avoir souffert. Jean-Baptiste et Dieudonné pourraient les aider.

Je mentionne pour finir que la soirée se déroulait à la paroisse St Pie X, là même où voici moins d'une année nous disions « A Dieu » à notre cher Justin Kahamaile. Je suis certain que notre ami aurait apprécié ce que nous avons entendu. ●

Guy Musy

Agenda

Femme et religion :

Au Cénacle à Genève, 4 conférences, 4 femmes, 4 religions, 4 jeudis soirs de 18h30 à 20h. Les 13 janvier, 20 janvier, 27 janvier et 3 février 2011. Prix d'entrée : 40 francs pour les quatre séances. Organisation : Délégation catholique à la Plateforme Interreligieuse de Genève.

Lancement de la Campagne œcuménique de Carême 2011:

«Extraction minière: Un business indigeste»: le thème de la campagne de Carême 2011 sera présenté le 26 janvier de 18h à 21h30 à la Mission catholique italienne, 15, rue de la Mairie à Genève. Organisation : Action de Carême et Pain pour le Prochain.

Jeunes Suisses en Amérique latine

Tenter d'inverser le sens de l'aide au développement

A l'écoute des entrepreneurs sociaux latino-américains, 50 jeunes Suisses se sont retrouvés du 14 au 17 octobre à Genève pour mettre en place des projets de développement locaux en Amérique latine. C'était l'« EUforIA Latin America Youth Summit » (ELAYS). Nous avons annoncé cette action dans le COTMEC-Info no 317 d'avril 2010, voici les grandes lignes de cette nouvelle philosophie de l'aide au développement prônée par l'ONG EUforIA, basée à Genève (www.euforiacion.org).

Il existe une forte demande parmi les jeunes Suisses(ses) pour des programmes permettant de s'engager à l'étranger, notamment en Amérique latine. Cette tendance s'accompagne hélas d'une vision très répandue sous nos latitudes, selon laquelle il s'agit d'exporter et d'appliquer sur place notre propre vision du développement ; de ce fait, les voix des Entrepreneurs Sociaux latino-américains qui ont sur place lancé des projets à fort impact ne nous parviennent qu'à peine. Ils sont pourtant nombreux et disposent d'un meilleur ancrage dans leur réalité pour pouvoir mener une action locale selon les défis globaux.

«Attirer l'attention sur les problèmes globaux et encourager l'activisme au niveau local»: voici la philosophie de l'ONG EUforIA, basée à Genève. Afin de promouvoir une nouvelle forme de coopération internationale qui se débarrasse d'une vision à sens unique et convaincue du potentiel d'action des jeunes Suisses(ses) au niveau local, EUforIA a organisé cette rencontre du 14 au 17 octobre dernier à Genève.

50 Suisses(ses) entre 20 et 25 ans s'y sont retrouvés pour poser les premières pierres de projets sociaux novateurs. Ils n'étaient pas livrés à eux-mêmes, puisque 6 entrepreneurs sociaux latino-américains du même âge les conseillaient et les accompagnaient

dans l'ébauche de leurs projets. Les expériences acquises dans le développement d'un élevage de lièvres au sein d'une communauté Maya, d'un projet de « tour d'habitation durable » à Sao Paulo ou d'une coopération entre l'université et les quartiers défavorisés de Buenos Aires ont permis de poser les jalons de la concrétisation de nouveaux projets. Après des sessions de brainstorming, des activités de team-building, une soirée publique et des travaux de groupes, 7 projets concrets ont vu le jour et seront réalisés dans un futur proche, ici, en Suisse, qu'il s'agisse d'un Reality Show pour développer la conscience environnementale ou de l'organisation d'une journée pour repenser la pauvreté.

La mission des 6 latino-américains n'était pas non plus terminée après 4 jours: ils se sont en effet rendu à Berlin, Paris, Barcelone et Madrid, où des rencontres avec des partenaires – notamment Ashoka Youth Venture, une des plus grandes plateformes d'entreprenariat social au monde – leur ont permis de partager leurs expériences et d'inspirer le développement de nouveaux projets. Cette expérience a permis de poser les pierres d'un réseau européen et d'un travail commun sur le long terme.

Libérer les forces d'innovation sociale et inspirer notre génération à prendre des initiatives et à développer des modèles de coopération internationale alternatifs n'est pas de la musique d'avenir, mais une exigence à laquelle nous pouvons et devons répondre aujourd'hui. L'ELAYS représente un pas dans cette direction et en appelle surtout beaucoup d'autres. ●

Elena Lehman (EUforIA)

traduction et adaptation:

Jonas Pasquier

Nouveaux abonnements

Précisions

Pour ceux qui offrent un abonnement à un ami, vous recevez une carte dont le haut est destiné à la personne qui reçoit l'abonnement cadeau alors que le bas de la carte sert à commander à la COTMEC le cadeau promis. Merci à tous !

Edito

Tristesse, mais la lutte continue

On a cru rêver un instant lorsque les résultats de Genève sont tombés: double non à l'initiative et au contre-projet... Mais dès les résultats de Lucerne qui prônait l'initiative et rejetait le contre-projet, on avait le début de la carte politique de la Suisse et donc le résultat final, car, excepté Bâle-Ville, toute la Suisse alémanique a plébiscité l'initiative... avec l'appui du Valais du côté romand.

C'est d'abord une victoire de l'argent. En effet, l'UDC a investi autant d'argent pour sa campagne qu'« economiesuisse » dans son combat contre l'initiative socialiste pour des impôts équitables. Et les deux ont gagné.

C'est également la victoire des sentiments les plus bas: la peur et le racisme ont malheureusement été certainement le mobile du vote dans le secret de l'isoloir.

C'est aussi la méconnaissance du droit pénal actuel et des accords bilatéraux qui a permis à 53% de la population de croire qu'il y avait actuellement laxisme dans le domaine du renvoi des étrangers criminels et de voter pour un texte qui ne sera pas accepté au niveau européen.

C'est enfin un des signes que nos valeurs chrétiennes ne sont plus une référence pour les Suisses, encore majoritairement chrétiens pour certains rituels, mais qui ne placent plus l'être humain, quel qu'il soit, au centre de leur réflexion.

Toutefois, les lois d'application pour la mise en place d'un tel texte vont certainement prendre du temps, mais les réactions internationales négatives et le malaise vis-à-vis de la Suisse ne vont pas diminuer, au contraire.

Les chrétiens authentiques ne sont pas encore revenus au temps des catacombes, mais c'est une période de grande tristesse et il ne faut, une fois encore, pas baisser les bras et toujours lutter pour le respect de chacun, petit et grand, homme et femme, Suisse et étranger, chrétien ou non. Cela devient encore plus indispensable aujourd'hui: c'est une vraie lutte ... non-violente bien sûr! ●

Bernadette Bitar

Eclairage

Déjel

Sans attendre la fonte des neiges, un pape a osé utiliser dans un de ses écrits le mot « préservatif ». Pour son porte-parole, cette audace équivaut presque à un tsunami. Et le bon Père Lombardi de s'empresser de colmater les brèches des digues de la morale vaticane, jusque là jugée insubmersible. Comme le roc ou l'iceberg sur lequel est fondée son Eglise.

Bien sûr, ce bout de latex n'est qu'un moindre mal. Bien sûr, le pape n'encourage pas une sexualité débridée et déshumanisée. (Qui pourrait le croire de sa part?) Mais, bien sûr aussi, les dispensaires catholiques africains – je parle de ce que j'ai pu connaître – n'ont pas attendu ces « Entretiens » pontificaux pour sauver des vies humaines menacées par le VIH. Pour plusieurs religieuses infirmières, le préservatif était un moyen parmi d'autres pour contrer la mortelle pandémie.

Bon. Je commence à rêver. Forts de ce précédent, pouvons-nous attendre des autorités romaines d'autres « indiscretions » qui mettraient leurs pendules à l'heure moderne? Par exemple, l'ordination d'hommes ou de femmes, mariés ou non. Une disposition que je ne considère pas comme un moindre mal, mais comme une nécessité pour éviter la famine et la mort spirituelles des catholiques qui, faute de prêtres, ne peuvent plus accéder à la table qui les nourrit. Même si ce n'était qu'au cas par cas...

Mais, voici Noël! Encore un cas singulier dans l'histoire des Hommes et des Dieux. Qui aurait pu imaginer que le Très-Haut devienne le Très-Bas pour prendre soin de nous? A partir de ce Jour-là, les espérances les plus folles prennent des couleurs de réalité. ●

Guy Musy

Élections au Brésil et avortement

Querelle entre évêques

Au Brésil, une partie de la campagne électorale de cet automne a été phagocytée par l'irruption de la question de l'avortement, seulement autorisé dans ce pays en cas de viol ou de danger pour la vie de la maman. Avec une querelle entre évêques catholiques.

En juillet, l'évêque de Guarulhos (São Paulo), Dom Luiz Gonzaga Bergonzini, publiait une lettre recommandant aux « vrais catholiques » de ne pas donner leur voix à Dilma Rousseff, candidate à la présidence, ni aux candidats à d'autres mandats favorables à la légalisation de l'avortement figurant dans le programme du Parti des Travailleurs (PT) de Lula.

Quelques jours avant le premier tour du 3 octobre, trois évêques, responsables de la Région Sud 1 de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), divulguèrent une note préconisant l'ample diffusion d'un « Appel à tous les Brésiliens » qui reprenait, sans toutefois citer le nom de Dilma, les recommandations de Dom Luiz. Lequel avait fait impres-

mer 2,1 millions d'exemplaires de cet appel. Dilma ne fut pas élue au premier tour. Ce relatif échec fut imputé, en partie à tort, à Dom Luiz et à d'innombrables interventions dans le même sens, entre autres celles de milieux évangéliques.

Face à cette vague « pro-vie », les deux candidats du deuxième tour de la présidentielle, Dilma Rousseff et José Serra, firent assaut de déclarations sur leur foi religieuse et leur opposition à l'avortement, avant de revenir à des thèmes de politique générale.

Une instrumentalisation politicienne

Cependant, au sein de l'Église, la prise de position de Dom Luiz et de la Région Sud 1 suscitait des réactions. En particulier, celles de Dom Demétrio Valentini, évêque de Jales (São Paulo) et président de la Caritas brésilienne et de Dom Paulo Mendes Peixotos, évêque de Rio Preto (São Paulo). Tous deux critiquèrent une manœuvre laissant croire que la consigne de ne pas voter pour Dilma et le PT émanait de la CNBB nationale, alors que celle-ci avait déclaré n'appuyer aucun candidat. Ils s'en prenaient aussi à « l'instrumentalisation de la question de l'avortement comme une arme partisane ».

La crédibilité de la CNBB est en question, s'inquiétait Dom Demétrio. Dans un manifeste, plusieurs évêques, ainsi que des religieux et des laïcs évangéliques et catholiques annonçaient publiquement leur vote pour Dilma. Ils ajoutaient: « Défendre la vie, c'est offrir des conditions de santé, d'éducation, de logement, de travail (...) dignes à toutes les personnes, particulièrement à celles qui en ont le plus besoin ». Dom Luiz menaçait de son côté de dénoncer Dom Demétrio au pape. Le Tribunal électoral ordonnait la saisie à l'imprimerie du solde des pamphlets de Dom Luiz dont une partie avait été distribuée à la sortie des messes. La région Sud 1 de la CNBB reculait – « Nous ne mettons notre veto à aucun candidat ou parti », affirmait-elle – mais, juste avant le scrutin, le pape condamnait une nouvelle fois la décriminalisation de l'avortement. Ce qui n'empêchait pas Dilma d'être confortablement élue à la présidence.

Reste un bel embrouillamini et une fracture entre évêques. Et, un jour, peut-être, à reprendre la grave question de l'avortement dans un climat plus serein que celui d'une campagne électorale... ●

Michel Bavarel

Recension

Mourir de soif auprès de la fontaine

Si l'on parle beaucoup de coûts de la santé en Suisse, dans d'autres pays la santé est souvent tout simplement inabordable: les médicaments et les traitements médicaux sont trop chers et réservés à la petite minorité qui a les moyens de payer. Même si le risque de créer des inégalités flagrantes entre riches et pauvres pour l'accès aux soins est actuellement envisagé dans notre pays, l'ouvrage « Mourir de soif auprès de la fontaine. Une éthique de l'accès aux médicaments dans les pays pauvres » aborde surtout la discrimination qui privilégie

la santé dans les pays riches au détriment des pays pauvres.

Trois spécialistes nous délivrent, chacun dans sa spécialité, des informations sur des domaines que l'on ne connaît pas forcément: Sebastian Aeschbach, économiste, en se basant sur l'exemple de la lutte contre le sida, nous informe sur les mécanismes économiques qui gèrent l'accès aux médicaments: ce sont des systèmes complexes qui enchevêtrent le droit, l'économie et l'éthique et qui devraient bénéficier au bien public, mais qui ne sont pas toujours maîtrisés, faute d'une vision globale des acteurs en présence. William Ossipow, est professeur honoraire de l'Université de Genève, il nous présente ses réflexions sur l'industrie pharmaceutique, un système complexe qui devrait d'abord répondre à des nor-

mes éthiques, mais qui, pour des raisons principalement de rendement, instaure des inégalités. Enfin, en éthicienne des questions économiques, Nadja Eggert, nous propose une justice globale pour que tous aient enfin accès aux médicaments.

Il faut souhaiter que politiques du Nord et du Sud, industriels de la pharmacie et responsables des organismes internationaux lisent cet ouvrage qui pourrait leur donner des idées afin de niveler les différences et que tous aient enfin le droit à la santé et l'accès à des systèmes de santé équitables. ●

Bernadette Bitar

Mourir de soif auprès de la fontaine. Une éthique de l'accès aux médicaments dans les pays pauvres, Editions Labor et Fides, septembre 2010.

Journée sur les sans-papiers avec Alain Richard, des cercles de silence

La journée de réflexion du 29 janvier, intitulée « Le silence: arme de la non violence » invite Frère Alain Richard, le fondateur des cercles de silence. Elle sera consacrée aux sans-papiers, et plus précisément aux acteurs dans l'économie genevoise des femmes sans papiers travaillant dans le secteur domestique. Diverses organisations qui oeuvrent sur la question à Genève seront présentes, comme le Centre de Contact Suisses-Immigrés, la COTMEC, le Service Société et Solidarité de l'Eglise Protestante, l'AGORA, la communauté des hispanophones de Genève et Franciscains International.

Initiés par les frères franciscains de Toulouse en 2007, les cercles de silence se multiplient partout en Europe. On en recense aujourd'hui plus d'une centaine. De citoyens de tous horizons (chrétiens, musulmans, bouddhistes, juifs, athées, militants de tous les bords et des politiques) se réunissent pour dénoncer la situation des sans-papiers.

Les cercles de silence, une nouvelle forme de résistance

Les membres des Cercles de silence désirent aller au-delà des mots et des cris. Les hommes et les femmes réunis ne bougent pas, ne martèlent aucun slogan, ne brandissent aucun poing et seuls quelques-unes et quelques-uns portent sur leurs dos des pancartes.

« Nous invitons seulement chacun à écouter sa propre conscience et à découvrir que nous pouvons être actifs dans la société sans être prisonniers d'une idéologie... »,

explique le frère Richard. Car « cela équivaldrait à affirmer la solution, imposer notre manière de voir. » Le cercle dure une heure. Une heure pour « dénoncer les traitements inhumains réservés aux migrants du seul fait qu'ils n'ont pas de papiers en règle ». Une heure pour interpeller les consciences d'un pays, dont des lois, décrets et circulaires « brisent des vies humaines et font voler en éclat des couples et des familles ».

Le cercle

La symbolique du cercle est d'une richesse immense, le cercle n'a ni commencement, ni fin, symbole de la perfection et de l'homogénéité, absence de distinction ou de division. Pour la culture indienne, le cercle représente l'environnement et la communauté, le cercle peut devenir, sous la forme d'un mandala, un support de méditation. En ce qui concerne les Indiens, le cercle est le symbole des hommes et des femmes rassemblés autour du feu de camp.

Le cercle de silence prend cette force symbolique, ancestrale. Au centre du Cercle, brûle la flamme d'une lampe. Elle rappelle que, de tout temps, l'Humanité réunie autour d'un feu a su trouver les moyens de survivre et de faire face aux épreuves les plus dures.

La philosophie de la non violence

La Satyâgraha ou « étreinte de la vérité » (satya, vérité; agraha, saisie) est le principe de la non-violence instauré par Gandhi, basée sur la maîtrise de soi et le respect de la vérité. Le frère Richard avoue: « La non-violence invite à une aventure intérieure en vérité. J'ai mis des années à approfondir ce lien si fort entre Evangile et non-violence. Le Mahatma Gandhi s'étonnait; seuls les chrétiens ne voient pas que Jésus est non violent ».

Alain Richard est depuis longtemps impliqué dans des réseaux d'actions non violentes tels que les Brigades Internationales de la Paix, Pace e Bene et Franciscains International. Cet homme charismatique âgé de 86 ans, avoue: « Je suis très ému de cette flambée de mobilisa-

tion...L'histoire continue! C'est ensemble que nous pouvons défendre l'être humain parce que c'est urgent. Oui, c'est vraiment urgent! » ●

Inès Calstas

Afin d'approfondir la philosophie d'Alain Richard, on peut se plonger dans son dernier ouvrage: Alain Richard, Une vie dans le refus de la violence, Entretiens avec Christophe Henning, Albin Michel, 2010



Des actes, pas seulement des paroles

La COTMEC auprès des « sans-papiers »

La COTMEC a toujours été attentive aux personnes du « Sud » présentes chez nous, en particulier aux plus fragiles, qu'il s'agisse des réfugiés ou des « sans-papiers ». Dès les années 80, elle a participé, de diverses manières, à la résistance contre le durcissement du droit d'asile.

Plus récemment, notre commission a accueilli, durant plusieurs mois, les rencontres d'un groupe de femmes sans statut légal. Elle s'est également associée à la campagne « Aucun enfant n'est illégal » demandant l'accès des enfants de parents « sans-papiers » à l'apprentissage. Un accès auquel le Parlement a fini par donner son feu vert en septembre dernier.

Appel d'un partenaire

Le CCSI défend les sans-papiers

Le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI), un de nos partenaires qui défend les mêmes valeurs que la COTMEC sur les sans-papiers et le droit des migrants principalement, cherche de nouveaux membres. Nous publions volontiers le texte qu'il nous propose:

Le CCSI est actif depuis plus de 35 ans pour la défense des droits des migrants dans le canton de Genève.

Son engagement pour l'égalité de traitement entre toutes les personnes qui vivent et travaillent à Genève se traduit par deux grands axes d'action: d'une part, la recherche de solutions pour les familles migrantes, à travers nos quatre permanences; d'autre part, la défense des droits des personnes migrantes, à travers un travail plus collectif. Lois migratoires moins discriminantes, droits politiques pour les étrangères et étrangers, régularisation des travailleuses et travailleurs sans statut légal, formation professionnelle pour les jeunes sans-papiers, protection des migrantes victimes de violences conjugales, naturalisation facilitée et aide à l'intégration font partie de nos priorités.

La socialisation des enfants sans-papiers (et l'obtention de leur droit à l'assurance-maladie grâce au versement d'un subside), la mise sur pied d'un bureau de l'Intégration des Etrangers à Genève ou l'octroi du droit de vote au niveau communal, sont autant de victoires importantes sur l'esprit de repli qui doivent nous inciter à poursuivre notre engagement.

Dix bonnes raisons de devenir membre du CCSI

Parce que cela fait deux ans que la Loi sur les Etrangers est entrée en vigueur et que nous voyons tous les jours ses effets douloureux. Parce que les opinions bougent, comme le prouvent les débats actuels sur la formation professionnelle des jeunes sans statut légal. Parce qu'il est important de maintenir des structures qui permettent d'observer ce qui se passe en matière de migration dans notre canton, afin de pouvoir réagir. Parce que vous souhaitez participer au développement d'une réflexion autour de la migration, de l'identité, de la citoyenneté, et mettre en avant les richesses d'une société multiculturelle.

Parce que le CCSI accueille et conseille plus de 400 nouvelles familles ou personnes migrantes chaque année. Parce qu'il est important d'exprimer sa solidarité avec les nouvelles migrations. Parce que s'engager dans une association c'est soutenir un réseau, un espace, une dynamique et permettre l'expression de points de vue différents de ceux défendus tant par les milieux économiques que par l'Etat. Parce que le CCSI a réellement besoin de votre soutien financier et parce que vous êtes intéressé à recevoir le bulletin bi-mensuel du CCSI. ●

Devenez membre!

En écrivant: au CCSI, 25, route des Acacias, 1227 Les Acacias; en téléphonant au 022 304 48 60 ou en faisant un don sur le CCP 12-21188-7.



Les grandes lignes du Symposium « Entreprises et Droits Humains »

Des représentants de la société civile du Sierra Leone demandent une révision du contrat signé par Addax Bioenergy pour la location de terres

Depuis trois ans Addax Bioenergy poursuit ses préparatifs au Sierra Leone. L'objectif de cet investissement d'un montant de 220 millions d'euros est la culture de la canne à sucre destinée à produire des agrocarburants pour l'exportation. Bien que l'entreprise suisse suive des standards éthiques internationaux pour ses activités, des questions critiques se posent sur le terrain, telles que la concertation de la population locale, l'accès à l'eau ainsi que le dédommagement des propriétaires terriens. Ces thématiques sont au centre du

« Lorsque nous avons commencé ce projet il y a trois ans, nous avons été confrontés à de multiples enjeux sociaux », déclare Nikolaï Germann, président fondateur de la division Energies renouvelables d'Addax. « Parallèlement à l'intérêt économique, il doit y avoir une amélioration pour les gens sur place » ajoute le dirigeant. Dans cette optique, l'entreprise a tenté de concevoir le projet selon un ensemble de standards internationaux prenant en compte les droits humains élémentaires.

Cependant, grâce à une analyse pointue du contrat de bail conclu avec Addax, Sonkita Conteh, avocat spécialiste des droits humains au Sierra Leone, a soulevé plusieurs points litigieux: l'autorisation donnée à Addax



débat entre les représentants de la société civile du Sierra Leone et d'Addax lors du Symposium « Entreprises et droits humains, vers une clarification des responsabilités » organisé le 18 octobre 2010 par Action de Carême, Pain pour le Prochain et la COTMEC à Genève.

10 000 hectares de terre pour la culture commerciale de canne à sucre, une raffinerie destinée à la transformation en agrocarburant pour le marché européen, une centrale électrique utilisant la biomasse et satisfaisant 25 % des besoins nationaux, 2000 emplois permanents: le projet de l'entreprise genevoise Addax Bioenergy est d'une grande envergure pour un pays dans lequel 70 % de la population, pour une grande part analphabète, vit en dessous du seuil de pauvreté et où la population rurale vit de l'agriculture traditionnelle. Il n'y a donc aucune expérience avec des investissements d'une telle ampleur ni avec les hautes technologies.

de stopper ou modifier le tracé des cours d'eau, le droit octroyé à Addax de définir des zones comme réservées à leur usage exclusif ou bien comme réservées à un usage partagé. Ces deux dispositions sont contraires à la législation actuelle au Sierra Leone et mettent en danger le droit à l'alimentation des populations qui ne peuvent plus utiliser ces ressources pour leurs propres besoins. L'une des clauses autorise aussi Addax à cultiver d'autres plantes que la canne à sucre ce qui laisse la porte ouverte à l'introduction de plantes non indigènes susceptibles d'avoir un impact sur l'accès de la population locale à l'eau.

La consultation et la participation des communautés locales posent aussi question: le prix de la location de la terre a été fixé de manière unilatérale par Addax sur la base des recommandations du gouvernement: pas de liberté de négociation pour les paysans qui se sont vus privés de leurs terres.

Une volonté de dialogue

Pour Mohammed Conteh, du Réseau africain pour le droit à l'alimentation, sur les investissements étrangers sont nécessaires pour le Sierra Leone, la question de savoir quels bénéfices la population locale retirera de cette exploitation de ses ressources reste entière. Il demande à Addax de prendre en considération les points critiques soulevés et une révision du contrat conclu avec Addax.

La présence d'un tiers capable de représenter les intérêts des communautés locales fait aujourd'hui défaut: avec leurs partenaires africains, les institutions organisatrices Action de Carême, Pain pour le Prochain et la Cotmec demandent une participation plus conséquente de la société civile dans le processus de suivi du projet. « Addax a de bonnes intentions, mais ce projet n'est pas parfait. Il doit encore être amélioré avec la participation de tous les intervenants » a conclu Sahr Kemoore Salia, secrétaire général du Conseil des Eglises du Sierra Leone.

« Nous allons demander une étude indépendante et un monitoring du projet à long terme » indi-

que Miges Baumann, responsable de la politique de développement pour Pain pour le prochain. Jean-Claude Huot, secrétaire romand d'Action de Carême ajoute: « Nous nous engageons depuis des années en Suisse pour une politique cohérente qui respecte les droits humains. Nous continuerons à travailler dans ce sens à l'avenir afin que les activités des multinationales suisses à l'étranger soient davantage contrôlées. » ●

Action de Carême,
Pain pour le Prochain et COTMEC

La pétition intitulée « Non aux agrocarburants » peut être signée en ligne sur le site d'Action de Carême et de Pain pour le Prochain. Elle peut être signée jusqu'au 15 janvier 2011 et elle est destinée à interpeller les Chambres fédérales et le Conseil fédéral à ce sujet.



info

cotmec

Symposium « Entreprises et Droits de l'Homme »

Supplément n° 324 / décembre 2010 / Genève

Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique



Edito

Dialoguez, il en restera toujours quelque chose !

Imaginer une immense salle de conférence, une assemblée constituée principalement de membres d'ONG, d'œuvres d'entraide et de journalistes engagés, et, devant eux, un cadre supérieur d'une entreprise pétrolière, basée à Genève, expliquant: produire du biocarburant pour les pays du Nord avec la canne à sucre cultivée sur les terres d'un des pays les plus pauvres de la planète, c'est l'avenir !

Et la question s'est alors imposée: faut-il écouter cet homme, a-t-il quelque chose à dire de positif ou n'est-il motivé que par des raisons financières? Tout en l'écoutant, on avait également l'impression que le porte-parole – de cette entreprise pétrolière et directeur de la section sur les biocarburants –, nous parlait d'une quasi-conversion d'un pétrolier au bio-carburant, comme si le fait de cultiver la canne à sucre était tout à coup un choix écologique !

Puis, un opposant de Sierra-Leone s'est également exprimé, avec des mots et des moyens moins high-tech, mais en nous présentant l'envers du décor que tous avait déjà imaginé. Ensuite, un de ses compatriotes, avocat indépendant, a décrit, en termes choisis et textes juridiques à l'appui, tout ce qui n'est pas encore réglé dans cette affaire et qui semble immense.

Enfin, même si ce n'était de loin pas le plus incisif, un délégué des Eglises du pays a rappelé que l'important était le dialogue, mais qu'il y avait encore un bout de chemin à parcourir entre les différents acteurs du projet.

En définitive, Genève a été, une fois de plus, ce lundi 18 octobre, un lieu de dialogue, où tous ont pu s'exprimer, soit dans la salle de conférence, soit dans les couloirs ou à la cafétéria. Et c'est en cela que le pari de l'Action de Carême, de Pain pour le Prochain et de la COTMEC est réussi. ●

Bernadette Bitar

Accueil au Symposium par la COTMEC

Voici le message prononcé par Martyna Olivet, le lundi 18 octobre au Centre international de conférences, à Genève, pour l'ouverture du Symposium Entreprises et Droits de l'Homme.

**Monsieur l'ambassadeur Elmiger,
Chères intervenantes et intervenants,
Cher public**

C'est un plaisir pour moi que de vous souhaiter la bienvenue à ce symposium au nom de la Commission Tiers monde de l'Eglise Catholique, la COTMEC, que je représente et au nom des deux autres organisateurs Action de Carême et Pain pour le prochain.

Aujourd'hui nous avons un double privilège. Celui d'avoir réuni une audience à la fois fournie et de provenance très diverse: nous avons des personnes issues du milieu académique, des ONGs nationales et internationales, mais aussi des représentants du monde politique, du secteur privé ou encore de l'administration fédérale. Et en plus, nous avons la chance de compter parmi nos intervenants des professionnels de haut vol issus de milieux qui n'ont pas souvent l'occasion de se côtoyer ni de dialoguer en public.

La pluralité de points de vue issue de leurs interventions est, à nos yeux, un ingrédient essentiel. Essentiel pour vous faire cheminer dans une démarche d'interpellation sociopolitique constructive, qui examine la question du respect des droits humains par le monde des entreprises. Dans le travail de la COTMEC, cette démarche tire ses sources dans une pratique de discernement devenue célèbre sous les termes: voir analyser agir. Que l'on actualise aujourd'hui sous les termes « Relayer – analyser – proposer ».

Ainsi, les préoccupations et les expertises des acteurs de terrain, où s'implantent des entreprises suisses, seront relayées par nos partenaires sierra-léonais. Elles seront ensuite analysées à l'aune des instruments du droit national sierra-léonais et international. Puis confrontées à la réalité et aux contraintes du monde des affaires et du monde politique.

Et nous n'oublierons pas non plus le volet éthique: une éthique qui ne se cantonne plus aujourd'hui à des propos incantatoires. Elle se traduit de plus en plus par

suite page 2

suite de la page 1

des normes concrètes dont l'application par le secteur privé devient un gage de pérennité des projets. Aujourd'hui nous faisons le pari que les postulats, parfois divergents des différentes disciplines, seront source d'enrichissement mutuel.

Que de la confrontation des ces différents point de vue et pratiques découleront des propositions concrètes, faisant le pont entre les disciplines. Afin d'esquisser des pistes pour que le respect accru des droits humains par les entreprises devienne une exigence de qualité et un facteur

de performance à part entière.

Quel que soit votre parcours et vos motivations à assister à ce symposium, que vous partagiez ou non les revendications et propositions qui en découleront, je suis certaine que vous trouverez dans les propos de nos participants des outils utiles à votre pratique professionnelle.

Je terminerai en soulignant que cette journée marque la concrétisation d'un travail d'équipe de longue haleine entre les différents organisateurs. Ce projet a mobilisé un grand nombre d'acteurs à la fois profession-

nels et bénévoles dont l'appui est précieux. Et il n'aurait pu voir le jour sans la confiance accordée par la Ville de Genève, la Fédération genevoise de coopération ainsi que le Département fédéral des affaires étrangères que je tiens ici à remercier pour leur soutien. Je passe maintenant la parole à mon collègue Jean-Claude Huot, secrétaire romand d'Action de Carême, qui va revenir sur ce qui a motivés nos trois organisations à s'unir autour du thème de ce symposium. Merci de votre attention. ●

Martyna Olivet, COTMEC

Florilège

A défaut de pouvoir citer tout ce qui a été dit lors du Symposium, voici un florilège de quelques phrases entendues lors de la présentation du projet d'Addax Bioenergy et de la discussion qui a suivi. Notez bien que ces phrases ont été prononcées en anglais, il s'agit donc de leur traduction.

Nikolaï Germann, Addax Bioenergy, Suisse (Genève):

« Nous sommes une des premières entreprises à investir dans les biocarburants » « La première production aura lieu au Sierra Leone en 2012, alors que le projet est en route depuis 1998 »

« Nous avons décidé de promouvoir le transport par les énergies renouvelables »

« Le jus de canne à sucre est transformé en éthanol. Cela donnera des produits dérivés pour produire de l'électricité et du fertilisant pour la terre »

« Nous aurons plus d'économie de CO2 qu'avec les biocarburants issus du maïs »

« Les critères de durabilité sont très sévères, le processus est très contrôlé »

« La région qui servira pour la production de canne à sucre est très peu peuplée, seulement 13'600 personnes y vivent. »

« Un de nos premiers engagements est celui de la sécurité alimentaire. Notre deuxième engagement est un programme de la FAO (programme des Nations Unies pour l'alimenta-

tion) pour les écoles et les paysans, afin d'améliorer les moyens d'existence de population. L'entreprise devra suivre un processus très précis »

« Les voitures européennes fonctionneront ainsi au biocarburant. »

« Nous avons choisi de communiquer par internet, d'être transparent » (www.addax-oryx.com/bioenergy

« La Banque mondiale a beaucoup soutenu le projet, et elle ne finance pas de mauvais projets ! »

Mohammed Conteh, Réseau africain pour le droit à l'alimentation, Sierra Leone:

« Le Sierra Leone est un pays très pauvre, la population connaît la misère, elle manque d'accès à l'eau, il y a de l'analphabétisme, il y a eu la guerre civile, la récupération économique est lente, c'est un pays très dépendant de l'aide et qui connaît de grosses difficultés. »

« Du point de vue du gouvernement, Addax est un bienfait pour le pays. »

« Les investisseurs bénéficient de cadeaux fiscaux. L'achat des terres s'est tenu à huis-clos. »

« Il y a des menaces pour le droit à l'alimentation. »

« Un tiers de la population souffre de la faim, c'est un chaos pour les populations locales, si l'argent et les profits profitent à l'Europe. »

« Le gouvernement s'est engagé pour le droit à l'alimentation. Mais Addax envisage une production non-alimentaire. C'est un accaparement des terres, pur et simple. »

« Nous demandons des garanties: pour l'alimentation, pour les terres et pour l'eau. »

Sonhita Conteh, avocat spécialiste des droits humains, Sierra Leone:

« Il n'y a pas eu de négociation entre Addax et les propriétaires terriens »

« Le contrat remplit toutes les exigences: on respecte la loi. Mais on ne précise pas que c'est de la canne à sucre, de fait, Addax peut planter n'importe quoi... »

« Ils disent que seules 77 personnes seront déplacées, mais cela sera certainement beaucoup plus. La sécurité de ces personnes est remise en question. »

« Il faut que la société civile s'engage. »

« Le bail de location des terres pour 75 ans est nuisible à la communauté. »

« Des cabinets d'avocats représentent les intérêts d'Addax. »

« Vous êtes les hommes forts, vous avez l'argent, alors faites du bien à la population. »

Sahr Kemoore Salia, secrétaire général du Conseil des Eglises du Sierra Leone (CCSL):

« Les droits de l'homme fondamentaux doivent être défendus. »

« Il y a la question des insecticides et la restitution des terres qui ne sont pas réglées. »

« Il faut que les bénéfices aillent à la population comme à Addax. »

« Ce n'est pas un projet parfait. »

« Nous avons besoin d'une surveillance étroite pour revoir le bail et réviser certaines sections. »

« Je suis très heureux, nous avons eu du temps pour discuter. » ●

Un texte de Pain pour le Prochain

Addax Bioenergy en Sierra Leone

Extraits d'un texte proposé par Yvan Maillard Ardent, responsable du dossier marchés financiers, questions bancaires et endettement, de Pain pour le prochain sur le sujet principal traité par le Symposium du 18 octobre.

La Sierra Leone est l'un des pays les plus pauvres du monde. La mainmise sur les terres par des entreprises internationales telles qu'Addax Bioenergy, basée à Genève, risque d'aggraver la faim et la malnutrition dont souffre la population du pays.

Jean-Claude Gandur est un homme d'affaires discret d'origine vaudoise. Cet homme a amassé une fortune estimée à plusieurs milliards de francs dans la production et le commerce de pétrole, notamment grâce à ses contacts avec des dictateurs comme le Nigérian Sani Abacha. Son entreprise, basée à Genève, est depuis peu sous les feux de la rampe: Addax Bioenergy créée en 2008, vient de négocier pour un prix dérisoire la location de 12500 hectares de terres en Sierra Leone, pour une durée de 100 ans.

Les agrocarburants remplacent l'alimentation

L'objectif est de produire de la canne à sucre qui sera transformée en agrocarburant pour l'exportation vers les marchés européens. Mais le projet d'Addax Bioenergy risque de violer le droit à l'alimentation de milliers de personnes qui utilisent ces terres pour leur subsistance. En effet, les 12500 hectares qu'Addax Bioenergy va louer font vivre plus de 17000 personnes de la culture du riz, du manioc et des légumes. De plus, la culture industrielle de la canne à sucre est faite à grand renfort de pesticides et d'engrais dont on connaît les conséquences dévastatrices pour les terres à long terme.

L'étude d'impact confirme les effets négatifs

Addax Bioenergy a mandaté un bureau de consultants afin de réaliser

Un texte de l'Action de Carême

Les raisons d'un tel symposium

Jean-Claude Huot, de l'Action de Carême, a présenté ainsi les raisons qui ont motivé son œuvre d'entraide, ainsi que Pain pour le Prochain et la COTMEC, à organiser ce symposium. Ce texte fait suite aux mots d'accueil de Martyna Olivet.

Les raisons d'un tel symposium sont liées à deux constats. Premièrement, nos partenaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine nous disent que les difficultés qu'ils rencontrent pour l'accès à la terre, aux semences, à l'eau proviennent souvent de la concurrence livrée par de grands propriétaires fonciers et par des groupes internationaux, financiers ou agroalimentaires. Et ce phénomène s'est accéléré ces dernières années. Or, cette concurrence, selon eux, n'est pas loyale car ces groupes bénéficient de passe-droits de la part de l'Etat, ou l'Etat est trop faible pour exiger d'eux le respect des lois du pays et des normes internationales ratifiées en matière de droits humains ou d'environnement.

L'autre constat est lié aux dynamiques internationales et à ce qui se

passé en Suisse. Le mandat de John Ruggie, ici en face, aux Nations Unies, chargé d'établir un cadre international sur la responsabilité des entreprises transnationales arrive à son terme l'année prochaine. Les principes directeurs à l'attention des entreprises multinationales de l'OCDE sont aussi en révision. Sur le plan suisse aussi, le Parlement interpelle le gouvernement sur sa capacité à contrôler ce que font les entreprises multinationales installées sur son territoire, à commencer par les entreprises du secteur financier.

Il nous est donc paru nécessaire de faire le point sur cette problématique. Qu'est-ce qui existe comme instrument pour le respect des droits humains dans le cadre des activités des entreprises ? Que pouvons-nous changer ou améliorer à partir de la Suisse ? Et comment les acteurs sur le terrain, entreprises et communautés humaines concernées se débrouillent-elles face aux inévitables conflits d'intérêts qui surgissent ? (...) ●

Jean-Claude Huot, Action de Carême

une étude de l'impact social et environnemental du projet. L'expertise de plusieurs centaines de pages arrive à la conclusion qu'il y aura suffisamment de terres pour produire de la canne à sucre et assurer la subsistance des populations ... tout en avertissant qu'il est « extrêmement difficile de calculer le nombre de personnes affectées ». (...)

Addax Bioenergy affirme que le projet apportera de nombreux bénéfices, notamment par la création de 4000 emplois. Néanmoins, environ la moitié seront des emplois saisonniers. (...)

Qui seront les bénéficiaires ?

Le projet d'Addax Bioenergy pose ainsi de nombreuses questions: qui seront les principaux bénéficiaires? Les investisseurs? Les élites politi-

ques qui ont négocié le contrat avec Addax? Ou également les populations locales? Adrian Bebb, coordinateur de campagne auprès des Amis de la Terre - Europe, estime de son côté que le risque est grand que les Africains « perdent leurs terres, leurs moyens de subsistance et leur environnement naturel, pour que les voitures en Europe puissent rouler avec du biocarburant ». ●

Yvan Maillard Ardent, responsable du dossier marchés financiers, questions bancaires et endettement, Pain pour le prochain